

DIMANCHE 13 - LUNDI 14 JANVIER 2019
75^e ANNÉE - N° 23019
2,80 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR —
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



L'ÉPOQUE – SUPPLÉMENT

LE PRÉSENTÉISME AU BUREAU, UN MAL BIEN FRANÇAIS

Ce que la justice reproche à François Fillon

► Le Parquet national financier a requis le renvoi en correctionnelle de François Fillon, dans l'affaire des emplois fictifs de son épouse Penelope

► Selon ce document, dont « Le Monde » a pris connaissance, « aucun élément tangible ne permet de confirmer la réalité de l'activité » de M^{me} Fillon

► Que ce soit comme assistante parlementaire de son mari, ou ensuite de son successeur, Marc Joulaud, « les contrats de travail apparaissent purement formels »

► Le réquisitoire estime aussi que l'emploi de M^{me} Fillon à « La Revue des deux mondes » était également « accordé par amitié ou complaisance »

► Conforté par le parquet, le juge d'instruction doit désormais décider s'il demande un procès des Fillon et de M. Joulaud

PAGE 7

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT... » VOYAGE DANS LES CAHIERS DE DOLÉANCES

► Dans le Finistère et dans les Yvelines, « Le Monde » a consulté les revendications formulées par des Français

► Injustice fiscale, pouvoir d'achat, dégradation des services publics, train de vie des élus...

► « On ne vit plus, on survit » : les colères sont multiples, s'additionnent, et parfois se contredisent

► Ces propositions alimenteront le « grand débat » qui doit débiter le 15 janvier

PAGES 8-9, CAHIER ÉCO – PAGES 6-7

Pétrole

Pourquoi le prix de l'or noir flambe

Le cours du baril de brent est repassé au-dessus des 60 dollars. En réduisant sa production plus que prévu, l'Arabie saoudite a réussi son pari et maintient son emprise sur le marché. Pour les producteurs, le pire est passé.

CAHIER ÉCO – PAGE 3

Agriculture

Les circuits courts, directement du producteur au consommateur

CAHIER ÉCO – PAGE 2

Environnement

Nicolas Hulot veut reprendre les rênes de sa fondation

PAGE 11

Climat

La fermeture d'une centrale à charbon pourrait être repoussée

CAHIER ÉCO – PAGE 4

France-Italie

Les relations entre Paris et Rome à l'épreuve des « gilets jaunes »

PAGE 6

Etats-Unis La vie au pied du mur, le long du Rio Grande

IL Y A UNE VIE au pied du mur, celui que Donald Trump a promis d'ériger le long de la frontière des Etats-Unis avec le Mexique pour arrêter l'immigration clandestine. Et elle n'est pas simple.

Expropriations, incursions de migrants, trafics en tous genres, atteintes à l'écosystème, animaux en danger : les habitants de la région de McAllen, dans le sud

du Texas, vivent au rythme de ces controverses, sans même parler de celle du shutdown. Depuis que la barrière érigée sous les présidents Bush et Obama a fermé l'accès à la Californie, à l'Arizona et au Nouveau-Mexique, le Texas est devenu l'une des principales portes d'entrée de l'immigration illégale d'Amérique latine.

PAGES 2 ET 4

RETOUR À MOSSOUL

► Hélène Sallon et Alexandra Rose Howland sont retournées dans la ville irakienne, qui en est toujours à compter ses morts, dix-huit mois après sa libération

GÉOPOLITIQUE – PAGES 14 À 17



Mossoul, le 8 novembre.
ALEXANDRA ROSE HOWLAND POUR « LE MONDE »



ÉDITORIAL

VENEZUELA :
L'ILLÉGITIMITÉ
AU POUVOIR

PAGE 26

Entretien

Les combats de Barbara Hendricks

« A l'âge de 8 ans, j'ai pris conscience qu'il fallait lutter. » La cantatrice née dans l'Arkansas raconte comment elle a affronté la ségrégation raciale et se bat aujourd'hui pour le droit des femmes

PAGE 23

Cinéma

André Bazin : tout l'art de la critique

PAGE 19





Le président américain, Donald Trump (à droite), accompagné d'agents de la police des frontières, salue un hélicoptère patrouillant au-dessus du Rio Grande, le 10 janvier au Texas. LEAH MILLIS/REUTERS

Le long du Rio Grande, le mur de la discorde

Les Texans sont divisés au sujet de la barrière, mais veulent davantage de contrôle de l'immigration

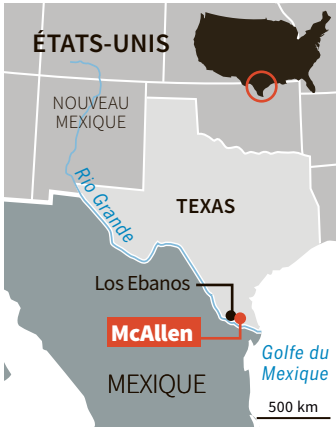
REPORTAGE

RÉGION DE McALLEN,
RIO GRANDE - envoyé spécial

En voyant la première voiture de la police des frontières, on a su qu'on était sur le bon chemin. Puis une deuxième, une troisième. Cinq au total. Un ballon d'altitude semblait surveiller la zone tandis qu'un hélicoptère tournoyait au-dessus de ce village miteux et déserté par ses habitants, à l'église pour un enterrement. Bienvenue dans le méandre de Los Ebanos, au bord du Rio Grande, près de la ville frontière texane de McAllen. Le bac est fermé, car la rivière est en crue. Mais en face, à une vingtaine de mètres, c'est le Mexique. Au bout du village, on pénètre dans la propriété d'Aleida Flores Garcia, 59 ans. La dernière fois qu'elle a vu des migrants sous son auvent, c'était il y a deux mois : « Des gamins du Honduras, de moins de 20 ans. Je leur ai donné de l'eau et leur ai dit de partir. » Quand elle est revenue un peu plus tard, l'un était encore là, en train de charger son smartphone. Son mari, Jorge Garcia, a appelé la police des frontières, qui a cueilli le clandestin.

Avis d'expropriation

Dans les années 1970, ce Mexicain avait traversé le Rio Grande et fait sa vie aux Etats-Unis. « Il était illégal », admet sa femme. Mais aujourd'hui, confie-t-elle, « je ne transforme pas ma propriété en corridor pour migrants ». Elle veut bien fermer les yeux, mais pas être complice d'aide à l'immigration, alors que les gardes-frontières arpentent avec leurs véhicules sa propriété, comme les y autorise la loi. Le vrai souci de M^{me} Garcia, c'est ce fichu mur que veut ériger Donald Trump. Pour être précis, les présidents américains depuis George W. Bush en 2006. Elle se bat depuis qu'elle a reçu un avis d'expropriation en 2008. Le mur ne peut épouser les courbes du méandre, et devrait couper sa propriété de 12 ha en deux. Un déchi-



rement pour cette femme, alors que la propriété est dans sa famille depuis plus d'un siècle. Tous les souvenirs d'enfance, les moments passés au bord de la rivière à Pâques, quand il n'y avait pas de souci d'immigration. « Je me bats pour mes ancêtres », sanglote-t-elle. Elle peste contre Trump, qui n'est pas venu la voir jeudi 10 janvier, lors de sa visite à la frontière mexicaine. On lui avait proposé 8 000 dollars (7 000 euros) pour son expropriation, le dossier est au point mort, c'est ça de gagné.

Ce n'est pas le cas de Marianna Wright, à quelques kilomètres en aval du Rio Grande. Cette directrice d'un sanctuaire pour papillons a perdu la bataille. « Les bulldozers seront là en février. On ne peut plus arrêter le mur ici. » Cette partie du mur a été financée par un vote du Congrès début 2018, qui cherche à ajouter 25 miles (40 km) de mur aux 20 existants pour protéger la région de McAllen : celle-ci est devenue l'une des principales portes d'entrée de l'immigration illégale d'Amérique latine depuis que le mur construit sous Bush et Obama a largement bloqué l'accès à la Californie, à l'Arizona et au Nouveau-Mexique – 1100 km de barrière pour une frontière longue de 3100 km. L'ouvrage sera construit juste après la digue anti-inondation qui traverse la propriété. L'affaire a pu être expédiée car l'Etat fédéral peut faire ce

que bon lui semble sur cette digue dont il a la concession perpétuelle sans avoir à passer par d'interminables procédures d'expulsion. Marianna Wright s'est mobilisée. Une artiste germano-américaine, Doerte Weber, a créé devant son bâtiment une installation baptisée *Checkpoint Carlos* – hommage à Checkpoint Charlie, qui séparait Berlin-Est de Berlin-Ouest – et brodé des papillons, symboles des migrants, que les murs ne sauraient arrêter.

En réalité, si, nous explique Luciano Guerra, salarié du sanctuaire : le mur sera néfaste aux papillons, car son emprise de 50 m de large (il sera bordé de voies pour les patrouilles de police) va détruire l'habitat tandis que les lumières perturberont la faune, essentiellement nocturne. Bref, un écosystème détruit au mépris des lois. Luciano Guerra montre un panneau recensant les 28 lois fédérales suspendues pour la construction du mur, lesquelles vont de celles de la protection des oiseaux à celle sur les croyances des Indiens. « Trump serait prêt à faire passer un mur à travers Yosemite ou le Grand Canyon », s'afflige-t-il.

Une porte avec digicode

Le voisin de M^{me} Wright et de M. Guerra s'afflige aussi, mais pour d'autres raisons. « Soyons sérieux : nous avons de l'immigration illégale, du trafic de drogue, de la traite humaine, et je devrais m'inquiéter des papillons ? », rétorque Othal Brand, 65 ans, notable républicain qui vient de rencontrer, ce 10 janvier, M. Trump à McAllen. Sa famille fut l'un des plus gros employeurs de la région, avec 5 000 salariés sur 30 000 ha. L'ouragan Mitch a détruit 5 000 ha de citronniers en 1998, et l'exploitation a été liquidée. Il ne lui reste que 130 ha, au bord du Rio Grande, qui seront derrière le mur. « J'aurai accès par une porte avec digicode », dit-il, rappelant que les expropriations pour utilité publique sont incessantes. Alors pour la sécurité nationale... Cet homme vante les

vertus du mur, en nous emmenant au bord de la rivière, sur le site de la société de pompage d'eau (pour la ville de McAllen et l'irrigation du comté) dont il est le président depuis le milieu des années 2000. Un jour, il a failli être renversé par un pick-up de trafiquant fonçant à vive allure pour embarquer des migrants à l'intérieur du Texas. Une autre fois, il a découvert le corps d'un candidat au passage noyé devant la prise d'eau de l'usine. Mais les gardes-côtes, faute de bateau, n'ont pu venir l'enlever immédiatement.

Agacé, il fait construire pour 135 000 dollars une piste d'hélicoptère et une cale d'accès à la rivière. Il a salué l'érection du mur autour de son usine, au début de la décennie, en pleine ère Obama. Les employés ont un digicode pour y pénétrer. « Il y en a encore. Mais ce n'est plus du trafic de drogue, plus souvent des familles. Quand elles sont prises, elles demandent d'appeler la police pour pouvoir déposer leur demande d'asile », assure M. Brand, qui juge que les fermiers ont tous déménagé en ville, la vie sur les ranchs étant trop risquée. Il ne veut pas un mur partout – « Donald Trump ne connaît pas le Rio Grande, on ne va pas construire un mur au milieu d'un canyon ou en haut d'une falaise. Il faut un mélange de présence physique, de navigation fluviale, de surveillance aérienne, de technologie et de caméras, et, en complément, des murs. » Toutefois, cela ne résoudrait rien. Chacun le

reconnaît, à droite et à gauche. Le territoire situé entre le mur et le Rio reste américain. « Qu'est ce qui empêchera les migrants de demander l'asile en arrivant ? Ils n'y ont pas pensé », peste M^{me} Wright. Et puis ce no man's land peut devenir une base avancée des trafiquants. M. Brand en convient : il nous montre les photos d'un tunnel destiné à franchir le mur que la police a découvert à 500 m de sa station de pompage la veille de l'arrivée du président Trump.

Pour l'instant, la clôture du Texas a des côtés « muraille de Chine » : visible, mais en réalité très discontinue. « Avec les travaux votés, nous n'aurons au total 80 km de mur dans la vallée du Rio Grande », note M. Brand, goutte d'eau alors que le Rio Grande marque la frontière Texas-Mexique sur 2 000 km. On le comprend en redescendant le Rio Grande. Ou plus précisément l'ancienne route militaire, qui longe la rivière quasi invisible. Elle permettait à l'armée de l'éphémère République du Texas, dans les années 1840, de surveiller celle du Mexique.

Direction le golfe du Mexique. De hauts pylônes d'acier plantés en avant des digues interdisent l'accès au territoire américain. A l'abri des migrants, des lotissements se développent, en plein boom immobilier. Ils s'interrompent devant le Golf de Brownsville, dernière bourgade avant d'atteindre le golfe du Mexique : cet étalement, qui accueille des dizaines de mobile homes pour retraités fanatiques de golf, borde le Rio Grande. Les migrants passent, en plein jour, comme nous l'assure un retraité du Missouri prêt à monter dans sa voiturette de golf. La direction ne veut plus parler à la presse tant le sujet fâche, mais, si le mur est construit, le golf sera coupé en deux. Et voué à la faillite, comme les guinguettes et les campings au bord d'un Rio Grande qui transformé en no man's land. A 25 km de la mer, le mur s'arrête. Un poste de police barre la route : il faudra montrer son passeport en

revenant pour prouver que l'on n'est pas un clandestin. Au bout de la route, les vagues sur la mer, des nids de tortue protégées et SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk qui prépare un pas de tir de fusée pour 2019. Et entre les deux, le ranch de Tony Zavaleta.

« Le mur ne stoppera personne »

Cet ethnologue de 72 ans est démocrate, mais avant tout texan, avec deux pistolets et un fusil-mitrailleur dans son pick-up. Il veut être prêt à se défendre en cas de mauvaise rencontre. En cheminant depuis son ranch – une maison faite de bric et de broc avec des portes récupérées dans d'anciennes haciendas mexicaines – vers la rivière, on découvre un sentier dans les herbes folles. « C'est le passage des migrants », assure M. Zavaleta. Sa terre fut donnée à sa famille par le roi d'Espagne au temps des conquistadors.

Il en a fait un refuge animal – « J'ai vu un loup rouge, alors qu'ils sont en voie d'extinction » – et espère juste que sa propriété ne sera pas coupée en deux, quitte à se retrouver du côté sud, avec une porte. « Le mur ne sert à rien, il n'arrêtera personne. C'est un immense gâchis d'argent. Il aurait pu servir à développer notre région, une des plus pauvres des Etats-Unis [le revenu par habitant est de 34 000 dollars, contre 60 000 dans le pays]. Mais je soutiens la police des frontières. Je suis démocrate, mais je ne suis pas irresponsable, je respecte le système. »

Le système fonctionne la nuit : en roulant vers l'ouest, on voit au loin les lumières du Mexique, tandis que les ballons d'observation illuminés au-dessus du fleuve plongé dans l'obscurité rappellent que le Rio est proche. Soudain, on croise trois véhicules de police, qui viennent d'interpeller un groupe de Latinos qui tentaient de remonter vers le nord du pays. La nuit appartient à la police et aux migrants, et les Texans aimeraient que cela cesse, mur ou pas. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

« Ce mur est un gâchis d'argent. Il aurait pu servir à développer notre région, une des plus pauvres du pays »

TONY ZAULETA
ethnologue

RICHARD BERRY **PLAIDOIRIES** LE SUCCÈS THÉÂTRAL 2018

D'après les grandes plaidoiries des ténors du barreau, de Matthieu Aron
Texte édité aux éditions Mareuil

C'est bluffant.
Les spectateurs debout. Allez-y!
RTL

Du Grand Art.
L'OBS

Une force incroyable.
FRANCE INTER

Des mots puissants.
JOURNAL DU DIMANCHE

Impressionnant.
QUOTIDIEN DU MEDECIN

Passionnant.
C'est plus que du théâtre.
EUROPE 1

Une interprétation coup de poing,
un spectacle fort et direct.
FRANCE 3

Une belle performance d'acteur. Captivant.
FRANCE TV

Une prestation de haut vol.
Un pur moment d'histoire.
BFM

♥♥♥♥
FIGAROSCOPE

Richard Berry est saisissant. Remarquable.
FIGARO MAGAZINE

Passionnant.
PARIS MATCH

Merveilleux ! Richard Berry est tellement
possédé qu'on a l'impression
qu'il est avocat.
CANAL +

A brilliant combative speech.
THE NEW YORK TIMES

L'impossible est atteint,
nous ne sommes plus
au théâtre mais au prétoire.
COUP DE THEATRE.COM

Une prestation magistrale.
LCI

Richard Berry fantastique.
ON SORT OU PAS.COM

Une performance remarquable.
ETAT CRITIQUE.COM

MISE EN SCÈNE
ERIC THÉOBALD

SCÉNOGRAPHIE
JOHAN CHABAL ET JULIE NOYAT
LUMIÈRES
JOHAN CHABAL
MUSIQUE
SÉBASTIEN GALIANA
VIDÉOS
MATHIAS DELFAU

MERCI RICHARD BERRY POUR CES MAGNIFIQUES PAGES D'HISTOIRE.
JEAN-MARC DUMONTET

Le shutdown le plus long de l’histoire

En Virginie-Occidentale, les effets du gel du gouvernement se font sentir

REPORTAGE

CLARKSBURG (VIRGINIE- OCCIDENTALE) - envoyée spéciale

Entre les bibelots et les bougies odorantes, Cathy Goings tue le temps. La clientèle se fait rare dans sa boutique de décoration opportunément baptisée « Embellishments », dont la façade rose dénote un peu dans cette rue sans charme de Clarksburg (Virginie-Occidentale). En ce début d’année, la commerçante, qui est la maire de cette ancienne cité industrielle, a deux bonnes raisons de s’inquiéter. Ces derniers jours, ses multiples affaires – elle possède aussi un magasin de vêtements et un restaurant – tournent au ralenti. *« En cas de crise, on sait bien que les gens coupent d’abord dans le budget loisirs et le superflu. »*

Mais, surtout, la ville dans son ensemble commence à sentir les effets du gel partiel du gouvernement fédéral (shutdown), qui est entré, samedi 12 janvier, dans son 22^e jour, un record historique. A travers le pays, 800 000 fonctionnaires fédéraux sont au chômage technique ou, dans certains secteurs liés à la sécurité, travaillent sans être payés, victimes du blocage politique provoqué par l’incapacité des élus républicains et démocrates à s’entendre sur le financement du « mur » promis par le président Donald Trump à la frontière avec le Mexique.

A Clarksburg, 16 000 habitants, cette incongruité budgétaire américaine pourrait peser plus qu’ailleurs. Dans ce coin de Virginie-Occidentale, où le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale, les fonctionnaires ont depuis longtemps remplacé les ouvriers des usines de verre et les mineurs. La ville doit une partie de son activité aux 2 500 agents de la police fédérale (FBI) installés dans sa banlieue il y a deux décennies. Les restaurants qui jouxtent leur complexe commencent à accuser le coup. Au Buffalo Wild Wings, Sydney, l’une des responsables, confirme une baisse d’activité *« depuis une semaine »*. A la tête de l’Irish Pub, Jay Miller s’inquiète également de l’absence de sortie de crise. *« Les gens ne peuvent pas tenir longtemps sans argent. »*

« Les gens sont écoeurés »
 Vendredi, beaucoup de fonctionnaires, payés tous les quinze jours, n’ont pas reçu leur salaire. *« Les gens sont écoeurés et ils s’inquiètent : sans versement, comment assurer les prélèvements automatiques sur leur compte bancaire ? s’interroge Cathy Goings. Au niveau municipal aussi, on va en sentir les effets. On devait recevoir des subventions publiques pour la rénovation d’un vieux bâtiment. Nos interlocuteurs ne répondent même plus au téléphone. Tout est gelé. »*

Dans les environs, les personnels d’une antenne du ministère de l’agriculture, les 400 employés d’une dépendance de la NASA ou des agents de la sécurité dans les transports aériens (TSA) sont aussi touchés. Sollicités, les fonctionnaires mettent en avant leur devoir de réserve. Sur les téléphones, des messages vocaux précisent que l’absence de l’intéressé est *« due au shutdown »*. Au minis-

« On dépend beaucoup des fonds fédéraux ici : il faut trouver un compromis, et vite »

VINNIE OLIVERIO

commerçant à la retraite

tère de l’agriculture, les courriers électroniques renvoient une réponse indiquant que le fonctionnaire n’a pas accès à ces messages *« en raison d’un arrêt des finances fédéraux »*.

Dans le minuscule aéroport du comté, planté sur une colline enneigée, l’un des deux agents de sécurité en poste ce matin-là dans le terminal endormi reconnaît tout juste entre deux portes devoir *« se débrouiller »*, convaincu que *« l’argent finira bien par arriver »*. Un texte prévoyant le versement des salaires dès la fin du shutdown a été voté vendredi par le Congrès et signé par le président. Mais face à l’impasse, rien n’indique combien de temps les fonctionnaires devront encore « se débrouiller ».

« Tout le monde va souffrir »
 Au Blue Bird Shop, une épicerie-bar-restaurant, le shutdown alimente les conversations et conforte les positions politiques. Etat trumpiste, la Virginie-Occidentale a voté à 68,50 % pour l’actuel président. *« On dépend beaucoup des fonds fédéraux ici : il faut trouver un compromis, et vite. Mais Trump campe sur sa position : il a promis un mur, il veut le faire. C’est d’autant plus dommage qu’il aurait été élu sans cette promesse »*, estime Vinnie Oliverio, un commerçant à la retraite, prompt à blâmer les deux camps pour leur intransigeance.

Devant un plat de dinde-purée servi dans une assiette en carton, Jason, son compagnon de table, est moins accommodant : *« Bien sûr qu’on a besoin de ce mur pour arrêter les flux de drogue, qui tue les gens jusque dans nos rues. Les démocrates doivent accepter de débloquer l’argent, c’est tout »*, défend le quadragénaire, ouvrier dans le bâtiment. Pour la maire, *« ce sujet n’est ni républicain ni démocrate, c’est le problème du pays tout entier. Il faut trouver une solution. A force, dans cette affaire, Trump va perdre des électeurs »*.

L’effet domino de ce blocage à la durée inédite est encore difficile à mesurer mais *« nul doute qu’il coûtera cher »*, estime James Estep, président de la High Technology Foundation, qui œuvre à la diversification des activités économiques en Virginie-Occidentale. *« Il y a dans le comté de nombreux sous-traitants dont les contrats avec les agences fédérales arrivent à leur terme. Comment vont-ils passer les prochaines semaines si le shutdown se prolonge ? Or on ne voit pas qui, des démocrates ou du président, va craquer le premier. »* Si la situation s’enlise, *« tout le monde va souffrir et certains électeurs de Trump pourraient avoir l’impression que le président les sacrifie. Mais on n’en est pas encore là »*. ■

STÉPHANIE LE BARS

Enquête du FBI sur Donald Trump

Le FBI, la police fédérale américaine, a ouvert en 2017 une enquête pour déterminer si le président Donald Trump travaillait pour le compte de la Russie, après le limogeage de son directeur James Comey. L’information, révélée vendredi 11 janvier par le *New York Times*, indique que ces investigations ont été jointes à l’enquête ouverte par le procureur spécial Robert Mueller sur des soupçons de collusion entre Moscou et l’équipe de campagne de Trump pour l’élection présidentielle de 2016.

Le Canada accorde l’asile à une jeune Saoudienne

La situation de l’adolescente, bloquée en Thaïlande, a relancé le débat à propos des tutelles masculines sur les femmes en Arabie saoudite

BEYROUTH, MONTRÉAL (QUÉBEC) - correspondants

L’adolescente saoudienne qui a fui son pays, affirmant que sa vie était en danger si elle rentrait, a obtenu l’asile au Canada. Bloquée en Thaïlande, Rahaf Mohammed Al-Qunun a embarqué, vendredi 11 janvier au soir à bord d’un vol Korean Airlines pour Séoul avant de prendre un avion pour Toronto, où elle devait arriver samedi. L’annonce a été faite, vendredi, par le premier ministre canadien, Justin Trudeau, qui a indiqué avoir répondu favorablement à une demande du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés pour accueillir la jeune femme, qui aura 18 ans en mars. *« Le Canada est un pays qui comprend l’importance de défendre les droits humains et de défendre les droits des femmes »*, a-t-il déclaré.

L’adolescente saoudienne avait profité d’un voyage au Koweït pour gagner la Thaïlande dans l’espoir de demander ensuite l’asile à l’Australie. A la suite de l’intervention des autorités saoudiennes, et notamment de son père, puissant gouverneur, elle avait vu son visa annulé. Elle s’était barricadée en début de semaine dans une chambre d’hôtel de l’aéroport de Bangkok pour éviter son extradition vers l’Arabie saoudite où, affirmait-elle, sa famille menaçait de la tuer. Le chef des services thaïlandais de l’immigration a confirmé, vendredi, que son *« son souhait était de se rendre au Canada »* et qu’elle a refusé de rencontrer son père et son frère.

En acceptant cette demande d’asile, Ottawa prend le risque de voir, de nouveau, s’envenimer des

relations déjà fortement détériorées avec l’Arabie saoudite sur les terrains diplomatique et commercial. Ottawa avait durci le ton en août dernier face à Riyad, reprochant au royaume ultraconservateur – dans un Tweet de la ministre des affaires étrangères Chrystia Freeland – d’avoir arrêté plusieurs militantes des droits des femmes. Parmi elles se trouvait Samar Badawi, sœur de Raif Badawi, blogueur dissident emprisonné en Arabie saoudite, dont la femme et les trois enfants sont réfugiés au Canada.

Vendredi, Ensaf Haidar, épouse de Raif Badawi, a souligné le rôle joué par la ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, dans l’accueil de la jeune Saoudienne au Canada. C’est *« la véritable héroïne qui a empêché son renvoi de la Thaïlande vers le Koweït »*, a-t-elle écrit sur Twitter. M^{me} Freeland avait, par ailleurs, joué un rôle moteur dans la décision du Canada d’imposer, le 29 novembre 2018, des sanctions contre 17 ressortissants saoudiens responsables ou complices, selon le Canada, du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi commis le 2 octobre 2018 à Istanbul. Leurs avoirs au Canada sont gelés et leur accès au Canada interdit.

Statut de mineur perpétuel

Cette affaire a relancé, en Arabie saoudite, le débat sur l’opportunité d’abolir la tutelle, la principale discrimination pesant sur les Saoudiennes, après la récente levée de l’interdiction qui leur était faite de conduire. Ce système enferme les femmes du Royaume dans un statut de mineur perpétuel, en les obligeant à obtenir l’aval d’un référent masculin (père, mari ou frère) pour

En acceptant la demande d’asile, Ottawa prend le risque de voir s’envenimer des relations déjà détériorées avec l’Arabie saoudite

de nombreux gestes de la vie courante comme voyager à l’étranger, signer un contrat de travail ou se marier.

Sur les réseaux sociaux, partisans et adversaires de ce régime se sont opposés, multipliant posts et Tweets dans un sens ou dans l’autre. Le hashtag « abolissez la tutelle sinon nous émigrerons toutes » s’est propagé sur Twitter, parallèlement à des messages reprochant à la jeune Rahaf de faire honte à sa famille, signe que cette question divise profondément la société saoudienne. Une campagne en ligne intitulée « Je suis mon propre tuteur », a contribué en 2017 à la diffusion d’une circulaire royale enjoignant à tous les services de l’Etat de faciliter les démarches des femmes.

Après l’entrée en vigueur, en juin, du décret autorisant les Saoudiennes à conduire, les féministes du Royaume envisageaient de relancer la mobilisation contre la tutelle. Mais l’arrestation d’une dizaine d’entre elles, présentées par des journaux comme des *« traîtresses »* à la solde de puissances étrangères, a éradiqué ce mouvement, très informel. Les militants des droits des femmes encore en liberté ont d’autant plus tendance à faire profil bas que l’on a appris, en décembre,

que plusieurs de leurs camarades emprisonnées ont été torturées.

L’avenir de la tutelle est donc entre les mains du seul Mohammed Ben Salman, le prince héritier et homme fort du royaume, surnommé MBS. L’assassinat de Jamal Khashoggi a braqué les regards sur sa face sombre. Mais dans le domaine économique et social, ce trentenaire a entrepris de rompre avec la sclérose du Royaume. Son plan de modernisation, baptisé « Vision 2030 », promet de sortir le pays de son addiction au pétrole, en attirant les investisseurs et en développant de nouveaux secteurs d’activité, comme les loisirs et le tourisme, ce qui suppose de desserrer l’emprise des religieux sur la société.

Plus qu’une question de temps

Dans l’interview qu’il avait donnée en avril 2018 au magazine américain *The Atlantic*, MBS avait critiqué à demi-mot le fait que les femmes ne puissent pas voyager sans l’autorisation de leur tuteur, tout en soulignant la prénance du conservatisme dans son pays. *« Si je dis oui sur cette question, cela veut dire que je crée des problèmes pour les familles qui ne veulent pas accorder de liberté à leurs filles »*, avait-il déclaré.

Les « libéraux » saoudiens, partisans d’une poursuite des réformes engagées par MBS, veulent cependant croire que la fin de la tutelle n’est plus qu’une question de temps. *« Ce qu’il en reste sera aboli, de facto, plus vite qu’on ne le croit, prédit Faisal Abbas, le directeur de la rédaction du quotidien anglophone saoudien Arab News. Une pratique aussi anachronique est tout simplement incompatible avec les objectifs de Vision 2030. »* ■

BENJAMIN BARTHE ET ANNE PÉLOUAS

Au Nicaragua, la démission d’un juge sandiniste ébranle le régime Ortega

Rafael Solis, un proche du couple présidentiel, dénonce « un état de terreur » dans le pays

MEXICO - correspondance

Le président nicaraguayen, Daniel Ortega, vient de subir un revers inédit : le juge de la Cour suprême du Nicaragua, Rafael Solis, a quitté ses fonctions, accusant le régime d’être *« une dictature »* qui impose *« un état de terreur »*. Cette démission surprise, révélée jeudi 10 janvier par la presse, est la première d’un haut fonctionnaire influent depuis le début de la répression contre une révolte populaire qui exige, depuis neuf mois, le départ du pouvoir de l’ancien guérillero sandiniste.

« Je ne souhaite pas cautionner un gouvernement qui (...) s’appuie uniquement sur l’usage de la force pour se maintenir au pouvoir », justifie M. Solis dans sa lettre de démission adressée, le 8 janvier, à M. Ortega ainsi qu’à son épouse et vice-présidente, Rosario Murillo. Il y dénonce le bras de fer sanguinaire engagé par le gouvernement contre le mouvement national de contestation né le 18 avril 2018, après des manifestations contre une réforme de la sécurité sociale.

La répression a fait plus de 300 morts, 2 000 blessés et 500 détenus, selon les organisations de défense des droits de

« Je ne vois pas la possibilité (...) d’une reprise du dialogue pour instaurer la paix, la justice et la réconciliation »

RAFAEL SOLIS

juge

l’homme. M. Solis fustige le recours *« aux forces parapolicières et policières avec des armes de guerre, qui ont semé la peur dans notre pays, où plus aucun droit n’est respecté »*. Selon cet intime de M. Ortega et de M^{me} Murillo, témoin de leur mariage religieux en 2005, le couple a instauré *« une monarchie absolue de deux rois qui ont fait disparaître tous les pouvoirs de l’Etat »*. Le haut magistrat a aussi renoncé à son adhésion, depuis quarante-trois ans, au Front sandiniste de libération nationale (FSLN), parti de M. Ortega. *« Je ne vois pas la possibilité (...) d’une reprise du dialogue pour instaurer la paix, la justice et la réconciliation »*, explique-t-il, en référence aux négociations débutées en mai sous

l’égide de l’Eglise, entre le gouvernement et ses opposants, que M. Ortega a vite rompues.

Craintes d’une « guerre civile »

L’ancien pilier du régime au sein du pouvoir judiciaire s’inquiète des risques de *« guerre civile »*. Il rejette la version du gouvernement qui qualifie la rébellion de tentative de coup d’Etat. M. Solis dénonce aussi une *« guerre contre les médias »*. Après avoir criminalisé l’opposition, le gouvernement a saisi, en décembre, les locaux de cinq organes de presse indépendants. Deux journalistes ont été emprisonnés et une dizaine d’autres contraints à l’exil. Les autorités ont aussi retiré leur personnalité juridique à neuf organisations non gouvernementales locales. Sans compter l’expulsion, fin décembre, des experts de la Commission interaméricaine des droits de l’homme qui ont publié un rapport dénonçant les *« crimes contre l’humanité »* du régime.

« Le gouvernement a durci ses positions jusqu’à provoquer un isolement international quasi total du pays », fustige M. Solis. Le conseil permanent de l’Organisation des Etats américains (OEA) a lancé, jeudi, le processus d’application de sa *« charte démocratique »* qui pourrait entraîner à

terme la suspension du Nicaragua de l’OEA. Sans compter que le président américain, Donald Trump, a ratifié, en décembre, la loi Nica Act limitant l’accès aux aides internationales de ce pays de six millions d’habitants, l’un des plus pauvres du continent.

Selon le politologue Oscar René Vargas, *« la démission de Rafael Solis est un coup d’épée porté au cœur du pouvoir car c’est un gros poisson du régime. L’ancien magistrat connaît les secrets des malversations légales du couple Ortega-Murillo. »* Le juge a notamment été à l’origine des réformes constitutionnelles qui ont levé l’interdiction de deux mandats présidentiels consécutifs. De quoi permettre à l’ancien héros révolutionnaire de se maintenir au pouvoir depuis douze ans, après avoir gouverné de 1979 à 1990.

Le gouvernement n’a pas commenté sa démission. *« Elle pourrait inciter d’autres hauts fonctionnaires à lui emboîter le pas »*, commente M. Vargas. Une prévision qui fait écho à la démission, annoncée jeudi par la presse locale, de Víctor Urcuyo, à la tête durant quinze ans de la Superintendance des banques, chargée de la supervision des institutions financières nicaraguayennes. ■

FRÉDÉRIC SALIBA

Pologne : une affaire d'espionnage au profit de la Chine

Un Chinois et un Polonais, liés à Huawei, sont soupçonnés d'avoir agi « au détriment de la Pologne »

La Pologne a annoncé vendredi 11 janvier l'arrestation pour espionnage d'un Chinois travaillant pour le géant des équipements de télécommunication Huawei et d'un Polonais, ancien officier de la sécurité intérieure devenu conseiller de la filiale locale d'Orange. Tous deux ont été arrêtés mardi et sont soupçonnés d'avoir agi «*pour le compte des services chinois et au détriment de la Pologne*», a déclaré Stanislaw Zaryn, porte-parole du ministre coordinateur des services spéciaux.

Le ressortissant chinois, Wang Weijing, est un ancien attaché du consulat chinois de Gdansk passé directeur des relations publiques, puis directeur des ventes au secteur public de Huawei en Pologne. *« Cela concerne ses actions, cela n'a*

Washington a lancé une campagne de sensibilisation sur le danger à confier des infrastructures au géant chinois

rien à voir avec le groupe pour lequel il travaille », a pris soin de préciser M. Zaryn. Pékin s'est dit « très préoccupé » par son arrestation.

« Sécurité nationale »

La télévision publique a identifié le citoyen polonais sous le nom de « Piotr D. ». Il s'agirait de Piotr Durbajlo, qui fut sous-directeur du département de la sécurité de l'information de l'Agence de sécurité intérieure, le contre-espionnage polonais, jusqu'en 2011. Il avait notamment été chargé du développement d'un réseau mobile sécurisé pour les hauts responsables politiques du pays et faisait ces dernières années du conseil en Pologne pour Orange, qui y déploie un réseau 5G avec Huawei. Son profil LinkedIn mentionne également une mission de consultant auprès des services du premier ministre en 2016. Des bureaux de Huawei et d'Orange Polska ont été perquisitionnés.

L'affaire intervient alors que les Etats-Unis ont lancé, selon des révélations du *Wall Street Journal* fin novembre 2018, une campagne de sensibilisation de leurs alliés sur le danger qu'il y a, de leur point de vue, à confier l'installation d'infrastructures de télécommunication au géant chinois. Les officiels américains ont multiplié

ces derniers mois les briefings avec responsables politiques et dirigeants d'opérateurs mobiles de pays amis, en particulier ceux hébergeant des bases américaines. Ils insistent sur le risque de cyberespionnage et celui de se trouver à la merci de Pékin en cas de crise diplomatique, à l'aube du déploiement de la 5G.

L'Australie et le Japon ont déjà bloqué Huawei sur leurs appels d'offres pour cette nouvelle génération de réseaux mobiles. Le marché américain lui est en bonne partie fermé depuis que le comité sur le renseignement du Congrès l'a qualifié en 2012, avec son concurrent chinois ZTE, de « menace à la sécurité nationale ». Le président du Bureau fédéral pour la sécurité de l'information allemand estimait en décembre, en réponse aux nouvelles pressions américaines, que « pour des décisions aussi sérieuses qu'une interdiction, il faut des preuves », mais le premier opérateur du

pays, Deutsche Telekom, a exclu Huawei pour la 5G, comme l'a fait Orange en France, tandis SFR teste un réseau 5G avec l'équipementier chinois.

Les communicants de Huawei répètent depuis des années que les capitaux du groupe sont privés et que si son fondateur, Ren Zhengfei, est un ancien ingénieur de l'Armée populaire de libération, c'est que celle-ci était omniprésente dans la Chine d'avant l'ouverture économique. Et personne n'a jusqu'à présent prouvé que le numéro un mondial des infrastructures de télécommunication, devenu aussi le deuxième plus gros vendeur de smartphones de la planète derrière Samsung, se soit livré à des activités d'espionnage.

Loi sur le renseignement

Mais il est aussi peu probable, dans le contexte politique chinois, qu'une entreprise s'oppose aux demandes de Pékin. D'autant que le président Xi Jinping n'a cessé de

L'Australie et le Japon ont déjà bloqué Huawei sur leurs appels d'offres pour la 5G

renforcer le contrôle de l'Etat et imposé en 2017 une loi sur le renseignement selon laquelle *« les organisations et citoyens doivent, dans le respect du droit, soutenir, coopérer et collaborer avec le travail de renseignement national »*.

Huawei est déjà au centre d'une affaire qui génère de vives tensions entre la Chine et le Canada. La directrice financière du groupe et fille de son fondateur, Meng Wanzhou, a été arrêtée le 1^{er} décembre à Vancouver, sur requête des États-Unis, qui l'accusent d'avoir eu recours à une société écran entre 2009 et 2014 pour

contourner les sanctions contre l'Iran et dissimuler les affaires de Huawei avec Téhéran.

En guise de représailles, treize Canadiens ont été détenus en Chine depuis le 1^{er} décembre, même si au moins huit ont déjà été libérés. Deux, en particulier, sont retenus pour des activités « *menaçant la sécurité nationale* », selon Pékin, dont un diplomate en congé sabbatique qui travaillait depuis février pour l'ONG International Crisis Group sur la question nord-coréenne, Michael Kovrig. Le premier ministre Justin Trudeau a déploré vendredi que son immunité diplomatique n'ait pas été respectée et a dénoncé des détentions « *arbitraires et injustes* ». L'ambassadeur de Chine à Ottawa, Lu Shaye, s'en est pris quant à lui dans une tribune au quotidien *The Hill Times* mercredi, à une « *arrogance* » due, selon lui, « *à l'égoïsme occidental et au suprématisme blanc* ». ■

HAROLD THIBAUT

Merkel et Tsipras, rivaux devenus alliés cordiaux

La chancelière allemande a salué l'accord d'Athènes sur la Macédoine du Nord

ATHÈNES - *correspondance*

De l'eau a coulé sous les ponts entre Alexis Tsipras et Angela Merkel depuis 2014, date de la dernière visite de la chancelière allemande à Athènes. À l'époque leader du parti radical de gauche Syriza, Alexis Tsipras voulait « déchirer les mémorandums imposés par la "troïka" » et clamait haut et fort avec les manifestants rassemblés devant le Parlement grec : « *Go back Mrs Merkel!* » (« M^{me} Merkel, rentre chez toi »). Jeudi, c'est un tout autre accueil que le premier ministre grec a réservé à la chancelière.

Les deux dirigeants affichaient de grands sourires et plaisantaient devant des journalistes grecs et allemands interloqués. Depuis l'été 2015 et la volte-face d'Alexis Tsipras, qui a accepté de signer un ultime programme d'aide assorti de mesures d'austérité, les deux farouches opposants politiques se sont rapprochés. « Alexis Tsipras a admiré la manière dont Angela Merkel a géré la crise migratoire malgré le [risque] politique qu'elle encourait, avance un proche du premier ministre grec. Mme Merkel, elle, a reconnu le courage d'Alexis Tsipras qui a choisi le réalisme et mis en œuvre des réformes d'austérité très impopulaires. »

L'accord adopté par Skopje

Lors de son entretien avec Alexis Tsipras, jeudi, Angela Merkel a « remercié le gouvernement grec d'avoir mené à bien de dures réformes » et surtout affiché « sa reconnaissance » à Alexis Tsipras, qui a signé le 17 juin 2018, avec son homologue macédonien, Zoran Zaev, un accord permettant de résoudre un conflit vieux de vingt-sept ans sur le nom de la Macédoine du Nord. Le timing de la visite d'Angela Merkel, fervente défenseuse de l'accord avec Skopje, n'a pas été laissé au ha-

sard. Le Parlement macédonien a voté vendredi soir les changements constitutionnels requis et adopté l'accord de Prespes à une courte majorité (81 voix, une de plus que la majorité requise des deux tiers).

En Grèce, le vote au Parlement devrait intervenir plus tôt que prévu dès la fin du mois et pourrait s'avérer délicat pour Alexis Tsipras. Son allié gouvernemental, le ministre de la défense, Panos Kamménos, chef du parti souverainiste des Grecs indépendants, a appelé à voter contre l'accord et affirmé vouloir quitter la coalition. L'opposition des conservateurs menés par Kyriakos Mitsotakis réclame aussi depuis plusieurs semaines un vote de défiance contre le premier ministre.

A quelques mois des élections législatives, prévues en octobre, Angela Merkel s'avère un soutien inattendu pour Alexis Tsipras face au chef de la Nouvelle Démocratie, Kyriakos Mitsotakis, pourtant alliée du parti de M^{me} Merkel, la CDU, au sein du Parti populaire européen (centre-droit) au Parlement européen. Kyriakos Mitsotakis a répété vendredi face à la chancelière que « la position de son parti sur la question macédonienne était inaltérable ».

Angela Merkel, qui a trouvé en Alexis Tsipras un allié contre « *le nationalisme qui mène souvent l'Europe à la catastrophe* », a mis de l'eau dans son vin lors de sa visite à Athènes et même accepté de discuter des réparations financières réclamées à l'Allemagne en compensation des crimes commis lors de l'occupation du pays par les nazis (1941-1944) et d'un emprunt forcé à la Grèce contracté en 1942. « *Nous sommes conscients de notre responsabilité historique. Nous savons aussi quelle souffrance nous avons infligée à la Grèce (...) durant la période du national-socialisme* », a-t-elle avoué. ■

MARINA RAFENBERG

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.

87%
des Français pensent que le
prix d'un kWh de gaz ne peut
qu'augmenter.⁽¹⁾

**J'agis
avec
ENGIE**

**Profitez
pendant 3 ans
d'un prix fixe
du kWh de gaz
naturel⁽²⁾ !**

**Découvrez l'offre Gaz Ajust 3 ans⁽²⁾
sur particuliers.engie.fr ou au 3993⁽³⁾**



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(2) Enquête IFOP pour ENGIE réalisée le 25 au 27 juillet 2018 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatives de la population française (18 ans et plus).
(3) Offre de marché gaz Ajust 3 ans : offre de marché gaz naturel 3 ans, avec un prix fixe du kWh HT ajustable en cas de baisse moyenne du Tarif Réglementé de gaz naturel aux 2 premières dates anniversaire du contrat. Cette baisse s'applique sur les 2 dernières années du contrat et pourra représenter sur cette période une baisse maximum de 7% du prix par kWh HT à la date de souscription. Votre abonnement HTT est indexé sur la part fixe du tarif d'utilisation du réseau public de distribution de gaz naturel qui évolue une fois par an à la hausse ou à la baisse. En souscrivant une offre à prix de marché, vous restez libre de revenir à tout moment et sans frais au Tarif Réglementé en gaz naturel pour votre lieu de consommation, si vous consommez moins de 30 000 kWh/an, si vous en faites la demande. Prix hors évolution des impôts, taxes et contributions, de toute nature.

France-Italie : un lent divorce

Le soutien de Di Maio aux « gilets jaunes » intervient après de longs mois de tensions, antérieurs à l’arrivée de Salvini au gouvernement

ROME - correspondant

Ce 11 janvier 2018, dans la cour d’honneur du Palais Chigi, rien n’était trop beau pour célébrer l’amitié entre la France et l’Italie. Les uniformes d’apparat étaient plus impeccables que jamais, on s’interpellait d’une délégation à l’autre, en italien ou en français... Au petit matin, Emmanuel Macron s’était rendu au Colisée avant de s’offrir une visite privée de la Domus Aurea, se faisant photographe dans les ruines du gigantesque palais construit par Néron. Malgré le froid et la grisaille, si mal adaptés aux beautés romaines, le message était limpide, la relation franco-italienne était au beau fixe. C’était il y a un an, jour pour jour. Autant dire une éternité.

Que reste-t-il aujourd’hui de ces démonstrations d’amitié ? Pas grand-chose, à vrai dire, tant les relations entre Paris et Rome ont connu une spectaculaire dégradation. Bien sûr, cela est dû avant tout à l’arrivée au pouvoir en Italie, au printemps 2018, d’un gouvernement atypique, formé de l’alliance de la Ligue (extrême droite) et du Mouvement 5 étoiles (antisystème). Mais ce refroidissement ne saurait s’expliquer sans l’accumulation, depuis des années, d’une série de non-dits et de ressentiments.

Brutales mais éphémères

Par le passé, les relations franco-italiennes ont toujours évolué au rythme de montées de tension aussi brutales qu’éphémères. Qui se souvient qu’en mars 2011 l’ambassadeur de France, Jean-Marc de La Sablière, avait été convoqué pour explications, durant l’offensive du français Lactalis sur le géant agroalimentaire Parmalat ? La nouveauté est que, cette

fois-ci, la brouille semble durable. Les négociations en vue d’un traité du Quirinal, qui devait formaliser la relation franco-italienne, à l’image du traité de l’Élysée conclu en 1963 entre la France et l’Allemagne, étaient l’un des thèmes majeurs de la visite du 11 janvier 2018 ; depuis l’arrivée du gouvernement Conte, elles sont à l’arrêt. Quant au traditionnel sommet annuel, qui devait se tenir en Italie, il n’a pas eu lieu en 2018. Même les commémorations des 500 ans de la mort de Léonard de Vinci, génie italien mort à Amboise sous le règne de François 1^{er}, n’échappent pas à ce phénomène. En novembre 2018, les autorités italiennes ont annoncé qu’elles comptaient renoncer aux prêts de plusieurs œuvres, qui avaient été consentis pour une exposition qui doit s’ouvrir au Louvre en octobre.

Ainsi donc lundi 7 janvier, lorsque le vice-premier ministre Luigi Di Maio, chef politique des « 5 étoiles », a lancé un « *Gilets jaunes, ne faiblissez pas !* » en direction du mouvement de protestation qui agite la France, offrant même l’aide logistique de son mouvement, au mépris de tous les usages diplomatiques, cette pique ne venait pas de nulle part.

L’arrivée au pouvoir d’Emmanuel Macron, en mai 2017, a été marquée, dès les premières semaines, par plusieurs frictions. La première étant la volonté de remettre à plat l’accord de reprise des Chantiers de l’Atlantique par l’armateur italien Fincantieri, conclu entre la France et l’Italie, dans les derniers mois du mandat de François Hollande. Puis il y eut le refus français d’ouvrir ses portes aux navires organisant le sauvetage des migrants en Méditerranée, malgré les demandes insistantes du ministre de l’intérieur d’alors, Marco Minniti, et l’organi-



Matteo Salvini, au stade de l’Olympique lyonnais, le 9 octobre 2018. PHILIPPE JUSTE/MAXPPP

sation d’un sommet sur la Libye à La Celle-Saint-Cloud, fin juillet.

En à peine deux mois, le président français avait appuyé sur les trois principaux points faibles de la relation franco-italienne : l’économie, où la France a été souvent, ces dernières années, accusée de « faire son marché » de l’autre côté des Alpes sans accepter la réciprocité ; la crise migratoire, dans laquelle l’Italie s’est sentie abandonnée par ses voisins européens, après la fermeture des frontières française et autrichienne, en 2013-2014 ; et enfin la Libye, où Rome soupçonne Paris de chercher à imposer son influence – et les intérêts de Total au

L’arrivée au pouvoir d’Emmanuel Macron a été marquée par des frictions sur l’économie, la crise migratoire et la Libye

détriment du groupe italien ENI.

Après avoir beaucoup attendu du nouveau président français, l’Italie découvrait en lui un chef d’Etat préoccupé avant tout de l’intérêt de la France... La déconvenue était prévisible, mais elle n’en a pas été moins douloureuse. Aussi le 30 mars 2018, lorsque des douaniers français font irruption en gare de Bardonecchia, dans les locaux d’une association d’aide aux migrants, non loin de la frontière, pour soumettre un Nigérien à une analyse d’urine, l’émotion est-elle unanime en Italie.

Psychodrame de l’« Aquarius »

L’affaire, qui en temps normal se serait sans doute réglée par une simple réunion entre responsables de service, remonte jusqu’au sommet de l’Etat. L’ambassadeur de France à Rome, Christian Masset, est convoqué au ministère des affaires étrangères italien, pour explications. Le dirigeant de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini, n’est pas encore aux affaires, mais son influence s’est déjà installée : c’est un de ses Tweet qui sera le déclencheur de l’affaire.

Au mois de juin, le gouvernement Conte s’est mis en place, et la fermeture des ports italiens

aux navires d’ONG, suivie du psychodrame autour du sort de l’*Aquarius*, provoque une nouvelle poussée de fièvre. En dénonçant la « *part de cynisme et d’irresponsabilité* » italienne dans l’affaire, Emmanuel Macron provoque une tempête. L’ambassadeur à Rome est une nouvelle fois convoqué, la popularité de Matteo Salvini, nouveau ministre de l’intérieur, atteint des sommets... Tout l’été, ce dernier multipliera les provocations contre la France, allant jusqu’à se rendre à Moscou pour la finale de la Coupe du monde afin d’y soutenir ostensiblement la Croatie contre une équipe tricolore trop « africaine » à son goût. Pendant ce temps-là, Emmanuel Macron dénonce la « *lèpre* » populiste qui monte dans le pays, ne contribuant pas à calmer les esprits...

Cette atmosphère délétère installe Matteo Salvini comme la figure la plus en vue des extrêmes droites européennes. Dès lors, le dirigeant de la Ligue continuera ses attaques contre le président français, encore accusé il y a quelques jours de gouverner « *contre les intérêts de son peuple* », accaparant l’attention.

Le chef de l’Etat français, lui,

évalue systématiquement de répondre directement, et souligne chaque fois qu’il est possible ses bonnes relations avec le président du Conseil italien, Giuseppe Conte – fin juin, au plus fort de la crise, les deux hommes se sont rencontrés en tête à tête dans le cadre luxueux de la Casina Valadier, sur les hauteurs de Rome, durant une heure et demie. Dans le même temps, on ne manque pas une occasion, côté français, de mettre l’accent sur l’excellence des collaborations bilatérales entre les deux pays, dans tous les domaines, ainsi que les très bonnes relations de travail entre les ministres, des deux côtés des Alpes.

Quant au président de la République italienne, Sergio Mattarella, pourtant très économe de ses mots, il ne rate pas une occasion de souligner l’importance capitale de la relation franco-italienne. Et puis, malgré les aléas de l’actualité politique, chacun sait que la brouille ne pourra pas être éternelle : Rome n’y a pas plus intérêt que Paris, alors que les échanges de marchandises entre les deux pays – très favorables à l’Italie – représentent en valeur plus de 200 millions d’euros par jour. ■

JÉRÔME GAUTHERET

RDC

Les pro-Kabila gagnent les législatives

La République démocratique du Congo (RDC) s’achemine vers une cohabitation sans précédent entre un président issu de l’opposition et un pouvoir sortant qui garde la majorité au Parlement. Samedi 12 janvier, deux jours après avoir proclamé la victoire historique d’un opposant, Félix Tshisekedi, à la présidentielle, la Commission électorale a dévoilé les résultats des législatives qui donnent la majorité à l’Assemblée nationale aux alliés de l’actuel président Joseph Kabila. L’autre opposant, Martin Fayulu, a dénoncé des fraudes et assuré qu’il saisirait la Cour constitutionnelle. – (AFP)

SYRIE

Le pouvoir syrien accuse Israël de tirs de missiles

La défense antiaérienne de l’armée syrienne est entrée en action vendredi 11 janvier, vers 23 heures, contre des « *missiles* » tirés par l’aviation israélienne. Selon l’agence officielle Sana, un « *entrepôt* » dans l’enceinte de l’aéroport international de Damas a été touché. « *La plupart* » des missiles auraient été interceptés. Ces derniers mois, Israël a plusieurs fois bombardé des sites militaires du pouvoir d’Al-Assad ou de ses alliés. – (AFP)

Fausse notes du début de la présidence roumaine de l’UE

Les dirigeants de l’Union européenne s’inquiètent des réformes du gouvernement social-démocrate sur la justice

BUCAREST - envoyés spéciaux

Une œuvre du compositeur Georges Enesco dans une salle à l’acoustique exceptionnelle – l’Athénée roumain –, et une *Neuvième Symphonie* de Beethoven somptueuse : le concert inaugural de la présidence tournante de l’Union européenne (UE), jeudi 10 janvier à Bucarest, était à la hauteur de la réputation de mélomanes des Roumains.

Mais des fausses notes se sont échappées de ce rendez-vous pourtant formel entre officiels roumains et dirigeants des institutions de l’UE. Preuve que cette présidence, entamée le 1^{er} janvier, promet d’être baroque, à un moment pourtant crucial, avec le Brexit et les élections européennes de mai en ligne de mire.

Car, après la Pologne et la Hongrie, c’est désormais la Roumanie, deuxième pays le plus pauvre de l’UE derrière la Bulgarie voisine, qui se trouve dans le viseur de Bruxelles. Son gouvernement, contrôlé par le Parti social-démocrate (PSD), multiplie, depuis son retour au pouvoir en 2016, les atteintes à l’arsenal national

anticorruption. Liviu Dragnea, chef du parti et président de la Chambre des députés, brillait par son absence, jeudi soir à l’Athénée. Il était en vacances, assurait une source gouvernementale. Un camouflet pour les Européens, estime un diplomate. Condamné pour fraude électorale, il est l’homme fort du pays mais fait toujours l’objet d’enquêtes pour corruption, et l’opposition accuse le PSD de réformer la justice pour le blanchir.

Climat délétère

Avant le concert, son vice-président, Florin Iordache, a pris à partie le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker : « *Je vous assure que les décideurs de la majorité politique à Bucarest sont tout à fait conscients du rôle de la Roumanie à la présidence de l’UE. (...) Nous allons nous montrer responsables.* » Calin Popescu Tariceanu, président du Sénat et dirigeant de l’Alliance des libéraux et démocrates – alliée au PSD –, a même accusé la Commission d’être « *une bureaucratie arrogante* ».

M. Juncker avait osé, fin décembre 2018, émettre publiquement

des « *doutes* » sur la préparation du pays à la présidence de l’UE. Plus conciliant, jeudi soir, il a souligné que, si l’UE était « *faite de compromis, lorsqu’il s’agit de l’Etat de droit, aucun compromis n’est possible* ». Donald Tusk, à la tête du Conseil européen, leur a même fait la leçon à l’Athénée, dans un roumain presque parfait. Il a parlé football, Dacia, mais « *on ne joue pas avec les règles communes* », a affirmé l’ex-premier ministre polonais.

Dehors, malgré la neige, quelques centaines de Roumains protestaient contre la corruption. « *A bas les voleurs qui nous gouvernent* », pouvait-on notamment lire sur les pancartes brandies. « *Le gouvernement ne cesse d’attaquer l’Europe pour se faire du capital politique*, affirme Dan Teodoru, étudiant en médecine qui manifestait. *Notre appartenance à l’UE nous garantit la liberté, l’Etat de droit et une justice indépendante. Mais nous avons un gouvernement corrompu, c’est une honte pour l’Europe.* »

Le climat délétère à Bucarest alarme Bruxelles, déjà cernée par les gouvernements populistes de droite. Dans un pays encore très

pro-européen, M. Dragnea vient de saisir la Cour de justice de l’UE contre la Commission de Bruxelles pour contester un rapport de l’Office européen de lutte anti-fraude qui le soupçonne de détournement de fonds européens de 21 millions d’euros.

Etat de droit

Mardi 8 janvier, la cheffe par intérim du Parquet national anticorruption roumain, Anca Jurma, a renoncé à être prolongée à son poste, parlant d’un « *environnement hostile* ». Elle avait succédé, à l’été 2018, à Laura Codruta Kovesi, magistrate reconnue mais révoquée par les socialistes.

Ces derniers jours, le ministre des affaires étrangères, Teodor Melescanu, un autre proche de M. Dragnea, a justifié le projet d’un nouveau décret d’amnistie au bénéfice des personnes ayant été condamnées, selon lui, « *sur la base de preuves falsifiées* », au motif qu’il fallait « *vider les prisons surpeuplées* ». Jusqu’à présent, les tentatives d’amnistie poussées par les sociaux-démocrates pour blanchir M. Dragnea se sont heurtées à l’opposition du président conservateur, Klaus Iohannis, et

ont suscité la virulence de la rue.

A la mi-novembre 2018, la Commission européenne a publié un audit sévère sur le système judiciaire roumain. L’institution communautaire a assorti son audit d’une liste d’injonctions, dont celle d’embaucher un juge du parquet anticorruption avec un mandat clair de travailler « *de manière impartiale* ». La Commission franchira-t-elle le pas en lançant des procédures d’infraction, comme dans les cas polonais et hongrois, si le décret d’amnistie était adopté ou sa liste d’injonctions était ignorée par Bucarest ? La menace n’est pas vaine. « *L’essentiel* [de l’Etat de droit] *serait affecté si une amnistie était envisagée, ce serait un recul* », a mis en garde M. Juncker, vendredi 11 janvier, toujours à Bucarest.

Les Bruxellois se rassurent un peu en constatant que les pays chargés de la présidence tournante de l’UE, surtout les petits, ont peu d’influence sur les grands dossiers comme la gestion du Brexit. Reste que le symbole, pour l’UE comme pour la Roumanie, n’est pas reluisant. ■

MIREL BRAN
ET CÉCILE DUCOURTIEUX

Ce que la justice reproche au couple Fillon

Dans son réquisitoire, auquel « Le Monde » a eu accès, le parquet financier demande le renvoi en correctionnelle

L'affaire Fillon a toutes les chances de se solder devant le tribunal correctionnel de Paris. Le Parquet national financier (PNF) a en effet requis, mercredi 9 janvier, le renvoi en correctionnelle de l'ancien candidat à la présidentielle François Fillon, ainsi que de son épouse, Penelope, et de son ancien suppléant à l'Assemblée nationale, Marc Joulaud. Si, comme c'est probable, le juge Serge Tournaire suit les réquisitions du PNF et renvoie les trois protagonistes principaux de cette histoire devant le tribunal, le procès pourrait être audiené en 2019.

Dans un document de 59 pages dont *Le Monde* a pu prendre connaissance, Aurélien Létocart, vice-procureur au PNF, synthétise près de deux ans d'investigations, dont le déclenchement provoqua la chute de François Fillon et, très probablement, sa défaite à l'élection présidentielle, au printemps 2017. Les principales charges réunies par les enquêteurs mettent en cause le couple Fillon, que le parquet souhaite voir jugé pour diverses infractions : détournement de fonds publics, abus de biens sociaux, escroquerie aggravée et complicité de ces délits.

Au cœur de l'affaire, lancée par les révélations du *Canard enchaîné* le 25 janvier 2017, le recrutement par François Fillon, puis par son suppléant Marc Joulaud qui lui succéda à l'Assemblée, de la femme de l'ancien premier ministre, au titre de collaboratrice. Pour le PNF, cet emploi a bien revêtu un caractère fictif. Le réquisitoire le rappelle, « *Penelope Fillon a bénéficié de deux contrats d'assistante parlementaire auprès de François Fillon, d'abord entre 1998 et 2002, puis entre 2012 et 2013, entrecoupés d'un contrat de collaboratrice parlementaire auprès de Marc Joulaud de 2002 à 2007, dont l'objet était d'assister le député dans l'exercice de ses fonctions* ». Or, observe le Parquet financier, « *à l'issue de l'information, aucun élément tangible ne permet de confirmer la réalité de l'activité de Penelope Fillon auprès de François Fillon et de Marc Joulaud* ». Le PNF précise : « *Aucune trace écrite, aucun témoignage ob-*

jectif et concordant n'a pu être mis au jour alors qu'une activité professionnelle réelle, étalée sur plus de dix années, est nécessairement matérialisée par des traces concrètes. Les contrats de travail apparaissent purement formels et à tel point dévitalisés que leur exécution n'a été ponctuée ni de congés annuels, ni de congés maternité, ni d'arrêts maladie alors même que Penelope Fillon bénéficiait d'indemnités de licenciement, d'une indemnité de précarité et sa majoration, d'une indemnité de congés payés et même d'une prime d'ancienneté. » M. Létocart ajoute que, face aux enquêteurs, « *d'une manière générale, Penelope Fillon était dans l'incapacité de prouver la matérialité de son activité d'assistante parlementaire auprès de son époux* ».

« Revalorisation salariale »

S'agissant justement du rôle joué par François Fillon lui-même, le réquisitoire note que « *la circonstance d'avoir imposé à Marc Joulaud l'embauche de son épouse dont il ne pouvait ignorer l'inconsistance de l'activité, en le laissant dans l'ignorance de sa revalorisation salariale substantielle, relève l'intentionnalité d'une complicité par instigation et un recel de détournement de fonds publics* ». Le Parquet national financier rapporte en effet que M^{me} Fillon bénéficiait de « *la rémunération la plus élevée des assistants parlementaires travaillant pour Marc Joulaud, avec un doublement de son salaire lors de la suppléance exercée par celui-ci à partir de 2002 alors qu'elle ne s'acquittait plus d'une partie des missions qu'elle argue avoir remplies auprès de François Fillon et que son salaire était supérieur à celui de son député-employeur* ».

Devant les policiers puis devant le juge Tournaire, François Fillon et son épouse ont protesté de leur innocence, arguant l'un comme l'autre que les emplois successifs de Penelope Fillon n'avaient rien de fictif. Mais, comme le note le réquisitoire, « *les seuls témoignages au soutien des déclarations de Penelope et François Fillon émanaient de leur cercle professionnel restreint* ». Anciens collaborateurs ou assistants de M. Fillon, ces quelques personnes ont livré des témoignages, selon le PNF, « *empreints de loyauté à l'égard de François Fillon auquel chacun devait sa carrière professionnelle, ils confirmaient la qualité d'assistante parlementaire de Penelope Fillon à partir de la fin des années 90, mais s'avéraient imprécis* ». Lors de ses auditions, M. Fillon a contesté la légitimité des investigations : « *Il ne concevait pas que la nature de son travail puisse être remise en cause ou même faire l'objet d'une quelconque appréciation au regard de la spécificité du travail parlementaire et de la séparation des pouvoirs* », révèle le vice-procureur signataire du réquisitoire. Aurélien Létocart balaye l'argument : « *Le contrat de travail purement privé d'un assistant parlementaire indique qu'il ne participe pas directement aux missions du Parlement que sont le vote de la loi et le contrôle du gouvernement, le principe de séparation des pouvoirs ne saurait donc être invoqué pour écarter, par principe, les poursuites liées à l'exécution de ce contrat* ».

Quant à l'emploi de Marie et Charles Fillon, deux des enfants du couple, en qualité d'assistants parlementaires de leur père alors sénateur, entre 2005 et 2007, le parquet partage la décision de Serge Tournaire de ne pas les mettre en examen : « *Si des doutes subsistent sur la réalité et la consistance de leur investissement professionnel, la découverte de traces documentaires attestant d'une activité, si ce n'est constante, du moins réelle s'agissant de Marie Fillon, et les explications plausibles*

de Charles Fillon conjuguées à une période d'embauche plus réduite que celle de leur mère », justifient la décision du juge Tournaire de ne pas les mettre en examen – et a fortiori de ne pas les renvoyer devant le tribunal.

Enfin, concernant le salaire consenti à M^{me} Fillon par Marc Ladreit de Lacharrière, entre mai 2012 et décembre 2013, en contrepartie d'un emploi à *La Revue des deux mondes*, le PNF est tout aussi formel s'agissant de son caractère fictif : « *En dépit de la bonne foi affirmée par l'intéressé dans son intention d'octroyer initialement un véritable travail à Penelope Fillon, plusieurs éléments laissent présumer que cet emploi a été accordé par amitié ou complaisance pour François Fillon* ». Le parquet se dit convaincu que le couple a eu conscience que « *dès sa signature, le contrat de travail [de M^{me} Fillon] ne recevrait aucune contrepartie*

substantielle en adéquation avec la rémunération perçue, élément intentionnel du délit de complicité par aide ou assistance pour l'une et par instigation pour l'autre ». Sur ce point, la conclusion du PNF est tout sauf une surprise, puisque en octobre 2018, M. Ladreit de Lacharrière, désireux d'échapper à un procès public, avait sollicité la mise en œuvre d'une procédure de comparution préalable de culpabilité.

« Coïncidence troublante »

Le parquet observe par ailleurs que, « *par une coïncidence troublante* », les contrats de M^{me} Fillon, à la fois en qualité d'assistante parlementaire et auprès de *La Revue des deux mondes*, ont pris fin en novembre et décembre 2013, « *une période concomitante à la création de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), dont la principale mission, effective*

« Aucun élément tangible ne permet de confirmer la réalité de l'activité de Penelope Fillon »

LE PARQUET NATIONAL FINANCIER

dès la fin 2013, est la prévention des conflits d'intérêts par l'examen des déclarations d'intérêts et de patrimoine des élus et dirigeants publics ». En clair, le parquet soupçonne François Fillon, qui était alors député du VII^e arrondissement de Paris, d'avoir mis fin dans l'urgence aux deux emplois que sa femme occupait, auprès de lui et à *La Revue des deux mondes*... « Les

parlementaires, rappelle le réquisitoire, étaient désormais dans l'obligation de faire connaître les autres fonctions, responsabilités et activités exercées antérieurement et parallèlement à l'exercice de leurs fonctions, et de révéler l'identité de leurs collaborateurs parlementaires ainsi que les activités professionnelles exercées, le cas échéant, par ces derniers. » Enfin, le parquet préconise le renvoi de M. Fillon pour un « *manquement déclaratif à la HATVP* ». L'ex-premier ministre a en effet omis de déclarer à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique un prêt d'un montant de 50 000 euros consenti en 2012 par son ami Marc Ladreit de Lacharrière. Sollicité par *Le Monde* vendredi 11 janvier dans l'après-midi, le conseil de M. Fillon, M^e Antonin Lévy, n'a pas souhaité s'exprimer. ■

GÉRARD DAVET ET FABRICE LHOMME

Le Monde
présente

LES GRANDS PERSONNAGES DE L'HISTOIRE EN BANDES DESSINÉES

ÉDITION DE PRESTIGE

OFFRE DE LANCEMENT

L'ALBUM N° 1

2€₉₉

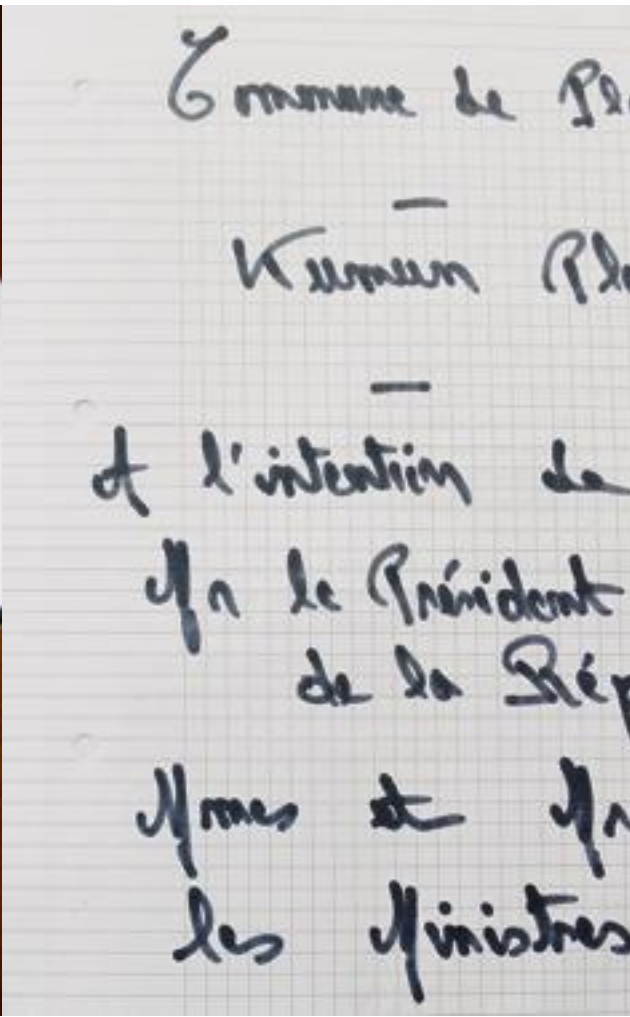
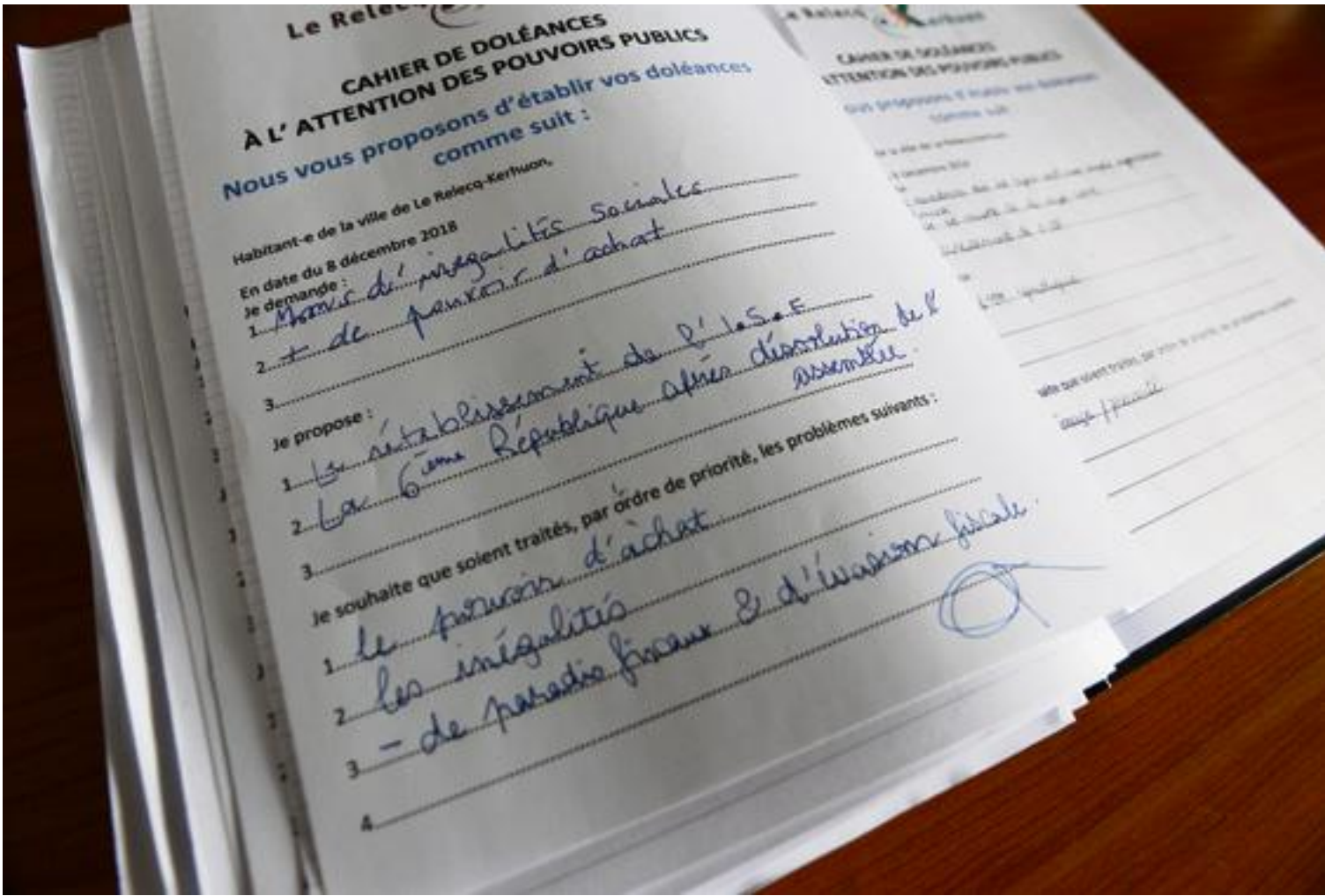
SEULEMENT

“L’histoire est la mémoire du monde”

RETROUVEZ NOTRE COLLECTION SUR : www.lesgrandspersonnagesenbd.com

ACTUELLEMENT EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CRISE SOCIALE



Finistère : 347 kilomètres de doléances

REPORTAGE
FINISTÈRE - envoyée spéciale

Cinq jours en Finistère, du nord au sud, et 347 kilomètres parcourus, pour faire le tour des principales communes qui ont ouvert des cahiers de doléances, et sonder ainsi les âmes des Finistériens, à la veille du débat national voulu par le gouvernement. Sur une soixantaine de villes et de villages visités ou joints par téléphone, plus de la moitié a mis en place de tels cahiers, souvent à la demande des associations de maires. Ils seront ensuite transmis au préfet ou aux députés, pour nourrir le «grand débat». A ce jour, le succès des cahiers est variable et les retraités semblent surreprésentés. Tour d'horizon du département.

Landerneau, kilomètre zéro. Avec 15 800 habitants, c'est une ville à la campagne, jusqu'où s'entendait autrefois le canon du baigne de Brest. Dans le hall de la médiathèque, un écritoire a été installé. Un couple s'assoit. Elle tient la plume. Lui fait souffler : «Il faut commencer par la CSG sur les retraites. Dire qu'avec moins de 2 000 euros par mois, on n'est pas riches, on est la classe moyenne. Qu'on veut bien contribuer, mais que là ça fait trop.» De son écriture appliquée, Yamina Gobry, retraitée de la fonction publique comme son mari, Lionel, consigne les doléances du couple dans le cahier à grands carreaux mis à disposition du public, depuis décembre, par la mairie. Ils sont les cinquante et unièmes à s'exprimer. L'annonce d'un grand débat national les a conduits jusqu'ici. «On est là pour que quelque chose se passe. On est dans la catégorie qui paie tout, tout le temps, plein pot, l'eau, le médecin. On paie pour ceux qui ne peuvent pas, d'accord. Mais justement, pourquoi Macron pénalise les retraités ?» dit Lionel Gobry, 66 ans. «Je ne comprends pas ce qu'on nous reproche, ajoute sa femme, soucieuse. C'est comme si l'argent tombait du ciel ou qu'on l'avait volé. Mais on a travaillé sans jamais s'arrêter. Toi, quarante-deux ans, moi quarante-deux. Vraiment, Macron fait une politique pour les très riches... Les vrais riches, eux.»

Beaucoup d'autres doléances, au ton policé, sont déclinées sur le même thème : «Augmentation générale des petites retraites, suppression de la hausse de 1,7 % de la CSG sur les retraites et indexation sur l'inflation...», réclament-elles. «Je suis d'une génération qui a travaillé, dans les années 1960, 56 heures par semaine. J'ai débuté à 14 ans sans le sou, j'ai une retraite de 1 650 euros, suis-je un nanti ?», interroge un signataire.

Une autre doléance revient en boucle : le «rétablissement de l'ISF», l'impôt sur la for-

De Plouguerneau à Concarneau, en passant par Brest et Quimper, «Le Monde» a sillonné les routes du département breton agité par la crise des «gilets jaunes» pour consulter les cahiers de doléances mis à disposition par les mairies

tune, d'autant que, note une habitante, «depuis sa suppression, les personnes fortunées ont largement diminué leurs dons aux associations comme ATD Quart Monde». Deux Landernéens enfoncent le clou : «Monsieur le Président, arrêtez de nous pomper de l'argent et demandez plutôt aux riches qu'aux pauvres», écrit l'un. «Lorsque j'ai voté pour Emmanuel Macron il y a dix-huit mois, j'ai cru au Père Noël (...) je trouve le Père Noël qui habite l'Elysée très arrogant», écrit l'autre. Ils ont laissé leurs noms et adresses. Au cas où.

Brest, kilomètre 23. Ici, c'est la grande ville, d'ailleurs la seule métropole que compte le Finistère. Brest, 210 000 habitants tout compris, est une ville ouvrière de bord de mer, où l'emprise de la Marine reste forte. Les huit cahiers ouverts à la mairie et dans ses annexes fin décembre totalisent 90 doléances. C'est peu en regard de la population. Les cahiers brestois racontent des tranches de vie difficile. Tout en haut de la pile des revendications figurent pouvoir d'achat, salaires et retraites : «augmentez le smic» plutôt que de prendre «des mesures injustes contre la population pauvre», écrit une assistante maternelle, «en colère» contre le projet de réforme de l'assurance chômage. «Réduisez de 40 milliards à 20 milliards les aides aux entreprises et réinvestissez sur le pouvoir d'achat», propose un autre mécontent. «Il faut réindexer les petites retraites sur l'inflation», plaident de nombreux retraités. Parmi eux, «Yvon», qui a «cotisé pendant toute sa carrière pour ceux qui étaient en retraite ou en inactivité» mais à qui «il ne reste rien à la fin du mois». Il accuse : «Monsieur Macron, vous êtes au service du 1 % des familles les plus riches de France.» Pour boucler les fins de mois, une proposition est souvent citée : «Baisser les taxes sur les produits de première nécessité.»

D'autres sujets cristallisent le mécontentement, comme «l'injustice fiscale». Il faut «récupérer l'argent de la fraude», «lutter contre les paradis fiscaux européens» et «imposer les GAFA» (Google, Apple, Facebook, Amazon), suggèrent de nombreux plaignants. Enfin, le

«LORSQUE
J'AI VOTÉ MACRON,
J'AI CRU
AU PÈRE NOËL.
JE TROUVE
LE PÈRE NOËL
QUI HABITE
L'ÉLYSÉE
TRÈS ARROGANT»
DOLÉANCE RECUEILLIE
À LANDERNEAU

train de vie des élus et des ministres irrite : «La République n'est pas la cour du roi, regardez les pays voisins comme l'Allemagne», s'agace un signataire. Un autre s'adresse à «nos chers dirigeants» : «réduire la dette et améliorer l'état de la France passe aussi par donner l'exemple, en réduisant tous vos privilèges et gros revenus», argue-t-il.

«Je ne suis pas surpris, dit au Monde François Cuillandre, le maire (PS) de Brest, le sujet des retraites était prévisible, comme le rétablissement de l'ISF. Cet impôt alimente le débat depuis sa création, en 1981. Jacques Chirac, qui l'avait supprimé en 1986, avait reconnu l'erreur politique.» Prêt à jouer son rôle de maire en organisant le débat voulu par le chef de l'Etat, l'élusocialiste trouve cependant le processus «mal emmanché» : «D'autant que les élus ont aussi des questions à poser au gouvernement, sur les compensations liées à la suppression de la taxe d'habitation.»

Gouesnou, kilomètre 33. «Le voilà.» L'employée de mairie tend un cahier d'écolier jaune portant la marque Conquérant. Depuis le 8 décembre, seize doléances y ont été consignées, certaines anonymes. Ici aussi, dans cette commune du Finistère nord d'environ 6 000 habitants, retraites et «matraquage fiscal» de la classe moyenne sont pointés du doigt. Avec le train de vie de l'Etat. Des thématiques au cœur des préoccupations de ceux qui se sont déplacés pour dire leur rancœur : souvent des plus de 40 ans, et plus souvent encore des retraités.

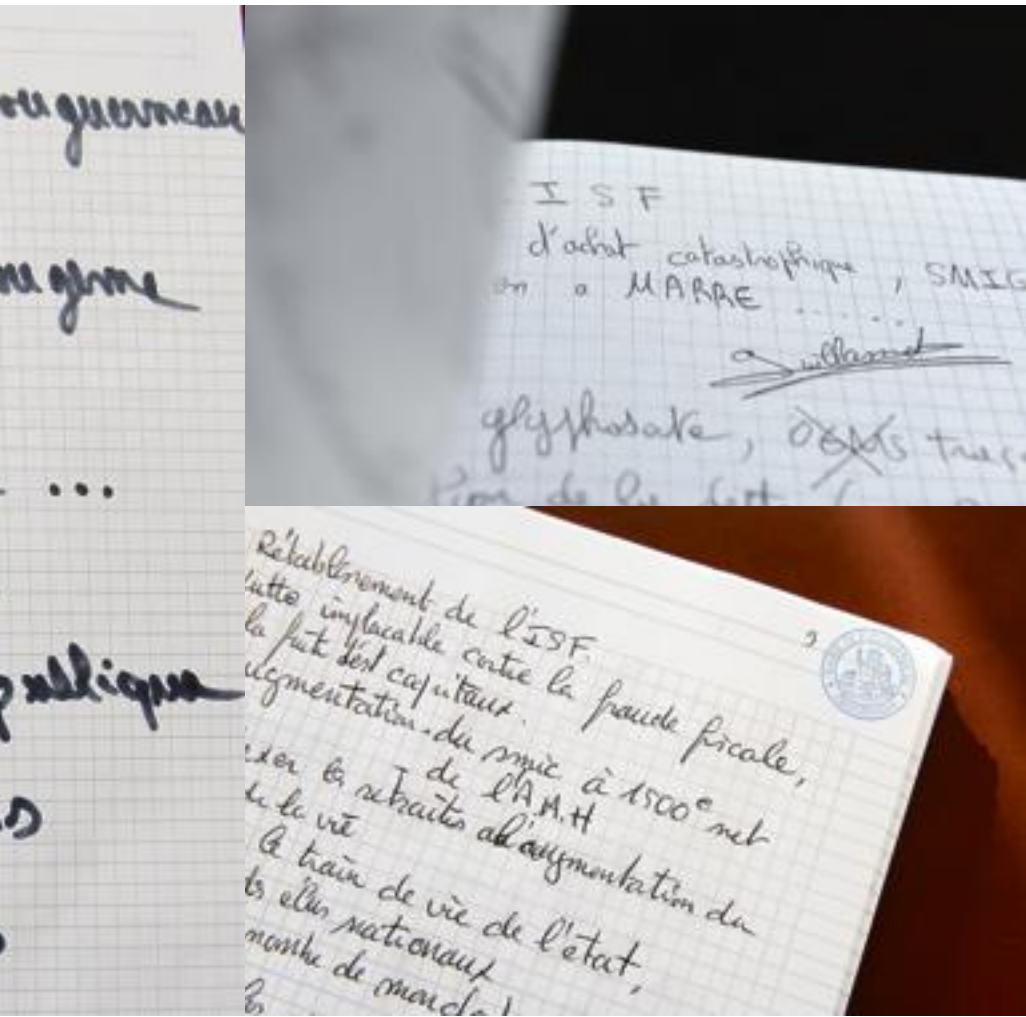
A Gouesnou comme ailleurs, si les adresses au chef de l'Etat sont directes, nulle insulte ou discours haineux. Les contributions, structurées, expriment un ras-le-bol général. Dans un inventaire à la Prévert, un signataire réclame «l'augmentation du smic et des petites retraites», «le retour de l'ISF», «la fin de la gabegie de l'Etat et des cadeaux (...) comme l'Elysée qui change la vaisselle et les moquettes (entre 300 000 et 600 000 euros)». «Il faut diminuer d'un tiers le nombre de députés et sénateurs, qui coûtent une fortune», lance un autre, et «s'interroger sur la nécessité de certains déplacements de ministres» et des «dépenses somptuaires et provocatrices en cette période de restrictions (...) ex : piscine à Brégançon».

Stéphane Roudaut, maire (centre droit) de Gouesnou, se veut positif : «Ces cahiers ont le mérite d'engager le débat. La préoccupation centrale, c'est le pouvoir d'achat. Il revient au gouvernement de proposer des solutions, par exemple pour compenser les charges supportées par les personnes gagnant entre 1 400 et 1 900 euros», déclare-t-il. «Nous aussi, localement, nous pouvons apporter des réponses, poursuit le maire breton. Comme d'éduquer les gens à consommer moins et mieux.»

Plouguerneau, kilomètre 54. Cap sur la côte nord et la commune de France qui possède la plus grande façade littorale, avec 45 kilomètres de côtes. Situé dans le pays des Abers, Plouguerneau et ses 6 500 habitants sont à trente minutes de Brest en voiture. Mais en pleine crise des «gilets jaunes», la question des mobilités n'est plus le seul sujet prioritaire.

Sur les trente-neuf doléances consignées, «le retour à la CSG de 2017» remporte le plus de suffrages, suivi par «la revalorisation des retraites» et «le smic à 1 500 euros net». «Quand cessera cette pression sur la classe dite moyenne ? interpellé un signataire. Doit-on terminer dans la classe inférieure ? Stop. Stop.» Il y a «des écarts importants de salaires entre la base et les patrons. Est-il normal qu'ouvriers et employés ne puissent vivre décemment de leur travail ?», fait valoir cet autre habitant. Il demande une meilleure redistribution des richesses et l'évaluation chiffrée des «cadeaux fiscaux» aux entreprises : «Y a-t-il eu des retombées : emplois... ou ces sommes sont-elles allées grossir les dividendes des actionnaires ?» Ensuite viennent pêle-mêle d'autres doléances : «le prix unique du carburant (citoyens, artisans, agriculteurs)», plus de moyens pour la santé et l'éducation nationale... Le chef de l'Etat est interpellé : «Monsieur le Président de la République, la solution est simple, replacer l'humain au milieu de toutes les stratégies, le reste suivra de façon inéluctable.»

Le Relecq-Kerhuon, kilomètre 84. Au fond de la rade de Brest, cette commune de 11 500 habitants plutôt résidentielle, qui met l'accent sur le service public de proximité, revendique une politique de mixité sociale, avec 20 % de logements conventionnés. Elle a recueilli trente et une doléances. «On ne vit plus, on survit» ; «il devient difficile de joindre les deux bouts» ; «la France est à deux vitesses, avec les très riches et les autres» ; «il faut relever les salaires inférieurs à 2 000 euros»... De nombreuses contributions réclament du pouvoir d'achat et plus de la justice sociale et fiscale : «rétablissez l'ISF», «je souhaite que soient réduites les inégalités». La question de l'écologie préoccupe aussi : «Les Français qui ont les moyens de vivre confortablement doivent participer à la transition écologique», écrit «Michelle». «Il faut maintenir la taxe carbone pour l'environnement», dit un autre. «On observe une cassure dans la société entre les nantis et ceux qui n'ont plus les moyens, la volonté d'organiser un meilleur partage des richesses, déclare Yohann Nédélec, le maire (PS) du Relecq-Kerhuon. Je ne sais pas ce qu'en fera le gouvernement, mais les déclarations récentes indiquent qu'il ne changera pas de cap ne sont pas de bon augure. Je crains une frustration, qui se transformerait en colère.»



Cahiers de doléances dans les mairies du Relecq-Kerhuon, de Douarnenez et de Plouguerneau (Finistère), le 8 janvier. DIDIER OLIVRÉ POUR « LE MONDE »

Plougastel-Daoulas, kilomètre 91. Le maire de cette commune de 14 000 habitants, Dominique Cap (divers droite), explique d'emblée qu'il est intervenu « pour obtenir la suppression de la taxe sur le gazole », sur une terre où « le mouvement des gilets jaunes est important ». « Il faut agir, car il y a deux mondes, des territoires à deux vitesses, celui des métropoles et des zones rurales. Avant, l'une des forces de la Bretagne, c'était son maillage de villes moyennes où tout le monde avait sa place et son intérêt. Mais aujourd'hui les jeunes sont plus dans les métropoles et les territoires ruraux sont plus vieux et difficiles à bouger », explique l'élu. Dans son cahier de doléances, seulement six messages à ce jour. Ils visent à indexer les retraites sur l'inflation et rétablir l'ISF, soutenir les demandeurs d'emploi, mettre fin à la fraude fiscale, simplifier les formalités d'accueil des étrangers et maintenir les services publics.

Plouigneau, kilomètre 162. Dans cette petite commune de quelque 5 000 habitants près de Morlaix, douze doléances portent sur « le pouvoir d'achat, l'ISF, la CSG et les taxes multiples ». « On tire sur les retraités alors qu'ils aident leurs enfants qui ne trouvent pas de travail bien souvent, même en traversant la rue », s'agace « Dédé ». Dédé, c'est André Chouin, qui aimerait bien que l'Etat lui vienne en aide. Il prend cet exercice de doléances très au sérieux, car, raconte-t-il au téléphone, « j'ai quarante-trois ans d'activité mais j'ai du mal à faire avec ma retraite. Mon fils m'a coûté cher parce qu'il a fait de hautes études mais on prend tout en impôts ». « Je ne sais pas si le gouvernement a le temps de nous écouter mais ce serait bien. »

Carhaix, kilomètre 200. Huit doléances à ce jour sur le cahier ouvert dans le chef-lieu du Poher, 7 300 habitants, qui a aussi installé une urne spéciale « gilets jaunes ». Les sujets abordés semblent les mêmes : rétablissement de l'ISF, revalorisation des retraites, augmentation du smic, baisse de la TVA sur les biens de première nécessité. Les « gilets jaunes » y ajoutent la baisse du prix du carburant et des taxes afférentes, et la redynamisation d'un service public de proximité... Dans ce territoire rural, un habitant attire l'attention de « Messieurs les élus de France » sur « les retraites de misère des paysans ». Un autre explique que le coût des transports l'empêche de trouver du travail : « j'ai dû refuser du travail car j'ai pas les sous », griffonne-t-il d'une écriture hésitante.

Douarnenez, kilomètre 270. Ouvert le 14 janvier, le cahier compte déjà cinquante-quatre doléances. « On a même vu des lycéens venir s'exprimer », dit un collaborateur du maire, dans ce port de pêche finistérien doté d'une solide réputation contestataire. Une commune de près de 15 000 habitants dont le grand défi, face à une population qui décline et vieillit, est d'inciter des familles à revenir s'installer. En tête des revendications des Douarnenistes figure notamment la fis-

calité : le retour de l'ISF, la suppression de « toutes les taxes sur les produits de consommation courante et de première nécessité », « l'imposition de tous les revenus du capital »... Le soutien au pouvoir d'achat suit de près, avec l'indexation des salaires et des retraites sur le coût de la vie, ainsi que « le partage des richesses ». « Il y a suffisamment d'argent en France pour que tous puissent vivre correctement à condition de contrer la rapacité insatiable d'une minorité », peut-on lire. Quelques slogans fleurissent ça et là dont des « Macron, démission » signés par « des gilets jaunes ». « 1830-1848-1789-1936-1968-2005-2018... Ô que vienne enfin le temps des cerises », a finalement écrit « Jeanne » sans y laisser d'autre doléance.

Concarneau, kilomètre 320. Dans le cahier ouvert le 17 décembre par cette commune de près de 20 000 habitants, située sur le littoral du Sud Finistère, vingt-cinq doléances. La lutte contre les inégalités figure en bonne place : « Il est temps que ça change ! », tempête « Chantal », « est-il normal que le lobbys se voient attribuer des avantages fiscaux (...) alors que les personnes au RSA (seniors ou jeunes) se voient attribuer moins que le minimum vital ? Sans oublier les grandes entreprises qui font du business en France sans y payer d'impôts ». « Guy » interpelle lui aussi l'exécutif sur le sujet, courtoisement : « je voudrais suggérer à nos dirigeants politiques de restaurer l'équité au sein de nos sociétés », plaide-t-il.

Quimper, kilomètre 347. Ici s'achève notre tour du Finistère. Le cahier mis en place mi-décembre dans la préfecture du Finistère, et capitale de la Cornouaille, 63 500 habitants, compte cinquante et une contributions qui reprennent les grandes thématiques développées dans les autres communes visitées : la fiscalité (retour de l'ISF, suppression de la CSG pour les petites retraites), le pouvoir d'achat, la réduction du train de vie de l'Etat et des élus ainsi que la diminution du nombre de parlementaires, le maintien des services publics... La suppression des avantages (« indemnités, voitures, gardes du corps... ») accordés aux anciens présidents de la République (« quatre encore vivants, tout de même », pointe ce Quimpérois) est plusieurs fois citée. « Chaque Français est bien conscient qu'un impôt juste et équitable est nécessaire à la collectivité, relève un couple, « Christophe et Sylvie », en guise de conclusion. Il est urgent et indispensable d'équilibrer les cotisations et revenus (...) nous sommes conscients et confiants, espérant une évolution pour le meilleur de tous. »

Alors que le gouvernement devra prendre en compte l'ensemble des doléances formulées par la population sur tout le territoire, dans le cadre du débat national, l'ancien président du conseil départemental Pierre Maille avertit : « Il sera compliqué de traiter ces listes de revendications matérielles, sur les retraites, les revenus. Une fois la boîte de Pandore ouverte, il est toujours difficile de la refermer. » ■

ANNE MICHEL

« Cher président, donnez au peuple le respect et l'amour qu'il mérite »

Des milliers de registres consignés dans les mairies émergent la colère, le sentiment d'injustice et de nombreuses suggestions

À LA LECTURE DE CES CONTRIBUTIONS, IL APPARAÎT QU'UNE FORTE PROPORTION ÉMANE DE PERSONNES ÂGÉES, RETRAITÉES

et payer plus le personnel », demande un contributeur anonyme. Autre grand sujet : celui de la justice fiscale et sociale. Deux revendications se détachent très nettement : le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et la taxation des géants du Web connus sous l'acronyme GAFA ou Gafam, pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. Le système fiscal est vécu comme injuste et incohérent. « Il est à revoir dans sa globalité afin qu'il donne au moins le sentiment d'une justice fiscale. Le citoyen de base a le sentiment que plus on est riche plus on peut échapper, au moins en partie, à l'impôt. Le contribuable a l'impression d'être ponctionné de toutes parts par impôts et taxes de tous ordres. Ces taxes deviennent insupportables car on ne sait même pas où l'argent perçu va être réellement utilisé. » « Nous payons de plus en plus d'impôts et taxes mais nous avons de moins en moins de services publics. Où va l'argent ? », demande un autre.

Certains évoquent également la taxation des transactions financières ou la réévaluation des taux de TVA. Michel Guy estime ainsi qu'il faut « revoir le taux de la TVA pour certains produits taxés comme produits de luxe alors qu'ils sont de consommation courante (bonbons, chocolat, couches pour bébé) ».

Ces considérations sur l'injustice fiscale se doublent de très nombreuses remarques sur les avantages dont bénéficient tous ceux qui sont considérés comme des privilégiés. A ce titre, ce sont les politiques et les journalistes, souvent mis dans le même sac, qui sont principalement visés. « Supprimer tous les avantages des députés/parlementaires. Rémunérer les députés/parlementaires/membres du gouvernement en indexant leur salaire sur le salaire médian national. Revoir leur système de retraite trop avantageux », suggère Sophie Delouche. « Abolition des avantages pour les anciens chefs d'Etat et les sénateurs », réclame Ph. L.

« Arrêter les dépenses inutiles » « Le gouvernement cherche à trouver des économies ? Quelques suggestions qui feraient plaisir au peuple, relève-t-on dans une contribution. Supprimer le Sénat ou réduire [les] salaires et avantages [des sénateurs]. Supprimer beaucoup de niches fiscales : avantages aux journalistes, aides à certaines associations et syndicats qui ne sont pas représentatifs. » Ou encore cette autre : « Nécessité de l'abolition de privilèges accordés à certaines corporations (journalistes, sénateurs, etc.) : ils deviennent indécents et insupportables à notre époque. » Et il faut « arrêter les dépenses inutiles comme la vaisselle de l'Elysée, la moquette de

l'Elysée et j'en passe ». De manière générale, apparaît très fortement un besoin de démocratie et de transparence, le système actuel étant vécu comme non représentatif et les élus jugés trop éloignés des citoyens, à l'exception notable des maires.

« Une majorité de Français ne se sent plus représentée par ses députés », juge « un citoyen électeur désabusé ». Les Français réclament plus de démocratie et plus de justice sociale. Il serait temps de les leur accorder en modifiant en profondeur la vie politique de notre pays. » Reviennent fréquemment dans ce cadre les questions du référendum d'initiative citoyenne, de la proportionnelle et de la reconnaissance du vote blanc.

« Une Europe à 27, c'est trop ! » Autres thèmes faisant l'objet de nombreuses citations : l'immigration et l'Europe. Certains estiment ainsi qu'il faut « renvoyer les migrants chez eux et arrêter de signer la Terre entière » ou « revoir le droit d'asile et ses avantages au détriment des Français ». Sur la question européenne, « cesser de transférer des pans entiers de notre souveraineté à Bruxelles, à l'Union européenne. (...) L'Union européenne telle qu'elle est devenue est très souvent LE problème ». Ou, selon un autre contributeur : « Contrôler mieux nos frontières et, s'il le faut, sortir des accords de Schengen. Une Europe à 27, c'est trop ! Revenir vers une Europe des 6 + 4 sous contrôle des Parlements nationaux. Mettre un terme à la mascarade du Parlement européen. »

La synthèse réalisée par le ministère des relations avec les collectivités territoriales relève également la crainte maintes fois exprimée du « déclassement du citoyen » : « La France rurale est sacrifiée par rapport à la France des villes et des métropoles : moins de services publics, désertification médicale, problèmes de mobilité, isolement lié à la dématérialisation. Les Français ont connu un déclassement social : absence d'ascenseur social, baisse du pouvoir d'achat pour des raisons fiscales. L'immigration n'est pas contrôlée : perte d'identité, dépenses sociales supplémentaires. » Elle note également que « le sujet de la voiture est récurrent : limitation à 80 km/h, coût du contrôle technique, fiscalité du carburant, absence d'alternative en raison de l'insuffisance des transports collectifs ».

Emmanuel Macron sera-t-il en mesure de répondre à toutes ces demandes ? « Monsieur le président, c'est en toute humilité que je vous écris, comprenant bien la difficulté qu'il doit y avoir à faire bouger les choses et le contexte difficile », confesse « un infirmier de 24 ans », qui lui conseille simplement : « Cher président, soyez la tolérance et donnez au peuple le respect et l'amour qu'il mérite. »

En revanche, contrairement à ce que pourrait laisser penser la consultation électronique organisée par le Conseil économique, social et environnemental, visiblement instrumentalisée par des opposants au mariage pour tous, l'abrogation de la loi Taubira n'est pas du tout un thème évoqué dans ces « cahiers de doléances ». On notera également un nombre significatif de contributions sur l'école, l'éducation et le système sanitaire. ■

PATRICK ROGER

La grève, un mode d’action devenu obsolète ?

Les « gilets jaunes » ont fait reculer le gouvernement sans recourir au moindre arrêt de travail

ANALYSE

La grève est-elle has been ? Depuis bientôt deux mois, les « gilets jaunes » ont fait éclater leur colère dans le pays, s’installant sur les ronds-points la semaine, envahissant les Champs-Élysées le samedi, sans avoir recours à ce mode d’action collective qui accompagne traditionnellement les conflits sociaux. Ils n’en ont pas moins réussi à bloquer une partie de l’économie avant les fêtes de Noël, sans impact sur leur fiche de paie, et pourraient bien continuer alors que les soldes ont commencé mercredi 9 janvier. Et sont parvenus à faire reculer le gouvernement, contraint, mi-décembre, de lâcher 10 milliards d’euros pour tenter d’êteindre l’incendie.

La nature de la première revendication des « gilets jaunes » – la suppression d’une taxe sur le carburant – explique en partie l’absence de grèves de cette mobilisation née en dehors des entreprises. La sociologie du mouvement, très hétérogène, aussi. Ce dernier agrège certes des salariés mais aussi des précaires, des chômeurs, des retraités, des indépendants, des petits patrons... Autant de personnes qui ne sont pas habituées à faire grève, ni d’ailleurs à manifester, et que les syndicats ont du mal à toucher.

C’est là l’une des principales caractéristiques de cette mobilisation : s’être construite en dehors des syndicats. *« C’est la première fois qu’un mouvement social leur échappe totalement, observe l’historien Stéphane Sirot, spécialiste des conflits sociaux. Les directions syndicales sont perçues comme appartenant à la vaste sphère du pouvoir et sont mises dans le même sac que les autres formes de structures institutionnalisées. »* Ce que pointe de nouveau le baromètre annuel du Cevipof, le centre de recherches de Sciences Po, publié vendredi par *Le Figaro*. S’ils restent mieux considérés que les médias et les politiques, les syndicats ne recueillent la confiance que de 27 % des personnes interrogées.

Coup de semonce

L’émergence et le poids pris par les réseaux sociaux ont également rendu possible le fait de s’organiser sans structures établies. *« Cela crée une relation directe entre des gens inconnus et qui peuvent s’enflammer sans avoir besoin des organisations syndicales, note*

Des « gilets jaunes » apportent leur soutien aux grévistes d’un magasin Castorama, à Englos (Nord), le 11 janvier.

PHILIPPE HUGUEN/AFP



Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy. *C’est un peu une concurrence déloyale.* » Déjà en 2016, le mouvement contre la loi travail était né d’une pétition en ligne, lancée par la militante féministe Caroline de Haas, qui avait récolté plus de 1 million de signatures. Un premier coup de semonce qui avait bousculé les centrales de salariés sans qu’elles ne se remettent en question.

La crise des « gilets jaunes », inédite sur bien des aspects, interpelle les confédérations syndicales – notamment la CGT – qui ont de plus en plus de mal à mobiliser les travailleurs au travers de journées d’action à répétition au cours desquelles elles les appellent à défiler et à cesser le travail. *« Depuis plusieurs années, il y a une difficulté pour elles à impulser des grèves par le haut et à les faire converger, rappelle Baptiste Giraud, maître de conférences en science politique à l’université Aix-Marseille. Le plus souvent, les mouvements de grève sont localisés et liés à des restructurations ou à des motifs salariaux. »*

Depuis 1995, mis à part le mouvement lycéen contre le contrat première embauche en 2006, aucun conflit social

d’ampleur n’a réussi à faire capituler les pouvoirs publics. La bataille contre le recul de l’âge de départ en retraite de 2010, qui avait vu défiler plusieurs centaines de milliers de personnes, n’a pas fait bouger Nicolas Sarkozy. *« Depuis vingt ans, le pouvoir politique s’assoit sur les mobilisations syndicales », constate Jean-Marie Pernot, chercheur à l’Institut de recherches économiques et sociales. Même s’ils sont obligés de négocier, les gouvernements ont vu qu’ils pouvaient laisser passer l’orage. Résultat : les contestations ritualisées n’obtiennent quasiment plus de résultats. En témoigne la grève à la SNCF, bastion de la CGT, au printemps 2018, qui n’a pas permis d’obtenir le retrait du projet de loi. « Il y a une démonétisation de l’efficacité de la grève, même dans les endroits où les syndicats sont bien implantés », observe Guy Groux, chercheur au Cevipof.*

L’absence de victoires significatives ces dernières années du mouvement syndical a également pu durcir les pratiques. Faut-il dès lors avoir recours à la violence pour se faire entendre ? *« Le message renvoyé – et c’est*

aussi la responsabilité du politique –, c’est que face à des contestations institutionnalisées, les résultats sont nuls et que seules des pratiques radicales, voire violentes, peuvent l’inciter à modifier sa position », considère Stéphane Sirot. « Si les “gilets jaunes” étaient restés tranquillement dans leur coin, comme les syndicats, le gouvernement aurait attendu que ça se calme, estime Jean-Marie Pernot. C’est terriblement pédagogique. »

« Ovni social »

Si 2016 a vu l’irruption du « cortège de tête » avec des manifestations qui ont dégénéré presque systématiquement depuis, le niveau de violences ces dernières semaines a franchi un palier. L’absence des organisations syndicales et de leurs services d’ordre peut expliquer en partie cette situation. Mais les violences, qu’elles soient du côté des manifestants comme des forces de l’ordre, ont cependant pu décourager certains protestataires de continuer à faire les déplacements les samedis sur Paris. *« Le nombre de blessés et de mutilés est du jamais-vu depuis un demi-siècle, indique Stéphane Sirot. Il y a un raidissement*

« Le gouvernement paye très clairement le fait d’avoir marginalisé les corps intermédiaires »

BAPTISTE GIRAUD
maître de conférences
en science politique

du pouvoir et la tentation est forte aujourd’hui de faire usage de dispositifs répressifs. On peut avoir une situation qui dégénère. »

Comment désormais en sortir ? Les annonces du gouvernement, mi-décembre, n’ont pas mis fin à la crise et il n’est pas sûr que le « grand débat » qui doit débiter mardi soit de nature à apaiser la situation. Selon ce qui sera retenu, il risque de générer de la frustration quant à des revendications qui brassent aujourd’hui autant des sujets de pouvoir d’achat que des questions démocratiques. *« Quand il faisait face à un mouvement classique lancé par des organisations syndicales, même si ce*

dernier était fort, le pouvoir politique savait le gérer, fait remarquer Raymond Soubie. Là, l’exécutif est en face d’un phénomène nouveau qu’il ne connaît pas. C’est un ovni social. » Un avis partagé par Baptiste Giraud : *« Le gouvernement affronte les limites du recours aux modalités classiques de résolution des conflits sociaux. Il paye très clairement le fait d’avoir marginalisé les corps intermédiaires. »* Sans syndicats ni leaders reconnus comme tels avec qui négocier ? La tâche n’est pas aisée.

Pour Stéphane Sirot, *« la contestation s’est fermement installée, même si elle s’exprime minoritairement sur les ronds-points »*. Contrairement à la grève qui a un coût et qui est risquée pour le salarié, venir à Paris ou à Bourges, comme les « gilets jaunes » étaient invités à le faire samedi, ne représente que le prix du trajet, même si celui-ci peut s’avérer élevé pour certains. *« Des personnes en sont arrivées à un tel dégoût et une telle difficulté à vivre qu’elles n’ont rien à perdre »,* ajoute l’historien.

Selon un sondage Odoxa diffusé jeudi, une courte majorité des personnes interrogées (52 %) continue à souhaiter la poursuite du mouvement quand elles étaient les deux tiers (66 %) mi-novembre. Les pouvoirs publics s’attendaient cependant à un regain de la mobilisation samedi. Cette dernière a également donné des idées aux enseignants des « stylos rouges » qui se sont eux aussi organisés via les réseaux sociaux et en dehors des syndicats pourtant bien implantés dans leur profession.

« Un des éléments de force des personnes mobilisées et qui le font pour la première fois, c’est que, contrairement à des militants syndicaux habitués à la défaite et à la résignation, elles acceptent moins facilement de rentrer chez elles », relève Baptiste Giraud. A l’image de ce qui peut se passer lors de grèves longues, des solidarités collectives se sont créées entre les protestataires, qui ont pu permettre à certains de sortir de leur isolement. *« Ça produit un encouragement à continuer, souligne le sociologue. Une fois que vous êtes engagés très longtemps, abandonner sans avoir obtenu ce que vous jugez comme un minimum, c’est très coûteux. Ça devient le carburant de la mobilisation. »* Autant de mauvaises nouvelles pour un exécutif affaibli. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

La loi anti-casseurs, un sujet épineux pour la majorité

Avant son examen dans l’Hémicycle, le texte devrait arriver en commission le 21 janvier. Des députés LRM attendent des modifications

Après les annonces, les travaux pratiques. Le texte de la loi anti-casseurs, mis sur la table, lundi 7 janvier, par Edouard Philippe en réponse aux violences survenues lors des manifestations des « gilets jaunes », arrivera très vite à l’Assemblée. Les députés en discuteront à partir du 21 janvier en commission et dès le 28 dans l’Hémicycle.

De leur côté, les élus de La République en marche (LRM) en débattront dès mardi 15 janvier, lors de leur réunion de groupe. Sur le principe, le texte, qui va permettre la création d’un fichier des casseurs et l’instauration d’un périmètre de sécurité aux abords des manifestations, fait consensus au sein du groupe LRM. *« Nous avons besoin de mieux armer notre arsenal juridique pour faire face à des individus qui ne manifestent pas pour exprimer leur opinion mais pour provoquer des violences »,* dit Yaël Braun-Pivet, présidente LRM

de la commission des lois. *« Il faut préserver le droit de manifester de ceux qui veulent le faire pacifiquement, mais hésitent à le faire car ils redoutent des heurts. »*

Pourtant, la majorité laisse aussi entrevoir quelques doutes. D’abord, sur le timing. *« On a ouvert un grand débat pour trois mois. Pour qu’il fonctionne, il faut, dans cet intervalle, arrêter les annonces ! »,* s’agace un élu d’Ile-de-France. Certains de ses collègues s’étonnent, eux, que le gouvernement soit tenté par une loi de « circonstance ». L’exécutif s’en défend, affirmant réfléchir de longue date à ces options.

Mais aussi sur le symbole. Car la première version de ce texte est en effet une proposition de loi déposée au Sénat par le président du groupe Les Républicains, Bruno Retailleau, et déjà adoptée par les sénateurs, en octobre. Cette source d’inspiration a d’ailleurs fait tousser quelques députés de

Lors de son examen, le groupe LRM au Sénat avait rejeté le texte, estimant qu’il présentait des « risques pour les libertés individuelles »

la majorité. Elus sur la promesse de dépasser les clivages politiques, certains sont rattrapés par les réflexes partisans face à ce texte proposé par la droite. *« Des lois comme ça, on doit attendre que le Sénat les propose, c’est nous qui devrions avoir ce genre d’initiative ! »,* peste l’un d’eux. *« J’aurais préféré qu’elle soit issue de nos rangs mais si cela permet*

d’augmenter nos moyens, peu importe d’où ça vient », concède Sacha Houlié (Vienne). Depuis le début du quinquennat, les thématiques régaliennes ont pu diviser la majorité, entre une aile gauche attachée aux libertés individuelles et une aile plus sécuritaire. *« Tout le monde n’est pas aligné dans la majorité sur ce type de sujet, nous aurions sans doute eu du mal à [nous] accorder sur un texte s’il venait de nous »,* observe un autre commissaire aux lois.

« Très attentifs »

Lors de son examen, en octobre, le groupe LRM au Sénat avait d’ailleurs rejeté le texte proposé par Bruno Retailleau estimant qu’il présentait des « risques élevés pour les libertés individuelles », avait dit Thani Mohamed Soilihi, sénateur macroniste de Mayotte. Le gouvernement avait, pour sa part, montré son intérêt pour plusieurs éléments tout en estimant

qu’ils méritaient d’être « affinés et précisés ». Laurent Nunez, secrétaire d’Etat auprès du ministre de l’intérieur, s’en était alors remis aux conclusions d’un groupe de travail mis sur pied par le gouvernement sur ce sujet. Ses conclusions étaient justement attendues pour le 15 janvier.

Sur le fond des mesures, certains débats seront aussi épineux au sein du groupe. Depuis l’annonce d’Edouard Philippe, les députés de la majorité ont identifié certains sujets sur lesquels ils attendent des modifications. C’est par exemple le cas des périmètres de sécurité. *« J’ai pour le moment une réserve personnelle sur ce point »,* indique Yaël Braun-Pivet, disant redouter les « effets induits », notamment lors des manifestations de sans-papiers. *« Cela peut devenir une entrave à la liberté de manifester pour des personnes ayant peur de voir leur identité contrôlée à cette occasion »,* s’in-

quiète-t-elle. *« Cela mérite qu’on en discute »,* abonde sa collègue Marie Guévenoux (Essonne). *« Nous serons très attentifs à l’équilibre entre protection des libertés individuelles et les atteintes à celles-ci »,* prévient Laurence Vichnievsky, députée du MoDem et ancienne magistrate. *« Les interdictions de manifester devront être prononcées en respectant celui-ci. »*

En octobre, au Sénat, M. Nunez avait demandé la suppression de deux articles du texte, l’un pénalisant le fait de venir armé lors d’une manifestation, l’autre élargissant les peines relatives à l’interdiction de manifester. La crise des « gilets jaunes » aura-t-elle durci la position du gouvernement sur ces points ? Les députés MoDem et LRM de la commission des lois en discuteront avec Christophe Castaner, ministre de l’intérieur, lors d’une rencontre prévue mardi en début d’après-midi. ■

MANON RESCAN

« Viol du 36 » : deux policiers aux assises

Deux fonctionnaires sont accusés d’avoir violé une touriste canadienne dans leurs bureaux de la BRI en 2014

Le 23 avril 2014 à 0 h 42, une jeune femme ivre et guillerette en short, collants résille et talons, se présente en compagnie d’un policier en civil devant le 36, quai des Orfèvres, finit sa cigarette, puis s’engouffre à l’intérieur du siège de la police judiciaire de Paris. A 2 h 02, elle en ressort débraillée, sans collants, pieds nus, escarpins à la main, en larmes. « *They tried to rape me* », dit-elle en anglais (« *ils ont tenté de me violer* »). Puis en français: « *Ils ont voulu du sexe avec moi que je voulais pas.* »

Qu’est-il arrivé à Emily Spanton au cours de ces quatre-vingts minutes dans les locaux de la brigade de recherche et d’intervention (BRI)? Le procès qui s’ouvre lundi 14 janvier devant la cour d’assises de Paris doit permettre de faire la lumière sur une nuit houleuse qui dure depuis bientôt cinq ans pour cette Canadienne de 39 ans, et pour les deux policiers qui prendront place sur le banc des accusés, Antoine Q., 40 ans, et Nicolas R., 49 ans.

Le soir du 22 avril 2014, quelques jours après son arrivée à Paris, Emily Spanton se rend au Galway, pub irlandais du quai des Grands-Augustins où se retrouvent souvent, après leur service, les agents du « 36 », situé juste en face, sur l’île de la Cité. La touriste de 34 ans, seule, commande un whisky au comptoir. A quelques mètres de là

se trouve un groupe d’une dizaine de policiers, avec lesquels elle va lier connaissance.

Au fil de la soirée et des pintes de bière, les conversations se multiplient, les corps se rapprochent, quelques baisers s’échangent, notamment avec Antoine Q. et Nicolas R., deux agents de la BRI. Il est minuit passé, ces derniers lui proposent de venir visiter leurs prestigieux locaux. En confiance, étant elle-même la fille d’un policier de Toronto, Emily Spanton accepte. Le trio traverse la Seine, entre dans le bâtiment, et grimpe jusqu’au bureau n° 460. Passablement éméchée, Emily Spanton titube, peine à gravir les escaliers, rebondit contre les murs. Puis la soirée tourne mal, et les versions divergent.

« Lésion gynécologique »

Version d’Emily Spanton : une fois dans le bureau, un policier lui sert un grand verre de whisky et lui suggère de le boire cul-sec, ce qu’elle n’est plus capable de faire. Soudain, l’officier lui « *plie les genoux par derrière* », elle se retrouve « *les deux genoux contre terre* », avec son sexe dans la bouche qu’elle essaie en vain de repousser. Puis on la tire vers le haut, on lui retire le bas, on lui plaque le buste contre un bureau.

Deux hommes la pénètrent tour à tour, elle renonce à se débattre, « *abandonne* », voulant

Ce n’est qu’après appel du parquet et de la plaignante que la chambre d’appel a décidé que les mis en cause devraient finalement être jugés

« *juste que ça se termine* ». La jeune femme sort ensuite du bureau, ses affaires à la main, mais une fois dans le couloir, elle est entraînée dans le bureau d’en face, où on la contraint à nouveau à une fellation et à une pénétration vaginale. Elle parvient à se redresser, se rhabille à la va-vite, et se précipite vers la sortie du bâtiment. A sa demande, une policière viendra la chercher et l’emmènera au commissariat du 4^e arrondissement pour recueillir sa plainte.

De leur côté, les deux accusés, après avoir d’abord réfuté en bloc ces accusations, ont finalement reconnu, pour l’un une fellation dans un bureau, pour l’autre une pénétration digitale dans la voiture allant du pub au « 36 », tout en assurant que la plaignante était consentante. Nicolas R., à la suite d’une « *panne*

mécanique », avait fini par remonter son pantalon et s’en aller vers 1 h 30, quittant le bureau où il jugeait l’ambiance « *bon enfant* ». Antoine Q., lui, dit avoir rejoint son bureau en arrivant, puis être soudain retombé nez à nez avec Emily Spanton, à moitié nue dans les couloirs, qui « *semblait perdue et rigolait* » et avait « *pété un câble* » en constatant le départ de Nicolas R.

Les débats ne se limiteront pas à la parole de l’une contre celle des autres, car selon l’accusation, le récit d’Emily Spanton « *est corroboré par des éléments objectifs du dossier* », et les deux officiers de la BRI vont devoir s’expliquer sur un certain nombre de points.

Antoine Q. devra par exemple expliquer pourquoi on a retrouvé son ADN dans le vagin de la plaignante sur un prélèvement effectué à une profondeur de 8 à 10 centimètres, ou encore comment l’ADN d’Emily Spanton a pu se retrouver au même endroit qu’une trace de son propre sperme dans le caleçon qu’il portait ce soir-là. Il devra également expliquer pourquoi il a supprimé de son téléphone une photo et une vidéo enregistrées la nuit des faits, ainsi que plusieurs SMS et tout son journal d’appels, tandis que Nicolas R. sera amené à commenter un texto envoyé à 1 heure du matin à un collègue, puis effacé: « *ça est un touseuse (sic), dépêche!* »

L’examen médico-judiciaire effectué sur la plaignante le lendemain des faits pourrait tenir une place importante dans les débats, puisqu’il a révélé « *une ecchymose au niveau du genou droit* » et « *une lésion gynécologique traumatique au niveau de la grande lèvre gauche* », toutes deux « *récentes et datant de moins de deux jours* ».

Confusion dans les auditions

Reste la personnalité d’Emily Spanton. Une expertise psychiatrique évoque ses « *troubles psychotraumatiques évocateurs d’un état de stress aigu* », mais pas de « *tendance à la mythomanie ni à la fabulation* », et affirme que « *sa description est cohérente avec celle d’un individu ayant expérimenté un événement traumatisant* ».

La jeune femme sera néanmoins amenée à s’expliquer sur une certaine confusion dans ses auditions, qui l’ont vue évoquer la

C’est un procès particulier, tant il est rare de croiser des policiers aux assises, plus encore ceux d’une unité d’élite

présence tantôt de trois hommes, tantôt de quatre. Cette confusion avait poussé les premiers juges d’instruction chargés de l’affaire à rendre, en 2016, une ordonnance de non-lieu, sur laquelle, aussi alambiquée soit-elle, ne manqueront pas de s’appuyer les avocats de la défense. Elle pointait « *les incohérences dans le discours de Mme Spanton* », dont les propos « *se révèlent souvent défensifs, empêchant de se fonder sur la sincérité de sa parole pour reconstruire les faits qu’elle dénonce* ». Ce n’est qu’après appel du parquet de Paris et de la plaignante que la chambre d’appel de l’instruction a décidé que les mis en cause devraient finalement être jugés.

Le procès qui s’ouvre lundi est un procès particulier, tant il est rare de croiser des policiers aux assises, plus encore ceux d’une unité d’élite – les deux accusés ont été suspendus de la BRI en 2014, et réintégrés dans un autre service de la police judiciaire deux ans plus tard. En mars 2017, un ex-officier de la brigade des stupéfiants avait été condamné à dix ans d’emprisonnement pour le vol en 2014 de près de 50 kilos de cocaïne dans les scellés du « 36 », qui avait vécu cette année-là une *annus horribilis*. Antoine Q. et Nicolas R., dont le procès doit durer jusqu’au 1^{er} février, encourent jusqu’à vingt ans de réclusion. ■

HENRI SECKEL

Nicolas Hulot pourrait revenir à la tête de la Fondation pour la nature et l’homme

Le conseil d’administration devrait entériner, le 30 janvier, la démission de l’actuelle présidente, Audrey Pulvar

Le retour de Nicolas Hulot sur la scène politique et médiatique se fera-t-il au sein de la fondation qu’il a créée voilà presque trente ans? Le 30 janvier, le conseil d’administration (CA) de la Fondation pour la nature et l’homme (FNH) devrait entériner la démission de l’actuelle présidente, Audrey Pulvar, et voter le retour au rang de président d’honneur de celui qui démissionna de son poste de ministre de la transition écologique et solidaire à la fin août 2018.

Rien n’est encore officiellement fait, car l’intéressé lui-même confie ses doutes. Nicolas Hulot se demande quel rôle il peut jouer dans la confusion qui règne actuellement avec la crise des « gilets jaunes » et la remise en question possible de certains aspects de la transition écologique, notamment sur le terrain de la fiscalité environnementale avec la suppression de la hausse de la taxe carbone.

Lors de l’annonce de sa démission, le 28 août 2018 sur l’antenne de France Inter, il avait déploré, « *dans un moment de vérité* », les insuffisances de la politique du gouvernement. « *Nous*

Si M. Hulot semble volontaire pour le poste de président d’honneur, il paraît moins enclin à diriger effectivement la fondation

faisons des petits pas et la France en fait beaucoup plus que d’autres, mais est-ce que ces petits pas suffisent... la réponse est non », avait-il déclaré, regrettant qu’« *on s’évertue à maintenir un modèle économique cause de tous les désordres climatiques* ».

« Clarifier la situation »

Son retour paraît donc plus que probable à la tête de la fondation qu’il a créée en décembre 1990: elle s’appelait alors Fondation Ushuaïa (du nom de l’émission télévisée à succès qu’il présentait alors), puis a pris le nom de Fondation Nicolas Hulot (FNH) pour

la nature et l’homme en 1994. Lorsque l’animateur de télévision a intégré le gouvernement d’Edouard Philippe, après l’élection d’Emmanuel Macron à la présidence de la République en mai 2017, la FNH a abandonné la référence à son fondateur, qui, de lui-même, a mis un terme à ses fonctions au sein de cette ONG.

Le détail de la future structure de direction n’est pas encore clair. Si Nicolas Hulot, qui sera présent au CA du 30 janvier, semble volontaire pour le poste de président d’honneur – un statut qui lui permettrait d’intervenir dans le débat politique et de défendre la cause de l’environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique –, il paraît moins enclin à diriger effectivement la fondation qui, à l’occasion, reprendrait le nom de l’icône écologiste.

Selon nos informations, il aurait proposé à Audrey Pulvar de rester présidente. Mais l’ancienne journaliste de télévision estime qu’il y aurait alors une personnalité de trop: un scénario préjudiciable à l’efficacité de l’organisation, selon elle. « *Je n’ai aucun ressentiment à l’égard de Nicolas, il fallait clarifier la situation deve-*

nue compliquée après son départ du gouvernement », assure-t-elle au Monde, tout en avouant ressentir « *un peu de tristesse et de frustration à quitter [la] FNH* », alors que son mandat était loin d’être terminé. Elle avait été élue en mai 2017 au lendemain du départ de Nicolas Hulot.

Baisse sensible des recettes

L’une des raisons qui poussent le conseil d’administration de la FNH à valider ce retour est financière. Depuis que son fondateur charismatique a quitté la fondation pour le ministère de l’écologie, les recettes de l’organisation ont connu une baisse sensible, alors que celle-ci est financée au premier tiers par des dons de particuliers, au deuxième tiers par du mécénat d’entreprise et au dernier tiers par des subventions et des aides publiques.

La FNH n’est pas la seule organisation à avoir connu une diminution des dons, mais certaines sources, au sein de l’ONG, soulignent que l’entrée au gouvernement de celui qui incarnait l’engagement écologiste de la fondation avait peut-être brouillé les pistes.

Fin août 2018, sa démission a suscité de nouvelles interrogations. « *Les gens ne savaient pas si Nicolas revenait, s’il était à nouveau le président. Il était présent sans l’être officiellement, certains demandaient quand il allait revenir... c’était difficile à gérer* », témoigne une source sous couvert d’anonymat. Illustration de cette difficulté: l’engagement de la FNH aux côtés d’Oxfam France, Greenpeace France et Notre affaire à tous dans la pétition qui a déjà recueilli plus de deux millions de signatures en vue d’un recours en justice contre l’Etat français pour inaction climatique n’aurait pas convaincu Nicolas Hulot.

Si celui-ci reprend les rênes de la fondation, quelles seront alors ses nouvelles pistes de développement? Quel que soit le scénario final le 30 janvier, la FNH devra décider de nouveaux axes de travail et d’actions concrètes. Une question demeurera: le cadre d’une ONG sera-t-il assez large pour que la voix d’une personnalité engagée et parmi les plus appréciées des Français porte efficacement? ■

RÉMI BARROUX

CORRESPONDANCE

Une lettre de Charles Villeneuve

A la suite de l'article intitulé « La "diplomatie" privée de Benalla en Afrique », publié dans Le Monde du 28 décembre 2018, nous avons reçu de Charles Villeneuve le courrier suivant :

« Dans cet article, je suis présenté comme un “intermédiaire”, un “communicant de crise informel” et il est prétendu que j’aurais souhaité conseiller M. Alexandre Benalla, à qui j’aurais par ailleurs parlé de M. Alexandre Djouhri, qu’il aurait rencontré par la suite. Je conteste fermement le terme d’intermédiaire utilisé pour me désigner. Je suis journaliste et ne suis jamais intervenu auprès de M. Alexandre Benalla ou de quiconque comme intermédiaire. De même, je ne suis pas un communicant de crise et je n’ai jamais conseillé M. Alexandre Benalla ni ne lui ai même jamais proposé de le faire. J’ai certes échangé avec lui mais dans la seule fin de l’interviewer. S’agissant de l’assertion selon laquelle je lui aurais parlé de M. Alexandre Djouhri, cela est faux. Je ne les ai pas présentés. Je déplore de ne pas avoir été interrogé avant la publication de telles affirmations erronées. Je me réserve d’engager toute action contre toute personne reprenant ces assertions. »

LANCEMENT DU DÉBAT NATIONAL

Journée spéciale :

France Culture ouvre en grand le débat

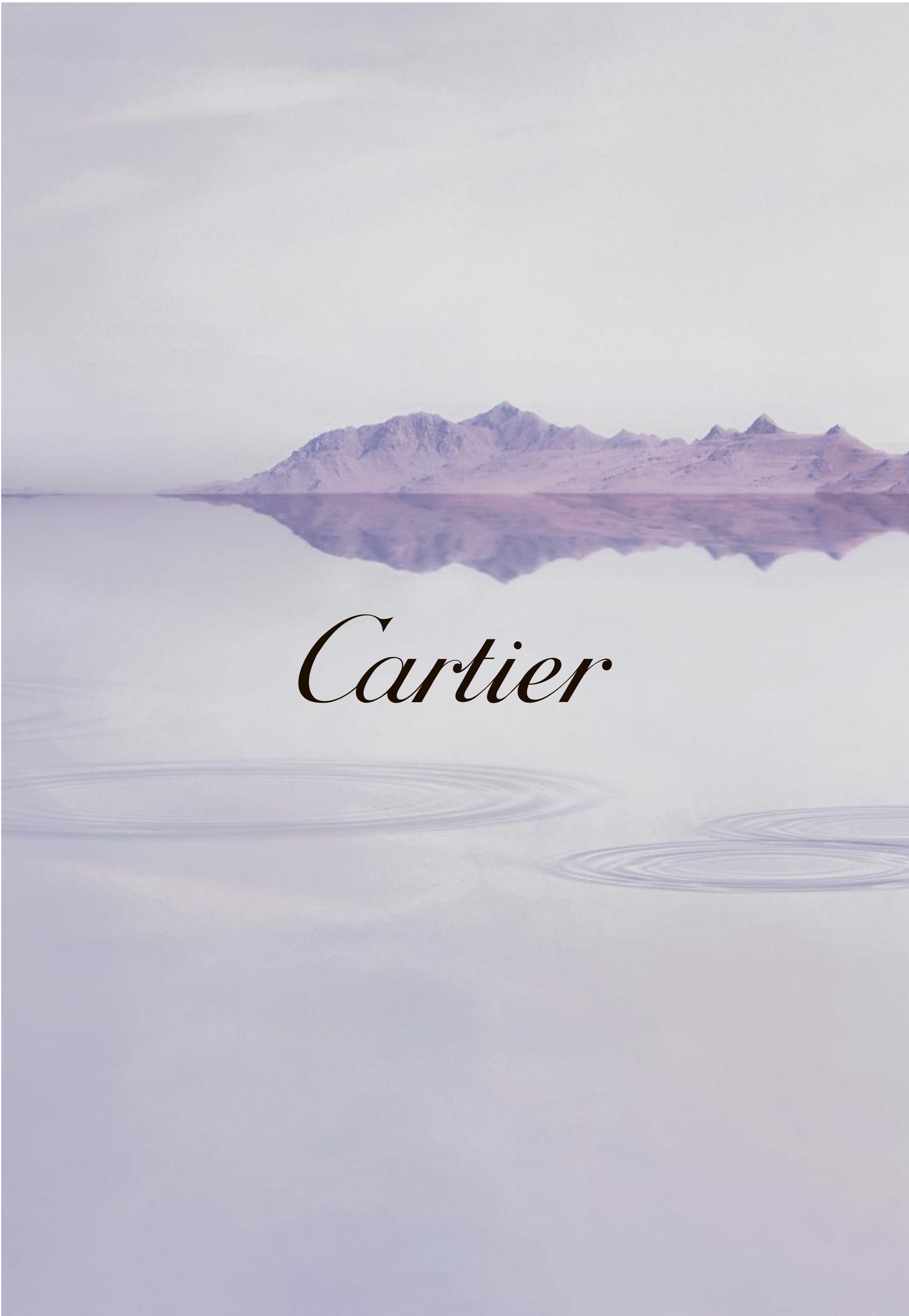
Lundi 14 Janvier 2019 dès 7h



L'esprit d'ouverture.



franceculture.fr
@Franceculture

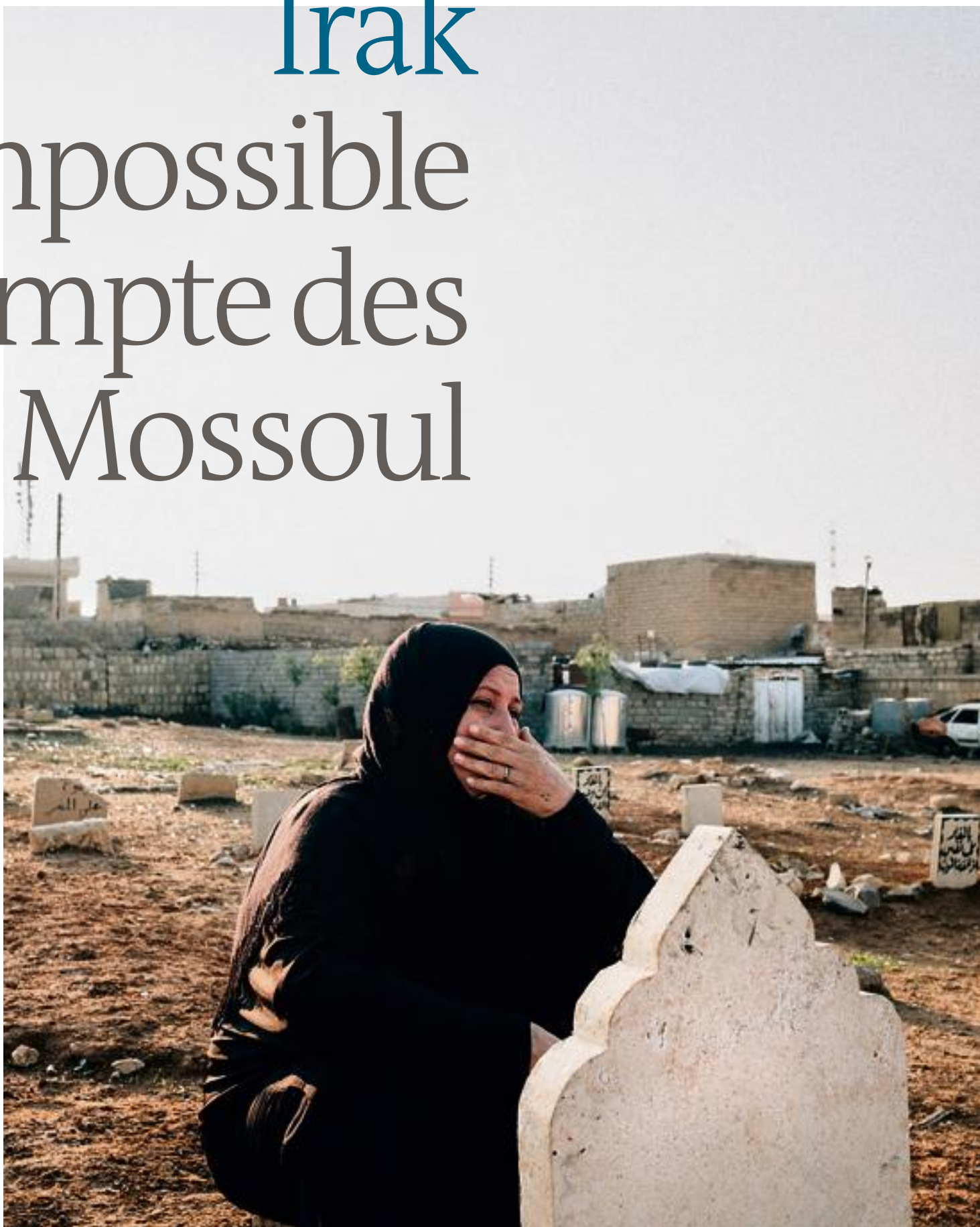




Irak

L'impossible décompte des morts de Mossoul

Un an et demi après la fin des combats contre l'organisation Etat islamique, les survivants de la métropole du nord recherchent toujours leurs disparus. Des milliers de corps sont enfouis dans les décombres de la ville ou ont été jetés dans les charniers de l'EI, qui succèdent à ceux de Saddam Hussein



HÉLÈNE SALLON
MOSSOUL (IRAK) - envoyée spéciale

Recroquevillée sur le bord du canapé, dans un état d'abattement, Zeinab Qassem peine à contenir la peur et les tourments qui l'habitent depuis qu'elle est revenue vivre dans la vieille ville de Mossoul. Alors que la vie reprend lentement dans le centre historique de la métropole du nord de l'Irak, un an et demi après la fin de la bataille contre l'organisation Etat islamique (EI), cette femme de 39 ans vit recluse chez elle, avec ses deux enfants. La moitié du quartier est encore à l'état de ruines, jonché de décombres et parfois de corps. «*Je ressens de la haine et de la tristesse en voyant ces destructions, confie-t-elle. On ne peut pas faire notre deuil et oublier. C'est effrayant, ces corps partout. C'est comme s'ils allaient sortir la nuit comme des zombies.*»

Ses cernes marqués disent les nuits sans sommeil, hantées par les morts. Les images des corps ensanglantés de ses parents et de treize autres proches, tués par un kamikaze qui s'est fait exploser parmi eux lorsqu'ils ont fui la vieille ville en juillet 2017, ne la quittent plus. Tout dans la maison lui rappelle son mari, disparu peu de temps avant. «*Il est sorti chercher de l'eau et n'est jamais revenu. Il y avait des frappes partout. Je sens qu'il est vivant. Il est peut-être dans une prison. Daech [l'acronyme arabe de l'EI] a arrêté beaucoup de gens qui ont été retrouvés et emmenés par l'armée*», espère-t-elle. Sans certificat de décès à présenter, Zeinab Qassem n'existe plus vraiment non plus aux yeux des autorités : elle ne peut ni toucher de pension de veuvage ni effectuer de démarches administratives, comme inscrire ses enfants à l'école.

Mossoul se reconstruit peu à peu, mais la vieille ville reste le témoignage de la dévastation produite par l'EI et sa chute. Ses venelles

portent le souvenir de la terreur imposée par les djihadistes dès juin 2014. Quand la bataille a commencé, en octobre 2016, 1,5 million de Mossouliotes se sont trouvés pris au piège. Les combats entre les djihadistes et les forces irakiennes appuyées par la coalition internationale ont été d'une violence rare, dont les immeubles en ruine portent les stigmates, surtout dans les quartiers ouest et dans la vieille ville, lieu de l'ultime bataille de mi-juin à mi-juillet 2017. Selon les Nations unies, plus de 40 000 maisons ont été détruites ou endommagées à Mossoul, laissant des quartiers entiers dévastés.

UN BILAN EN DEÇÀ DE LA RÉALITÉ

Il n'y a pas une famille qui n'ait des morts à pleurer, des disparus à déplorer. Personne ne peut pourtant dresser un bilan définitif du lourd tribut qu'ont payé les civils. Celui de 1260 morts, avancé par le premier ministre sortant Haïder Al-Abadi, semble bien en deçà de la réalité : selon les informations recueillies par *Le Monde*, la bataille a fait au moins dix fois plus de victimes civiles. Si l'on inclut ceux qui ont été tués sous le règne de l'EI, plus de 20 000 civils pourraient avoir été tués dans ce nouvel épisode tragique de l'histoire irakienne.

La mort a pris de multiples visages. Le docteur Hathem Al-Taï en a été l'un des tristes comptables. Depuis la prise de la ville par l'EI, le médecin légiste âgé de 51 ans a dressé des milliers de certificats de décès. Sous le règne djihadiste déjà, dans la morgue centrale installée à l'hôpital Al-Joumhour, dans l'ouest de Mossoul, se souvient-il, «*on recevait cinquante corps par jour environ. Des combattants de l'EI et des civils tués par eux ou par les mortiers et les obus d'artillerie. Des gens récupéraient les corps pour les enterrer on ne sait où, certains dans des charniers. Les djihadistes menaçaient de mort les familles qui demandaient les dépouilles*».

KHASFA, UNE FOSSE DE 50 MÈTRES DE DIAMÈTRE ET 250 MÈTRES DE PROFONDEUR, EST LE PLUS GRAND CHARNIER DE LA VILLE. L'EI POURRAIT Y AVOIR JETÉ 7 000 CORPS

Le médecin légiste n'était pas autorisé à voir les corps de ceux que l'EI exécutait. Il établissait les certificats de décès à partir de listes de noms : «*Quarante à cinquante par semaine. Certains noms restaient secrets.*» L'EI a arrêté et exécuté ses opposants présumés : officiers, policiers, employés de l'Etat, figures politiques et religieuses... Ceux qui enfrenaient son code moral rigoriste ont été soumis aux pires châtiments, comme les informateurs supposés. «*L'EI a tué, sous son règne, près de 10 000 personnes*», estime Oussama Eddin Sadoun, chargé des martyrs et des disparus au gouvernorat de Mossoul. Rares sont les familles qui savent où se trouvent les dépouilles. Certaines ont été jetées dans le fleuve Tigre qui traverse la ville, un plus grand nombre reposent dans des charniers découverts aux alentours.

Dans un rapport publié en novembre, les Nations unies ont recensé 202 charniers de l'Etat islamique en Irak. Ils pourraient contenir entre 6 000 et 12 000 corps. La province de Ninive compte 95 charniers à elle seule, renfermant des victimes de Mossoul. Khasfa, une fosse de 50 mètres de diamètre et 250 mètres de profondeur, à 5 kilomètres au sud de la ville, est le plus grand. L'EI pourrait y avoir jeté 7 000 victimes, estime Oussama Eddin Sadoun. Ils forment une strate supplémentaire de l'horreur, recouvrant les corps dont s'était débarrassée au même endroit la dictature de Saddam Hussein (1979-2003).

En novembre 2018, le plan d'excavation de Khasfa a été suspendu sine die en raison du risque lié aux pièges explosifs que l'EI y a disséminés. «*Qui va dire aux familles que l'excavation n'aura jamais lieu ?*», interroge une source onusienne, sans illusion sur la volonté des autorités irakiennes de fouiller les charniers. «*Le département des charniers a indiqué qu'il lui faudrait huit cents ans pour le faire... Ses responsables se justifient en disant qu'ils ne sont que six, mais veulent-ils vrai-*

ment de l'aide ? Ils ont reçu 800 000 dollars (695 000 euros), c'est beaucoup d'argent !», poursuit-elle.

Pendant la bataille de Mossoul, le docteur Hathem Al-Taï a poursuivi sa macabre besogne à l'hôpital Al-Joumhour, puis à la tête de l'institut médico-légal de la province de Ninive. Les victimes y ont été amenées, répertoriées, et leur ADN a été prélevé. Les registres tenus entre octobre 2016 et fin 2018 mentionnent 30 000 noms : des soldats tués au combat, des prisonniers morts en détention et 13 000 civils. L'identité de 10 000 civils a été établie. Les 3 000 autres dépouilles sont pour certaines conservées à la morgue, sous la garde des services de renseignement, d'autres déjà enterrées par manque de place.

LE SCÉNARIO DU PIRE

Certaines dépouilles pourraient être celles de familles de djihadistes que personne n'est venu réclamer par peur des forces de sécurité. «*Il y a aussi des cas où tous les membres d'une famille sont morts. On a trouvé des maisons renfermant de quarante à cinquante corps. Parfois, des survivants ne viennent pas reconnaître les corps, car à quoi bon se donner un mal de crâne avec toute la paperasse quand vous n'avez plus rien ? Certains sont totalement désespérés*», explique le docteur Al-Taï. La signature du *moukhtar*, le chef de quartier, et celles de deux témoins sont requises pour attester qu'une personne n'est pas membre de l'EI, afin que la sûreté nationale autorise la délivrance du certificat de décès.

Le nombre de civils tués ne surprend pas les organisations de défense des droits de l'homme, qui ont très tôt alerté sur le risque élevé de victimes collatérales dans une bataille menée au milieu de 1,5 million d'habitants. Le scénario du pire a été évité dans l'est, entre octobre 2016 et janvier 2017, les combattants de l'EI ayant choisi de battre en retraite sur l'autre rive. La bataille a pris un tour



A gauche : plus de 1500 victimes de la bataille de Mossoul sont enterrées dans le cimetière d'Al-Mamoun (ouest de la ville). Certaines sépultures ne sont marquées que d'une simple pierre, d'autres portent une pierre tombale avec la mention « chahid » (« martyr ») sous le nom du défunt.
PHOTOS : ALEXANDRA ROSE HOWLAND
POUR « LE MONDE »

Ci-contre : des petites filles traversent le cimetière d'Al-Mamoun pour se rendre à l'école.

LES DATES

2014
10 juin L'organisation Etat islamique (EI) s'empare de Mossoul après quatre jours d'offensive : 1,5 million de Mossouliotes sont pris au piège des djihadistes.

2016
17 octobre Après avoir libéré les territoires aux mains de l'EI dans le centre et l'ouest du pays, 100 000 membres des forces irakiennes, appuyés par la coalition internationale, lancent la bataille pour reconquérir Mossoul.

2017
Fin janvier Les quartiers est de Mossoul sont repris par les forces irakiennes.
19 février Les forces irakiennes lancent l'offensive sur les quartiers ouest de la ville.
10 juillet Au terme de trois semaines de combats dans la vieille ville, le premier ministre, Haider Al-Abadi, proclame la libération de Mossoul.

autrement plus meurtrier, de février à juillet 2017, dans les quartiers densément peuplés de l'ouest, où les djihadistes, pris au piège, étaient résolus à combattre jusqu'à la mort, en entraînant avec eux le plus grand nombre de victimes militaires et civiles.

Selon Amnesty International, la responsabilité des morts civiles à Mossoul incombe aux deux belligérants : l'EI et les forces progouvernementales. Dans un rapport réalisé entre janvier et mai 2017, l'ONG accusait l'EI d'avoir forcé les habitants à les suivre au gré des combats pour les utiliser comme boucliers humains. Les djihadistes ont refusé de fournir à la population nourriture, eau et médicaments, alors qu'un siège sévère était imposé. Ils ont piégé les rues et des maisons pour empêcher les civils de fuir et exécuté ceux qui tentaient de le faire.

Qahtan Ahmad, un travailleur journalier de 55 ans, a survécu au plus grand massacre perpétré par l'EI à Mossoul, le 1^{er} juin 2017. Sur l'avenue qui jouxte l'usine Pepsi, dans le quartier Shifa, à l'ouest, au moins 163 civils ont été tués par les snipers djihadistes, selon les Nations unies. « On était des milliers à fuir les combats de la vieille ville. Les snipers de l'EI nous tiraient depuis l'hôpital comme des bêtes. On marchait sur les corps. Ma fille de 17 ans a été touchée à la poitrine. Je n'ai pas pu l'aider, il y avait trop de tirs, je l'ai abandonnée en lui demandant de me pardonner », se souvient ce père de six enfants. Son fils de 11 ans a été tué par une kamikaze de l'EI dissimulée dans la foule. Deux autres enfants ont encore des balles dans le corps.

Face à cette stratégie de la terre brûlée de l'Etat islamique, les forces irakiennes et la coalition internationale ont échoué à adapter leurs tactiques afin d'épargner les civils, poursuit Amnesty International. A cause des pertes occasionnées dans leurs rangs, les forces progouvernementales ont fait un usage plus fréquent des frappes aériennes et de l'ar-

« LE 1^{ER} JUIN 2017, ON ÉTAIT DES MILLIERS À FUIR LES COMBATS DE LA VIEILLE VILLE. LES SNIPERS DE L'EI NOUS TIRAIENT COMME DES BÊTES. ON MARCHAIT SUR LES CORPS »
QAHTAN AHMAD
habitant de Mossoul

tillerie, avec des charges à forte puissance, bénéficiant dès décembre 2016 d'un assouplissement des règles d'engagement par les Américains. Selon l'organisation indépendante Airwars, en neuf mois de bataille, les forces de la coalition ont effectué 1250 frappes sur la ville et utilisé plus de 29 000 munitions. « Il y a eu un usage excessif de la force, surtout à l'ouest. Dès qu'un lieu ne pouvait être facilement libéré, ils bombardaient lourdement. Les bombardements auraient pu parfois être remplacés par des armes plus légères », observe Oussama Eddin Sadoun.

DES BAVURES MEURTRIÈRES
Le responsable du gouvernorat cite le recours à des frappes aériennes ciblant des snipers sur un toit avec des charges pouvant détruire des maisons entières, ou des bombardements aléatoires au mortier et à la roquette par la police fédérale sur la vieille ville. Dans un décompte établi en décembre 2017, l'agence Associated Press (AP) estimait, sur la base des registres de la morgue, qu'un tiers des 10 000 victimes civiles alors enregistrées avaient été tuées dans des frappes aériennes et des tirs d'artillerie des forces progouvernementales et un tiers par les djihadistes. La responsabilité était difficile à attribuer dans les autres cas. Ces estimations n'ont jamais été confirmées par les autorités irakiennes ou les forces de la coalition – qui endossent la responsabilité de 326 morts civiles, sans avoir réalisé d'enquête de terrain. Elles renvoient toute la responsabilité de la mise en danger des civils sur l'EI.

Les pertes civiles sont pourtant devenues une préoccupation majeure du commandement militaire dès février 2017, obligeant à une pause dans les combats après des bavures, selon AP. La plus meurtrière d'entre elles a été perpétrée par la coalition anti-EI le 17 mars 2017 dans le quartier Al-Djadida, dans l'ouest de Mossoul, faisant au moins

105 morts. Le 25 mai 2017, le département de la défense américain a reconnu que les frappes d'un avion américain contre deux snipers de l'EI postés sur un toit avaient occasionné des explosions secondaires à l'origine du massacre. Les survivants et des témoins réfutent la présence d'un véhicule piégé qui aurait explosé dans la frappe. Cette bavure ne serait pas un cas isolé. Selon Basma Bassim, à la tête du conseil local de Mossoul, plusieurs frappes aériennes menées dans ce quartier entre le 10 et le 17 mars ont tué plus de 500 civils. La défense civile a confirmé y avoir ramassé 531 corps.

Les victimes du 17 mars reposent dans le cimetière d'Al-Mamoun, à l'ouest, où les fossoyeurs ont enterré plus de 1500 personnes pendant les combats. Chaque jeudi, après la prière de l'après-midi, des dizaines de familles viennent se recueillir sur les tombes. Certaines ne sont marquées que d'une simple pierre, d'autres portent une pierre tombale où est inscrite, en lettres colorées, la mention *chahid* (« martyr ») sous le nom du défunt. Assis devant trois pierres tombales, Omar Marwan, un instituteur de 40 ans, et sa vieille mère, Chahar Khaled, inconsolables, laissent échapper des cris déchirants.

« J'aurais aimé mourir avec eux. Je n'ai plus personne à part Omar. Mon cœur se meurt. Grâce à Dieu, on a été débarrassés de Daech, mais le gouvernement et la coalition ont fait un usage excessif de la force », dit la vieille dame enveloppée d'une abaya noire. Elle a perdu sept enfants et tous ses petits-enfants, le 17 mars 2017. « Il y a 140 personnes enterrées ici, dont 20 membres de notre famille. Quand les corps ont été extraits des décombres, il n'en restait plus que des bouts. Seuls trois corps étaient entiers. Il y a certains enfants dont nous n'avons rien retrouvé du tout », raconte Omar Marwan.

.....

LIRE LA SUITE PAGE 16



Zeinab Qassem, 39 ans, est sans nouvelles de son mari, disparu en juillet 2017. Sans certificat de décès, elle ne peut ni toucher de pension ni scolariser ses enfants. ALEXANDRA ROSE HOWLAND POUR « LE MONDE »

SUITE DE LA PAGE 15

Ils n'ont que trois tombes sur lesquelles se recueillir, les autres dépouilles reposent dans des fosses communes. Les corps, trop abîmés pour être identifiés, ont été enterrés à la va-vite avec des dizaines d'autres, sous la menace des bombes, par les fossoyeurs et des habitants.

Omar Marwan blâme l'armée qui les a fait attendre dix jours après la frappe avant de les laisser accéder aux décombres. « Mon frère Youssef est resté en vie durant deux jours. Il est mort le troisième jour », déplore-t-il. Il l'a appris de l'un des survivants, Ali Zaanoun. Le quinquagénaire a survécu cinq jours sous les décombres en buvant des gouttes oculaires, avant d'être extrait par des proches qui vivaient à proximité. Vingt et une personnes de sa famille ont été tuées – dont ses deux épouses, ses sept enfants et un petit-fils – dans ce qu'il décrit comme la frappe de trois missiles sur la maison où ils s'entassaient à 120. « Youssef a survécu deux jours avant de divaguer et de mourir. Pendant un moment, ma femme m'appelait aussi. Je sentais la chair de mon fils dans mon dos, la main de ma fille, des cheveux aussi. C'était horrible », raconte Ali Zaanoun, sa main droite abîmée gantée de noir et ses jambes encore faibles après 64 opérations.

L'espoir de trouver des survivants n'a cessé d'animer les équipes de la défense civile, jusqu'à opérer parfois au-delà de la ligne de front, en territoire EI. Ils ont extrait des milliers de corps pendant les combats, et même longtemps après qu'ils ont cessé. Selon la Haute Commission indépendante pour les droits de l'homme, 4 000 corps ont été extraits des décombres par la défense civile depuis la fin de la bataille; l'identité de 2 665 d'entre eux seulement a pu être établie. Pendant des mois, la défense civile n'a été autorisée à retirer que les corps réclamés par des proches. Il lui était interdit de collecter ceux des djihadistes gisant dans les ruines. L'ordre a finalement été donné mi-mai 2018 par le bureau du premier

PENDANT DES MOIS, LA DÉFENSE CIVILE N'A ÉTÉ AUTORISÉE À EXTRAIRE DES RUINES QUE LES CORPS RÉCLAMÉS PAR DES PROCHES. IL LUI ÉTAIT INTERDIT DE COLLECTER CEUX DES DJIHADISTES

ministre, après qu'une infirmière de 23 ans, Sorour Al-Hosayni, a alerté les médias sur le risque de contamination sanitaire posé par les corps en décomposition.

Une équipe municipale a été chargée des dépouilles des membres de l'EI. Selon le responsable du gouvernorat, 800 corps ont été extraits, en majorité des Irakiens. Le nombre serait beaucoup plus élevé, selon la défense civile qui a mené les opérations pendant un mois. « Des centaines de corps ont été extraits : les trois premiers jours, environ 300 quotidiennement. Un jour, on en a retrouvé 400 rien que sur la rive. Des femmes, des enfants, des hommes de nationalité différente », indique le sergent Mohamed Shihab. Tous ont été enterrés, sans identification préalable, dans une fosse commune hors de Mossoul. « Pour certains corps, on ne peut dire si ce sont des combattants ou des civils mais, comme depuis des mois plus personne ne vient nous signaler des proches morts, les corps extraits sont classés automatiquement comme membres de Daech », reconnaît Oussama Eddin Sadoun, du gouvernorat.

Des corps arrivent encore à la morgue de façon épisodique, surtout d'autres villes de la province. « Il reste de nombreux corps sous les décombres de la vieille ville. On ne sait pas combien », souligne toutefois le médecin légiste. « On pourra les retrouver quand la vieille ville aura été déminée et déblayée, estime le sergent Mohamed Shihab. La vieille ville est tout à la fois : un champier, un champ de mines et une cache au trésor. Si vous creusez, vous pouvez trouver un corps, une mine ou de l'argent ! » Certains pourraient être parmi les 1 917 disparitions signalées aux autorités locales. « Ce sont surtout des personnes qui ont disparu sous le règne de l'EI, qui étaient dans ses prisons », estime Oussama Eddin Sadoun. Pessimiste, il pense que « peut-être seuls 20 ou 100 de ces disparus sont encore vivants. Certains ont peut-être été transférés pour interrogatoire à Bagdad par les forces de sécurité pendant la bataille ».

Ce mince espoir suffit aux proches comme Azzam Zaki, qui est sans nouvelles de son oncle maternel, Ahmed, un officier à la re-

traite de 64 ans, arrêté par l'EI le 26 juillet 2016 avec d'autres anciens officiers et membres du Baas, l'ancien parti de Saddam Hussein. « Des gens qui l'ont croisé en prison m'ont dit, deux mois après, que l'EI les accusait d'avoir créé une organisation secrète d'insurgés. C'est absurde, c'était des gens âgés, mon oncle était le plus jeune de tous », explique cet employé de l'antenne de santé locale de 46 ans, la gorge nouée et les yeux mouillés. Il multiplie les démarches pour le retrouver. Un contrebandier irakien lui a assuré l'avoir vu dans une prison de l'EI en Syrie, d'autres lui disent qu'il a certainement été transféré à la prison des forces spéciales, à l'aéroport d'Al-Mouthanna, à Bagdad.

DES PRISONNIERS MORTS SOUS LA TORTURE

Les demandes qu'a adressées Oussama Eddin Sadoun aux forces irakiennes pour confronter la liste des disparus à celle des détenus, tenue secrète, n'ont pas abouti. Il estime à 10 000 le nombre de Mossouliotes arrêtés par les forces irakiennes pendant la bataille, dont certains ont réapparu dans les tribunaux lors de procès vite expédiés. Pour le responsable du gouvernorat, seule la moitié d'entre eux appartenait à l'EI, les autres ont été victimes de dénonciations aux motivations politiques, financières ou tribales. Certains arrivent à la morgue, victimes de conditions de détention déplorables ou de torture. Entre un et quatre corps de prisonniers morts sous la torture arrivent chaque mois à l'institut médico-légal de Mossoul, souvent sans papiers d'identité.

Une source onusienne déplore l'absence de coopération des autorités chiïtes de Bagdad. « Ce n'est pas leur priorité. Mais ces procès de la honte de pauvres sunnites, la torture ou l'exécution de suspects, l'incertitude sur le sort des disparus, c'est un problème ! », déplore cette source. Le peu de cas qui est fait, au sommet de l'Etat, des victimes de Mossoul, celles disparues dans les charniers de l'EI comme celles tuées dans les combats, l'interpelle. « Je vous laisse deviner comment la souffrance et

la colère massive des proches et des habitants de Mossoul vont générer l'EI 2.0... On le voit déjà dans la multiplication des assassinats et des kidnappings. Dans vingt ans, ce pays en sera toujours au même point ! »

La haine est déjà bien ancrée dans le cœur d'Ali Zaanoun, le survivant de la frappe du 17 mars. Il ne dort presque plus et ressasse sa colère face à l'Etat qui refuse de reconnaître son préjudice. « Ils essaient d'étouffer l'incident et musellent les témoins pour qu'ils confirment qu'il y avait un camion piégé. Ce qui est faux ! J'ai reçu des menaces. Je ne dors plus sans mon pistolet », dit-il, assis dans le salon de son frère qui l'héberge. « Le gouvernement et la coalition nous ont détruits. Ils nous ont tués. Ce n'est pas une libération, c'est de la destruction volontaire, pour se venger des sunnites pour la mort de l'imam Hussein », poursuit-il.

Dans une grande pochette, Ali Zaanoun conserve les 156 certificats de décès des personnes tuées ce jour-là qu'il a pu faire établir, patiemment et à grands frais, avec l'aide d'un avocat. Il n'a plus assez d'argent pour entreprendre les démarches de compensation. « Je ne sais pas ce à quoi j'ai droit, mais ça ne sera rien en comparaison de ce que j'ai perdu. Je n'ai plus d'enfants. Je ne peux pas me remarier, car je ne peux plus avoir de relations sexuelles. Tout l'argent que j'avais avec moi a disparu, mes quatre maisons ont été détruites, ainsi que mon magasin. Je n'ai plus de travail. Les soins médicaux me coûtent une fortune », énumère-t-il.

L'homme supplie qu'on l'aide à s'exiler au Koweït. Sa colère monte, il devient menaçant. « Dans un an, vous ne serez plus en sécurité à Mossoul, promet-il. Si je ne recouvre pas mes droits, qu'un membre de l'EI frappe à ma porte pour les rejoindre et tuer des gens du gouvernement, je le suivrai. Beaucoup de ceux qui ont vécu la même chose que moi sont prêts à me suivre pour se venger du gouvernement et de la coalition, surtout des Américains. On ne laissera pas la mort de 156 personnes sans réponse. Ils ont tué l'un de nous, on en tuera quatre chez eux en représailles. » ■

HÉLÈNE SALLON

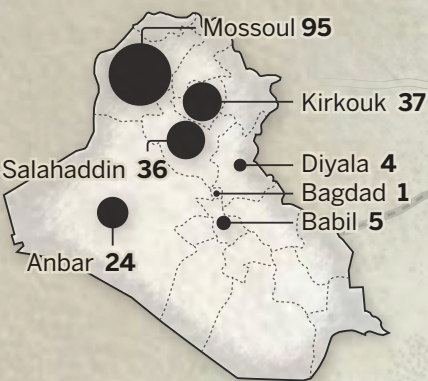
En Irak, les profonds stigmates de l'Etat islamique

En deuil et partiellement détruit, le pays a commencé à se reconstruire et les déplacés à rentrer, mais la menace djihadiste n'est pas éteinte



1 LE TRAUMATISME DE PLUS DE 200 CHARNIERS DÉCOUVERTS

- ◆ Principaux charniers (entre 6 000 et 12 000 corps seraient enterrés)
- Nombre de charniers découverts par gouvernorat :



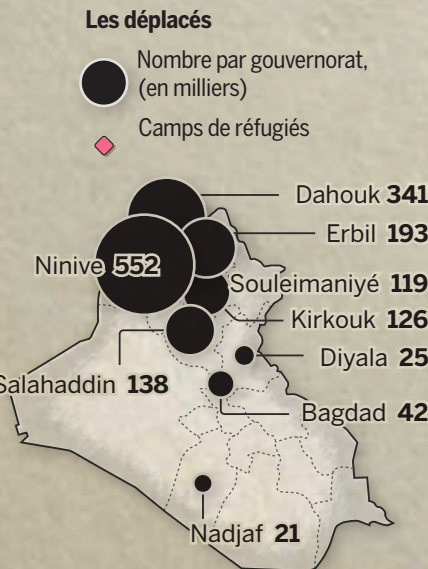
2 LE RISQUE D'UNE RÉSURGENCE DJIHADISTE

- Présence de l'Etat islamique :
 - A son apogée, en 2015
 - En janvier 2019
- Lieux de reconstitution de cellules djihadistes
- △ Zones où les djihadistes sont actifs

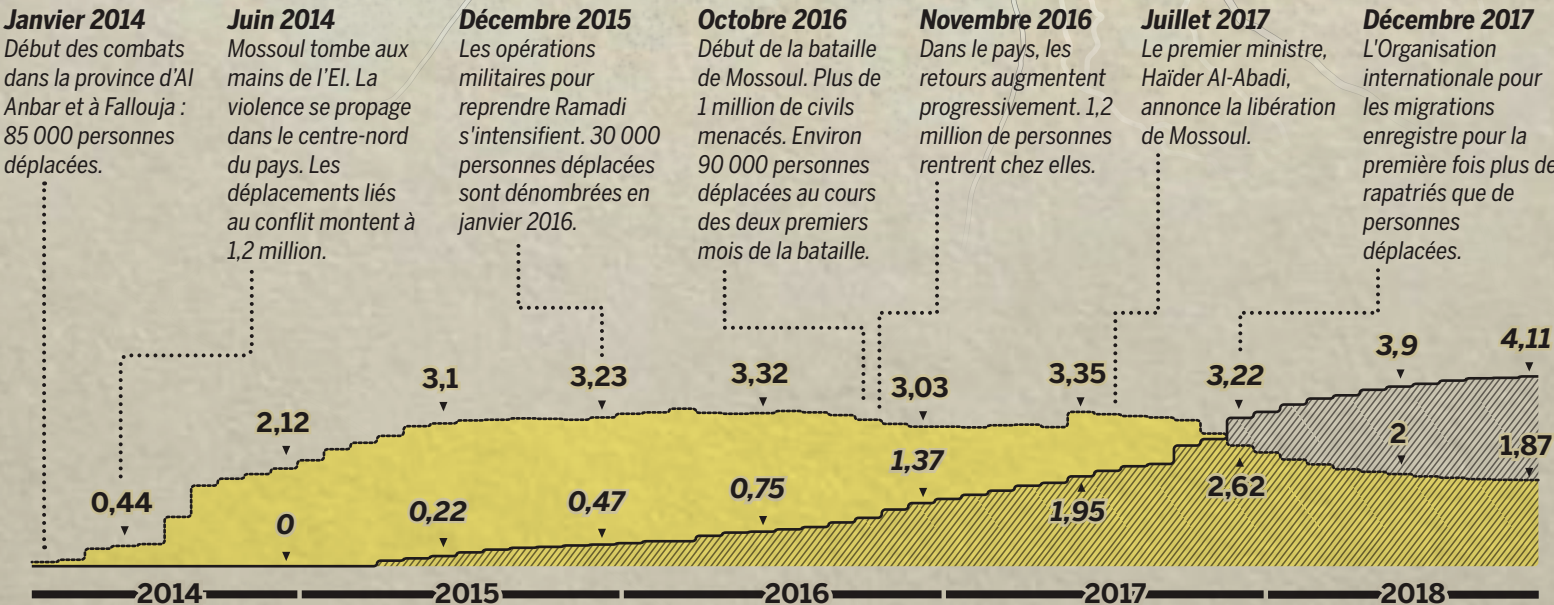
3 LES DÉFIS POUR UN ÉTAT FRAGILE

- La reconstruction**
L'Etat irakien estime le coût de la reconstruction à 88,2 milliards de dollars après la guerre contre l'EI.
- Nombre de projets d'infrastructures par province menés par le Fonds de stabilisation du PNUD :
 - Ninewa (1 791)
 - Anbar (685)
 - Salahaddin (275)
 - Kirkouk (98)
 - Diyala (21)
- Ville prioritaire de reconstruction pour le PNUD

- Projets du gouvernement irakien lors de la conférence sur la reconstruction, en février 2018, au Koweït :
 - Usines
 - Hôpitaux
 - Autoroutes
 - Projets urbains



CHRONOLOGIE DES DÉPLACEMENTS ET RETOURS (EN MILLIONS)



André Bazin, l'art de la critique

Un coffret regroupant 2700 articles du père spirituel de la Nouvelle Vague contredit sa réputation de théoricien austère

CINÉMA

De cette discipline annexe qu'est la critique de cinéma, qui a sa propre histoire et ses grandes figures, le plus illustre représentant est sans doute André Bazin, journaliste culturel et penseur de l'après-guerre, dont la postérité dans le domaine est l'une des rares parvenues jusqu'à nous. Cofondateur des *Cahiers du cinéma* à la couverture jaune, lancés en 1951, il fut le père spirituel de la Nouvelle Vague, dont les jeunes cinéastes ont reconnu et revendiqué l'influence – Jean-Luc Godard le cite dans le prologue du *Mépris* en 1963, François Truffaut lui dédie *Baisers volés* en 1968.

Actif pendant une période de quinze ans, de la Libération au crépuscule des années 1950, Bazin est le seul critique de cinéma français à avoir fait l'objet d'une biographie officielle (par l'universitaire américain Dudley Andrew). Il meurt en novembre 1958, à l'âge de 40 ans, sans avoir pu assister à l'éclosion du mouvement qu'il avait inspiré, mais laissant derrière lui une somme profuse d'écrits publiés dans de nombreux titres de presse.

De cette œuvre, témoignage de première main sur la vie culturelle française des années 1940 et 1950 sous l'angle exclusif du cinéma (plus tardivement de la télévision), il n'est longtemps demeuré qu'une infime partie de disponible : une poignée de compilations, dont *Qu'est-ce que le cinéma?* (bréviaire des étudiants dans le domaine, éd. du Cerf), ainsi que deux ouvrages posthumes inachevés sur Orson Welles et Jean Renoir.

C'est dire si l'édition par Macula de ses *Écrits complets*, dirigée par Hervé Joubert-Laurencin, fait événement, aboutissement de vingt ans de recherches et de péripéties éditoriales. L'objet, bloc noir et massif, impressionne par son envergure : près de 3 000 pages sur deux tomes, regroupant près de 2 700 articles numérotés, publiés dans l'ordre chronologi-

que, accompagnés d'un considérable appareil de notes et d'un index de 150 pages. L'ensemble jette un jour nouveau sur l'apport de Bazin, appréciable désormais dans son foisonnement et son rythme propres.

Né le 18 avril 1918 à Angers, André Bazin, formé à l'Ecole normale des instituteurs, se destine à l'enseignement, avant d'échouer à l'oral du certificat à cause, sans doute, de son bégaiement tenace. Pion dans un lycée, le jeune homme s'engage sur la voie vagabonde de la cinéphilie. Proche du résistant Pierre-Aimé Touchard, il rejoint sa Maison des lettres, un centre culturel au sein duquel il compose ses premiers textes sur le cinéma. Dans le sillon de la Libération, Bazin, qui a reçu une éducation catholique, se frotte au marxisme et milite auprès des communistes. Il entame en septembre 1944 une contribution soutenue au *Parisien libéré*, le quotidien où il officiera toute sa vie.

Une action pédagogique

Parallèlement, il s'engage au sein de Travail et culture, réseau destiné à coordonner les loisirs des ouvriers. Car la critique de cinéma selon Bazin ne s'arrête pas à l'écriture, elle s'accompagne d'une action pédagogique dans les salles, afin de former le public, aiguïser sa sensibilité, lui inculquer des notions de technique élémentaires. Infatigable arpenteur des ciné-clubs, il en fonde à destination de la jeunesse, des travailleurs ou des immigrés.

Loin de l'image du théoricien austère qui lui collait à la peau, l'édition rétablit au grand jour la souplesse, la pluralité, la prodigalité de l'écriture bazinienne. Le critique écrivait non seulement dans les colonnes d'un grand quotidien national, mais également pour des hebdomadaires (*France observateur* et *Radio-Cinéma-Télévision*, ancêtres de *L'Obs* et *Télérama*), des mensuels (*Esprit*), des revues spécialisées (*Cahiers du cinéma*, *L'Ecran français*), des textes de longueurs et d'ambitions très variables. Bazin



André Bazin, en 1950. FLORENT BAZIN

Un homme pour qui le cinéma était le « fait esthétique-social le plus important depuis le Moyen Âge »

traitait ainsi plusieurs fois des mêmes films, adaptant son registre et son degré d'analyse au lectorat auquel il s'adressait. Au fil des articles, l'exercice critique apparaît alors pour ce qu'il est au quotidien : l'art de rebondir sur une actualité souvent ingrate, parfois surprenante, pour forger des concepts esthétiques, ciseler un goût, partager une émotion cinématographique.

Une telle édition se justifie-t-elle au-delà d'un cercle de spécialistes et d'historiens ? Pleinement, si tant est que la critique de cinéma puisse être considérée comme sous-genre littéraire, avec son cadre et ses contingences propres. C'est précisément dans ce cadre-là, éparpillé et pléthorique de la presse culturelle de l'époque, que Bazin se révèle un grand écrivain, précis et chaleureux, maniant les figures de style avec une expressivité déconcertante, en même temps qu'un dialecticien hors pair, sachant donner chair aux concepts dans une prose d'une rigueur toute classique, agrémentée d'une pointe d'humour.

Inventeur de l'expression plan-séquence, analyste de la profondeur de champ, Bazin a ainsi travaillé le motif de la moustache chez Charlie Chaplin, en regard de Hitler, dans l'article « Pastiche et postiche » au sujet du *Dictateur*. « Nous dirions que le cinéma c'est la petite lampe de l'ouvreuse qui traverse comme une comète incertaine la nuit de notre rêve éveillé : l'espace diffus, sans géométrie et sans frontière, qui cerne l'écran », écrit-il.

Les *Écrits complets* permettent de remettre quelques pendules à l'heure, notamment de nuancer la réputation induite d'un Bazin chantre d'un réalisme obtus et prononciateur d'interdits (réputation à laquelle a contribué le titre de son article « Montage interdit », en dépit de sa teneur). Si Bazin défendait la « vocation réaliste » du cinéma et considérait l'image photographique comme une « empreinte » de la réalité, ce n'était aucunement pour condamner son versant imaginaire (le fantastique, le merveilleux ou la science-fiction), ni même les genres plastiques (le dessin animé ou l'expérimental). C'est d'ailleurs en ce sens qu'il prônait un « *cinéma impur* », capable de frayer avec d'autres arts, comme le théâtre ou la littérature, pour mettre son dispositif à l'épreuve de l'hétérogène.

De même Bazin s'est-il toujours montré attentif aux évolutions techniques (la couleur, les formats panoramiques, la 3D), qu'il voyait non pas comme des avancées en soi, mais comme autant d'extensions du réalisme vers l'horizon du « *cinéma total* ».

Spectateur total qui vécut par et pour le cinéma, Bazin succomba d'une leucémie avant d'avoir pu réaliser son premier film, un projet de court-métrage documentaire sur les églises romanes du pays de Saintonge.

Reste désormais à se promener dans cette épaisse forêt d'articles, ample chronique d'une période décisive et cheminement d'une pensée aussi solide que cohérente. Celle d'un homme pour qui le cinéma était non seulement le

« fait esthétique-social le plus important depuis le Moyen Âge », mais sans doute aussi le meilleur instrument pour appréhender, puis reconstruire une réalité en ruines, celle d'un monde alors à peine sorti des abominations du fascisme et de la seconde guerre mondiale. ■

MATHIEU MACHERET

André Bazin, *Écrits complets*, 1 coffret de 2 volumes, 2 848 pages, 149 euros.

DÉJÀ 700 000 SPECTATEURS ONT ADOPTÉ CETTE FAMILLE !





PALME D'OR
FESTIVAL DE CANNES

UNE AFFAIRE DE FAMILLE

UN FILM DE KORE-EDA HIROKAZU

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

un événement

Télérama

LA SEPTIÈME OBSESSION

SENSCRITIQUE

LE FIGARO

france **inter**

« Pas de règle, une seule réserve : le goût »

Voici un extrait d'un texte d'André Bazin, paru dans la revue « *Cinéma 58* » (n° 32, décembre 1958).

On peut poser en principe que la qualité et la profondeur d'une œuvre se mesurent justement à l'écart entre ce que le créateur a voulu y mettre et ce qu'elle contient. De toute façon, le propos de la critique n'est pas de remonter le processus psychologique de la création, mais d'aider son lecteur à s'enrichir intellectuellement, moralement et dans sa sensibilité, au contact de l'œuvre. Pour cette tâche, il n'y a pas de règle et tous les partis pris sont admissibles

sous une seule réserve : celle du goût. Une méthode critique, quelle qu'elle soit, ne vaut rien en elle-même si elle n'est contrôlée, limitée, corrigée par cette qualité spécifique qui juge en dernier ressort le critique : le goût. Qualité évidemment indéfinissable, mais qui permet seule, justement, de distinguer une élucubration théorique d'un développement acceptable. L'auberge espagnole est le refuge de ceux à qui manque ce sens critique au second degré et le trop facile alibi de la mauvaise critique impressionniste, dont l'ironie facile n'a d'égale que l'incompétence. »

Cinquante nuances de Grayson Perry

Rétrospective de l'œuvre intimiste et engagée à l'humour « so British » de l'artiste, à la Monnaie de Paris

ARTS

Vanité, identité, sexualité»: tel est le programme, sous forme de détournement de la devise nationale, de la toute première rétrospective française de l'artiste britannique Grayson Perry, à la Monnaie de Paris. Trois entrées dans le vif d'une œuvre intimiste et engagée où son humour *so British* est roi – ou plutôt reine. Céramiste et travesti, le détonnant Grayson Perry, jusqu'ici quasi inconnu en France, est, outre-Manche, une figure de l'art contemporain distinguée par de nombreux prix (dont le prestigieux Turner Prize en 2003) et titres. Plasticien, il est aussi auteur et animateur d'une émission de télévision sur ses sujets de prédilection: les excentricités anglaises, l'identité, le genre, la sexualité, la religion et le contexte politique britannique.

Cette plongée dans son univers aussi burlesque que grinçant se fait par l'escalier monumental des lieux, recouvert pour l'occasion d'un tapis rose *shocking*. L'exposition ouvre sur une sélection de ses robes les plus emblématiques, lorsqu'il se présente sous les traits de Claire, cet alter ego féminin qu'il convoque pour chacune de ses apparitions publiques depuis 2000 et son coming out organisé dans sa galerie. Parmi ces tenues, créées par lui ou par ses étudiants du Central St Martins College of Art and Design, à Londres, où il enseigne, il y a celle portée pour la

« Kenilworth AM1 », de Grayson Perry. GRAYSON PERRY COURTESY THE ARTIST AND VICTORIA MIRO, LONDON/VENICE



remise du Turner Prize, en soie lilas, recouverte de lièvres, de fleurs et de cœurs dorés et grimaçants. Au milieu trône un auto-portrait de l'artiste, dévêtu à la manière d'une odalisque transgenre.

Céramique, tapisserie
Travesti, marié depuis une trentaine d'années à la même

femme, père de famille, Grayson Perry, 57 ans, navigue entre les stéréotypes de genre. Il plaide depuis cette position particulière pour une masculinité adoucie, dans une Angleterre où l'image de l'homme dominant qui structurerait l'identité ouvrière, milieu dont il est issu, a notamment été affaiblie par l'effondrement de

l'industrie lourde. L'arrivée dans sa vie d'un beau-père brutal à l'âge de 4 ans semble avoir fait émerger un personnage résilient qui a traversé toute son œuvre : celui de son ours en peluche, Alan Measles (du nom de son meilleur copain et de la rougeole). Ce doudou, sur lequel il a projeté les qualités d'un modèle masculin idéal, apparaît sur ses vases et ses sculptures tour à tour comme un héros, un sage ou un dieu. On le voit notamment en sauveur devant un Trump agenouillé, entouré de Nigel Farage, Marine Le Pen, Boris Johnson et Theresa May,

dans une œuvre post-Brexit au paysage industriel dévasté.

Lorsque l'artiste opte pour la céramique, au début des années quatre-vingt, le matériau paraît incongru, voire ringard. Mais c'est par lui-même qu'il rencontrera la reconnaissance, tout en restant fidèle à ses origines populaires, avec de larges jarres aux formes classiques, mais traitées à l'iconographie riche et provocatrice. A la surface de ces céramiques et sous l'éclat séduisant de l'émail, il tient la chronique acerbe de la vie contemporaine britannique. Sur les angles arrondis se déchènent ses passions : c'est Eros et Thanatos au pays de Jane Austen.

Travesti, Grayson Perry plaide pour une masculinité adoucie en Angleterre

Depuis une dizaine d'années, la tapisserie est venue enrichir sa palette. A travers ce « *symbole traditionnel de la réussite sociale* », il s'éloigne paradoxalement de l'artisanat, puisque ses œuvres textiles sont générées par ordinateur à partir de larges fresques dessinées. Ici, point de scènes mythologiques ou de grandes batailles : il s'y fait ethnologue de ses compatriotes, à grand renfort de détails savoureux. On y voit défiler la vie d'une héroïne ordinaire, faite de petites joies, d'échecs et de victoires (*Dans sa familiarité, dorée*, 2015), ou celle d'un homme issu d'un milieu ouvrier à travers son ascension sociale jusqu'à sa mort, au volant d'une Ferrari, dans la série « *The Vanity of Small Differences* » (2012), inspirée de tableaux de William Hogarth.

Rayon de soleil dans ce *fog* social, une *Couverture de réconfort* (2014) vient dresser un portrait plus rassurant de l'Angleterre en rassemblant ses icônes bien-aimées (d'Elton John à Vivienne Westwood, d'Agatha Christie aux Monty Python, David Bowie, Francis Bacon, Jamie Oliver, la reine...). Avec une tasse de thé et un *fish & chips* pour se réchauffer. ■

EMMANUELLE JARDONNET

« *Vanité, identité, sexualité* », de
Grayson Perry, Monnaie de Paris,
11, quai de Conti, Paris 6^e.
Jusqu'au 3 février.

Des internautes au secours d'un château médiéval en ruine

Une campagne de financement participatif en ligne contribue à sauver un bâtiment du XV^e siècle dans les Deux-Sèvres

PATRIMOINE

Devenir le seigneur d'un château fort pour 50 euros : c'est le rêve qu'ont réalisé 10 000 personnes en achetant, par le biais d'une campagne de financement participatif, le château de l'Ebaupinay, à Breuil-sous-Argenton (Deux-Sèvres). Tous sont tombés sous le charme de ce bâtiment du XVI^e siècle, qui n'a rien perdu de sa superbe malgré l'incendie qui l'a ravagé en 1796.

Flanqué de ses quatre tours arrondies, avec créneaux et mâchicoulis, il se dresse fièrement au centre de ses douves encore remplies d'eau. Conquis par un clip tourné depuis un drone, avec des acteurs qui jouent les chevaliers dans les salles dans une ambiance à la *Game of Thrones*, les internautes ont décidé de l'adopter, devenant collectivement propriétaires – et chevaliers – en un clic.

La campagne de crowdfunding, organisée par l'association Adopte un château et la start-up Dartagnans, a même dépassé les espérances, récoltant 1 million d'euros en quatre mois. Les mécènes, originaires de 96 pays différents, sont majoritairement français, anglais, américains et hollandais. Tous bénéficieront d'un accès au château gratuit à vie.

Ce n'est pas la première fois que le partenariat entre Adopte un château et Dartagnans porte ses fruits. Engagé dans la sauvegarde

du patrimoine, le duo avait déjà permis la vente, en 2017, du château de la Mothe-Chandeniers, dans la Vienne. Plus de 25 000 contributeurs avaient rassemblé pas moins de 1,6 million d'euros. Par chance, les deux châteaux se trouvent à 45 kilomètres de distance l'un de l'autre. Une proximité opportune qui permettra la mise en place d'actions coordonnées, avec des billets d'entrée jumelés entre les deux sites et des événements communs. Le château de l'Ebaupin devrait ouvrir au public dès cette année.

Saut dans le passé

« Le but est de montrer que sauver un château, ce n'est pas seulement le financer, mais aussi continuer à fédérer les gens autour du projet », indique le fondateur de l'association Adopte un château, Julien Marquis.

Comme pour la Mothe-Chandenniers, le château de l'Ebaupain sera racheté sous forme de société par actions simplifiée (SAS), dont chaque donateur pourra devenir actionnaire en versant 1 euro supplémentaire. Un bon moyen de suivre l'avancée des travaux et de participer aux grandes orientations du projet. Car les nouveaux propriétaires voient grand. Le château, classé monument historique depuis 1898, doit renaître de ses cendres grâce à un chantier monumental, dans la plus pure tradition médiévale: pas de camions ni de grues, mais des

maîtres charpentiers aidés de grues cages à écureuil et des tailleurs de pierre.

« Pour la Mothe-Chandeniers, les travaux n'étaient pas envisageables. Cela aurait été un vrai travail de dentelle. C'est différent pour l'Ebaupinay. C'est un plan carré, et nous avons encore de très bonnes bases », assure Julien Marquis.

Les mécènes qui le souhaitent pourront participer aux travaux en tant que bénévoles. « C'est un projet immersif. Les gens laissent leur portable et leurs vêtements du XXI^e siècle au vestiaire pour enfiler ceux du Moyen Âge. » Les premiers chantiers doivent débuter dès le printemps. L'ampleur des travaux dépendra des éventuels mécènes supplémentaires. Le 11 janvier, la campagne de financement a été rouverte, pour une durée de dix jours, 1000 nouvelles personnes ayant manifesté leur désir d'y participer. Le prochain palier est fixé à 1,1 million d'euros, et permettra de construire les cuisines et de réhabiliter le petit logis.

Le but ultime des porteurs du projet vise à atteindre 2,2 millions d'euros afin d'aménager le site dans son ensemble – charpentes, meubles, forge... Un travail titanesque qui prendra probablement plusieurs années. Quant à ceux qui souhaiteraient se lancer dans une nouvelle aventure, qu'ils se rassurent, bien d'autres châteaux attendent encore d'être adoptés sur le site de Dartagnans. ■

PHŒBÉ HUMBERTJEAN

350 ANS
OPÉRA
NATIONAL
DE PARIS

Rusalka

Antonín Dvořák

Faut-il risquer
l'enfer pour aimer
un jour ?

DIRECTION MUSICALE
SUSANNA MÄLKKI
MISE EN SCÈNE
ROBERT CARSEN
CHEF DES CHŒURS
ALESSANDRO DI STEFANO
ORCHESTRE ET CHŒURS
DE L'OPÉRA NATIONAL
DE PARIS

OPÉRA BASTILLE
DU 29 JANVIER
AU 13 FÉVRIER 2019

OPERADEPARIS.FR
08 92 89 90 90

(0,35 € TTC/min)

Facebook Twitter Instagram YouTube App Store Google Play

Culture

EY
MÉCÈNE PRINCIPAL
DE L'OPÉRA NATIONAL DE PARIS

PAPREC
MÉCÈNE PRINCIPAL DU SOULET
DE L'OPÉRA NATIONAL DE PARIS

Fondation
Bettencourt
Schweizer
MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'ACADÉMIE
DE L'OPÉRA NATIONAL DE PARIS

ANOP
Les amis de l'Opéra

ROLEX
MONTRE EXCLUSIVE
DE L'OPÉRA NATIONAL DE PARIS

DREAM ON - © Charles Dugrand / Orp - ES 1-1075037, 1-1075038, 2-1075039, 3-1075040

ANTONIO VIVALDI



Il Giustino

Delphine Galou, Silke Gäng, Veronica Cangemi, Emöke Barath, Emiliano Gonzalez Toro, Alessandro Giangrande, Arianna Vendittelli, Accademia Bizantina, Ottavio Dantone (direction).

Ce cinquante-septième opus et dix-huitième opéra gravé par la Vivaldi Edition, après deux ans d’interruption, a tout pour faire date. Il se mesure, il est vrai, à une courte discographie – la version « digest » d’Alan Curtis chez Virgin, et l’intégrale mal fagotée d’Etevan Velardi (Bongiovanni), toutes deux parues au XX^e siècle. Ottavio Dantone et son Accademia Bizantina jouent donc sur du velours au propre comme au figuré, ce qui n’empêche pas le chef italien de soutenir batailles héroïques et querelles d’amoureux, voire d’appuyer la dramaturgie en contribuant à l’écriture vivaldienne par des rajouts de son cru. Au firmament d’une distribution sans faille, le beau Giustino de Delphine Galou et la magnifique Arianna d’Emöke Barath. ■ MARIE-AUDE ROUX

3 CD Naïve/Believe.

LINI GONG ET MARIANA POPOVA



Spectrum

Lini Gong (soprano) et Mariana Popova (piano). Commencer un récital de mélodies par une pièce qui requiert un piano préparé (au sens de John Cage), voilà qui n’est pas banal ! L’œuvre est signée Paul Dessau (sur un poème de Bertolt Brecht)

et elle se situe dans un no man’s land musical qui intrigue tout autant que le morceau suivant, composé par Ilse Fromm-Michaels (musicienne à la longévité – 98 ans – inversement proportionnelle à la notoriété). Le lien entre *L’Aigle*, de Dessau, et *Le Hannelton*, d’Ilse-Fromm Michaels ? Hambourg, ville natale de l’un comme de l’autre et fil rouge (tous les compositeurs y ont résidé) d’un programme qui porte bien son nom de *Spectrum*. Les 26 miniatures judicieusement mises en perspective par la pianiste Mariana Popova déterminent, en effet, un spectre – vocal et esthétique – extrêmement large. La musique contemporaine (de Rolf Liebermann à György Ligeti) vaut à la soprano Lini Gong des prestations de haut vol, mais le XIX^e siècle (Felix Mendelssohn et sa sœur Fanny, Brahms, Mahler) lui inspire aussi des expressions intenses, voire déchirantes. ■ PIERRE GERVASONI

1 CD Solo Musica/DOM-Forlane.

THE DROPS



Hard! Pop!

Une pochette en collage d’illustrations pop art de Roy Lichtenstein, et un nom de groupe qui relève plutôt de ceux que prennent les gens du rock... Voici deux fausses pistes pour l’album *Hard! Pop!* de The Drops. Car le saxophoniste Christophe Panzani, le guitariste

Federico Casagrande et le batteur Gautier Garrigue proposent une musique plus proche du jazz, par les grilles harmoniques, les constructions rythmiques, que de la pop – même si la seule reprise de l’album, *Message in a Bottle*, de Police, est clairement dans cette référence. Pas le jazz classique, mais celui qui peut s’entendre comme un mélange entre le jazz-rock des années 1970, les entrelacs rythmiques de Steve Coleman, sur des formules répétitives complexes, et un fond jungle/drum’n’bass (donc, ici, sans basse) des années 1990. Tout cela interprété brillamment, avec une énergie et surtout un sens du jeu collectif. ■ SYLVAIN SICLIER

1 CD The Drops Music/Tune Core.

MYSTICAL FAYA



Chill Sessions

Le nom de l’album de ce groupe de reggae français, apparu en 2007 à Pontarlier (capitale de l’absinthe, en région Bourgogne-Franche-Comté), annonce la couleur : ambiance cool et tranquille, nonchalance et détente maximale (*to chill* signifie justement « se détendre »).

Entre reggae lascif et soul rêveuse, c’est une relecture ralentie et minimaliste de ses propres compositions (essentiellement choisies dans ses deux premiers albums) que propose Mystical Faya. Clavier et guitare fluides mettent en valeur la douceur des harmonies vocales, la voix claire et alanguie du chanteur. Des invités viennent se joindre à cette recreation de bon goût, pour semer un envol de flûte traversière (Marie Marsigny pour *Let Love Grow*) ou quelques phrases de piano d’humeur romantique (Thibaud Saby sur *Let Go*). Délicat et vecteur de bonnes vibrations. ■ PATRICK LABESSE

1 CD Khanti Records/PIAS.

DJ ARAFAT



Renaissance

DJ Arafat est une véritable star en Afrique de l’Ouest. Ce DJ ivoirien est le roi du coupé-décalé, musique et danse d’ambiance nées dans les boîtes d’Abidjan, sur les cendres du zouglou, véritable prise de parole des étudiants sur des rythmes traditionnels. Arafat

l’a modernisé en le mêlant au trap américain, au rap français, en y injectant ses invectives de DJ et en le vidant de sa portée sociale ou politique. De son vrai nom, Ange Didier Houon, ce « Zeus d’Afrique », un de ses multiples surnoms, est une telle icône dans son pays que même le ministre de l’intérieur déclare qu’il est son fils spirituel. *Renaissance*, uniquement sorti en digital, son dixième album studio en quinze ans, est une sorte de condensé des rythmiques qui traversent son mouvement musical : guitare mandingue pour *Hommage à Jonathan* avec la star française Maître Gims ; baïle funk brésilien sur *Ventripotent* avec le rappeur français Naza ou synthé électro pour *Qui est Khô rô ?* avec le roi du trap hexagonal Niska. Le tout donne une bonne grosse bouillie sonore, à laquelle il est bien difficile de résister en discothèque. ■ STÉPHANIE BINET

1CD Polydor/Universal Afrique.

« Shirkers », film fantôme singapourien

Sandy Tan a réalisé un documentaire sur son long-métrage volé en 1992

DOCUMENTAIRE

Vous êtes invités à une séance de spiritisme cinématographique qui se dissimule sous un titre de comédie pour adolescents : *Shirkers* – « les tire-au-flanc ». Sandi Tan sera à la fois votre médium et l’un des spectres évoqués. Réalisatrice de ce documentaire primé au Festival du film de Sundance, elle fut, il y a un quart de siècle, l’une des figures de l’underground singapourien. A l’été 1992, l’année de ses 20 ans, avec deux amies, Sophia Siddique et Jasmine Ng, Sandi Tan s’est lancée dans la réalisation d’un long-métrage intitulé *Shirkers*. La caméra était tenue par un expatrié américain, George Cardona.

Au bout de deux mois et demi, *Shirkers* était dans la boîte – dans 70 boîtes de films Kodak 16 mm, plus précisément. Avant que Sandi Tan et ses comparses ne puissent s’attaquer au montage, les boîtes s’évanouirent avec Cardona, qui

quitta Singapour à la cloche de bois, pour ne jamais réapparaître. Ce ne fut pas le cas des 70 bobines qu’il avait emportées, puisque l’on voit quelques plans tournés en 1992 (Dieu qu’ils sont beaux !) dès les premières secondes.

Le fil narratif de *Shirkers* (le documentaire de 2018) suit les efforts de Sandi Tan pour retrouver au moins des éléments de *Shirkers* (la fiction de 1992). Cette enquête qui la mène de Singapour aux Etats-Unis est assez fructueuse pour qu’une forme de suspense s’impose, suscitée par la personnalité indéchiffrable de Cardona.

Voix off caustique

La richesse essentielle du film réside ailleurs, dans la manière très particulière que Sandi Tan a de pratiquer la nostalgie. Sa voix off caustique évoque sans aménité les débordements créatifs de l’adolescente qu’elle était : éditrice d’un fanzine provocateur réalisé entièrement à la main, pirate vidéo de la première heure

puisque la censure ultraconservatrice de la cité-Etat taillait dans les films des idoles de Sandi Tan (Terrence Malick, Roman Polanski, Werner Herzog) ou les interdisait, et enfin disciple méfiante mais consentante de cet étrange gourou qu’était George Cardona.

De ce dialogue parfois acrimonieux entre la cinéaste d’aujourd’hui et celle d’autrefois naît une méditation qui embrasse aussi bien la fidélité aux aspirations de la jeunesse que la nécessité (ou non) de l’échec. De la vision des plans miraculés du tournage de 1992 naît un espace-temps alternatif : le cinéma de Singapour serait apparu une décennie plus tôt sur la scène internationale, Sandi Tan en aurait été la messagère plutôt qu’Eric Khoo.

Par la délicatesse des cadrages, la fantaisie des procédés de mise en scène, la réalisatrice à peine sortie de l’adolescence semble marcher sur les traces de Wes Anderson, à ceci près que le premier long-métrage de ce dernier est

postérieur de quatre ans au film perdu. Celui-ci a été tourné sur cent décors naturels différents à Singapour. C’est l’ultime richesse de *Shirkers* que de donner à voir une ville disparue, au moment même de leur destruction.

Il est d’ailleurs possible ces jours-ci d’embarquer dans une machine à voyager dans le temps à destination de l’île. Il faut pour cela voir ou revoir le beau *Saint Jack* (réédité en DVD et Blu-ray par Carlotta), que Peter Bogdanovich a tourné sur place en 1978, continuer par *Shirkers* et conclure par *Crazy Rich Asians*. La comédie de Jon M. Chu, encore projetée dans une salle à Paris, a pour décor une ville monstrueuse, construite par les riches pour les riches, où s’effacent les dernières traces de la métropole chinoise, malaise et indienne (et un peu britannique), qui a engendré *Shirkers*. ■

THOMAS SOTINEL

Documentaire de Sandi Tan (1 h 37). Sur Netflix.

Barbara Hendricks

« A l'âge de 8 ans, j'ai pris conscience qu'il fallait lutter »

La cantatrice Barbara Hendricks a fêté ses 70 ans le 10 décembre 2018, le jour de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. A cette occasion, la Suédoise née en Arkansas sort une compilation d'airs classiques et un album de blues et gospel.

Je ne serais pas arrivée là si...

... Si je n'avais pas rencontré une professeure de chant extraordinaire, Jennie Tourel, alors que j'étais encore étudiante en math-chimie. Elle m'a repérée, guidée, inspirée. Mais bien plus que cela : elle m'a fait découvrir ce que pouvait être un artiste et à quoi devait servir un don.

Hésitez-vous à vous engager dans une carrière de chanteuse ?

J'avais un talent, c'était indéniable. Mais l'idée d'exploiter ce privilège pour flatter mon ego ou gagner de l'argent ne me satisfaisait pas. Et chanter me procurait un plaisir si intense que, en bonne fille de pasteur protestant, je me sentais presque coupable à l'idée d'en faire mon métier. Il me fallait une motivation plus grande, plus noble, plus inspirante. Quelque chose qui me transcende ! Jennie Tourel m'a fourni cette cause à laquelle j'aspirais. Son engagement m'a montré qu'un artiste est quelqu'un qui se met entièrement au service de son art. Avec ferveur et humilité. Cela a donné un sens profond à ma vie.

Et une responsabilité ?

Immense ! Car, pour être au service de la musique, il faut travailler dur et se remettre sans cesse en question. S'affranchir du besoin de rechercher la reconnaissance du public pour servir modestement la partition et le compositeur. Je me souviens qu'un jour un couturier m'avait fabriqué une robe somptueuse et extravagante pour un récital. Il a donc fallu que je lui explique : quand j'entre sur scène et quand j'en sors, OK, j'aime que le public me trouve élégante ; mais dès que le piano et l'orchestre commencent à jouer, la robe doit instantanément disparaître, plus personne ne doit y penser !

Parce que plus rien n'importe que la musique ?

Et que nous aspirons tous alors à ce moment de grâce où le public entend la musique d'une seule oreille et ressent les mêmes vibrations. Comme si la musique contournait notre cerveau arrogant, désireux de tout contrôler, et allait directement à la source pour nous rappeler, en un millième de seconde, que nous faisons partie de cette famille qui s'appelle l'humanité. C'est la raison d'être de l'art. Créer un moment de partage, rappeler ce lien puissant et mystérieux qui nous relie aux origines de la condition humaine.

Rien, dans votre enfance, ne vous avait prédestinée à devenir une chanteuse réclamée dans les plus grands opéras du monde ?

Non ! La musique classique n'avait aucune place à la maison. Je chantais à l'école où ma mère était institutrice et à l'église où mon père était pasteur méthodiste. Mais personne, dans la famille, ne prêtait attention à ma voix. A l'école, un professeur m'a cependant remarquée dans la chorale : « *Ne chante pas en solo trop souvent, m'a-t-il dit. Je veux que, lorsque tu chantes, ce soit un événement pour tous les autres élèves.* » Mais cela ne lui venait pas à l'idée que je puisse en faire un métier. Comment une petite fille noire, issue d'une famille pauvre de l'Arkansas, pourrait-elle embrasser une carrière musicale ? Eh bien il avait tort. Ce qu'il percevait comme des handicaps étaient en fait des atouts ! Car je m'élançais dans le vide, sans rails et sans diktats de mes parents, qui ignoraient tout de l'univers de la musique. Etre femme, pauvre et noire m'a donné beaucoup de force et de combativité.

Vos parents misaient-ils sur l'éducation ?
C'était la clé d'une vie meilleure ! Sans cesse parents et profs nous répétaient le même mantra : « *Vous devez travailler deux fois plus*

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... « Le Monde »
interroge une personnalité en partant d'un moment décisif de son existence. Cette semaine, la cantatrice revient sur la rencontre déterminante avec sa professeure de chant

et être deux fois plus diplômés qu'un enfant blanc pour réussir. » On savait bien que, à diplôme égal, on ne pourrait pas prétendre au même emploi qu'un Blanc, et encore moins au même salaire. Et, pour les filles, la barre était encore plus haut ! « *Travaille !* répétait ma mère. *Sois excellente élève. Acquiers des diplômes. C'est le prix de ton indépendance. Il ne faut jamais être dépendante d'un homme pour vivre.* » Ils ont pensé que je perdais la tête quand j'ai tourné le dos à ma licence de math-chimie pour me diriger vers le chant.

Quel était votre rêve de petite fille ?

Etre maîtresse de mon destin. Ne dépendre de personne ni accepter le second rang. Plutôt médecin que son assistante. Plutôt directeur que sa secrétaire. Je savais lire, écrire, compter à l'âge de 5 ans et l'on m'a fait sauter des classes, si bien que je suis sortie très jeune du lycée.

Vous avez pourtant grandi aux Etats-Unis dans une époque de ségrégation et d'injustice pour la communauté noire.

Oui. C'était l'apartheid, qui a duré cent ans après trois cents ans d'esclavage. La petite-fille d'un petit-fils d'esclave était une citoyenne de deuxième classe qui n'avait pas les mêmes droits que les Blancs et nous vivions dans des mondes séparés. A l'église, les chants gardaient la mémoire de l'esclavage et j'étais fascinée d'apprendre que certains d'entre eux servaient de codes aux esclaves qui projetaient de fuir vers un état libre. Je suis profondément enracinée dans cette histoire et de là aussi vient ma force. Mais mes parents s'employaient à nous protéger des aspects les plus violents de la ségrégation. Si je demandais à déguster une glace dans un endroit interdit aux Noirs par exemple, ma mère trouvait un prétexte pour nous éloigner. Elle disait : « *On n'a pas le temps* » et pas « *On n'a pas le droit* ». Jamais, même au plus fort des manifestations pour les droits civiques, mes parents n'ont exprimé une quelconque haine à l'égard des Blancs. Ce fut une chance.

Ressentiez-vous la peur ?

Bien sûr. C'était comme un nuage diffus qui n'obstruait pas complètement la lumière, mais troublait l'air et le visage des adultes. Il y avait des regards, des chuchotements, des rumeurs terribles sur le sort de quelques proches. Mais je restais une enfant très joyeuse, qui aimait l'école et avait une boulimie d'apprendre. Et puis il y a eu les événements du 4 septembre 1957, à Little Rock (Arkansas), qui ont marqué l'histoire des Etats-Unis et furent une césure dans mon enfance innocente et protégée.

Rappelez-nous l'histoire des « neuf de Little Rock ».

Neuf étudiants noirs brillants, sélectionnés parmi les volontaires du comté pour inaugurer la « déségrégation » et intégrer un lycée prestigieux de Little Rock, jusqu'alors réservé aux Blancs, se sont fait repousser, le jour de la rentrée, par des centaines de soldats de la garde nationale, fusils au poing. Une fille a failli être lynchée par la foule, qui lui hurlait et lui crachait dessus. Ce sont des images horribles que j'ai découvertes le soir, sur la télévision de notre voisin et que je n'ai jamais

La Voix du ciel,
compilation officielle du 70^e anniversaire de Barbara Hendricks, 3 CD Erato

The Road to Freedom,
Barbara Hendricks and her blues band, 1 CD Arte Verum

Prochains concerts,
le 12 février au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, le 14 février à Bruxelles, le 2 mars à Châlons-en-Champagne (le Capitole)...

Ma vie, *autobiographie (Les Arènes, 2010)*



A Nice, en 2014. DOMINIQUE JAUSSEIN

oubliées. Le hasard fait que j'ai rencontré l'une des neuf en Suède, il y a une dizaine d'années, car elle est mariée elle aussi avec un Suédois. Ce fut, à 8 ans, ma première vraie confrontation avec l'injustice. Incompréhensible. Inadmissible. Et la prise de conscience qu'il fallait lutter. Oui, je serai une activiste. Toute ma vie.

Et dès l'université.

Oui. Je fais partie de la génération qui a eu 20 ans en 1968. Et il y avait un espoir fou. Le sentiment que nous pouvions changer le pays, transformer le monde. J'ai défilé contre la guerre du Vietnam, car on commençait à voir nos amis rentrer de la guerre dans des cercueils. J'ai aussi milité pour les droits des femmes, des Noirs, des homosexuels... C'est là d'ailleurs que j'ai compris que, plutôt que de lutter pour des droits catégoriels, il fallait se battre pour la Déclaration universelle des droits humains de 1948. C'est un texte fantastique, qui demeure ma référence absolue. Tout y est et il n'exclut personne ! Mais les assassinats de Bob Kennedy puis de Martin Luther King m'ont dégoûtée de la politique. Il m'a semblé que quiconque défendait un idéal et de grandes idées n'avait aucune chance de survivre. Heureusement, il y avait Amnesty International et, plus, le Haut-Commissariat aux réfugiés, dans lequel je continue de m'impliquer.

Jennie Tourel, qui vous a formée durant vos quatre années à la Juilliard School, a-t-elle continué d'orienter votre parcours ?

Hélas, elle est morte au moment où je commençais ma carrière, et j'ai été anéantie. Elle était très malade, mais continuait de chanter. Et puis elle est partie, un soir de Thanksgiving. Sa famille était allée dîner dans un restaurant proche de l'hôpital, je suis donc restée près d'elle. Je savais qu'il n'y avait plus d'espoir. Je lui ai pris la main, elle a eu un sourire triste, puis, en me regardant droit dans les yeux elle, m'a dit : « *Je ne veux pas mourir.* » J'ai répondu doucement : « *Vous n'allez pas mourir vraiment, parce que moi, je ferai tout ce que je pourrai pour maintenir en vie ce que vous m'avez appris. Je vous le promets.* » Elle est morte dans la nuit. Je me suis sentie orpheline.

Vous fallait-il retrouver un professeur ?

J'ai cherché, avec une sensation de vide. Mais j'étais chaque fois déçue. On me parlait technique, alors que je cherchais un partage de passion. Et j'ai fini par admettre que l'élève doit se résoudre à devenir son propre maître. J'ai pris confiance en mon instrument, j'ai écouté mon corps et ma voix intérieure. Celle qui me guide depuis l'enfance.

De quoi êtes-vous le plus satisfaite à 70 ans ?

D'avoir pu chanter comme je l'ai fait en même temps que d'avoir fondé une famille. J'ai trouvé un équilibre et je ne me suis jamais perdue. J'ai voyagé dans le monde, interprété les musiques des grands compositeurs classiques, et aussi le jazz, le blues, les negro-spirituels de ma culture américaine. Mais je reste la petite fille aux pieds nus de l'Arkansas qui sculptait ses jouets dans l'argile de notre terre.

Et qui a choisi de vivre en Europe.

Oui, entre la Suède et la Suisse, puisque j'ai désormais cette double nationalité. J'aime

profondément l'Europe. Je crois en son projet, en son histoire, en ses valeurs et, plus que jamais, je crois en sa mission. L'Union européenne n'a que 60 ans, mais elle est adulte et elle se doit d'être un phare pour défendre la démocratie et les valeurs universelles sur lesquelles elle a été fondée. On ne peut plus compter sur les Etats-Unis, c'est terminé. Le leader autoproclamé du monde est malade et nocif. Alors il faut assurer la relève. Aucune autre région du monde, ni la Russie, ni l'Inde, ni la Chine, ne peut reprendre le flambeau de la Déclaration universelle des droits humains. C'est à l'Europe de le faire ! C'est son devoir ! Et c'est le moment ! Cette Union a été fondée sur le désir de ne jamais répéter les atrocités passées et de défendre à tout prix la paix, non ? Eh bien allons-y ! Dressons-nous contre les obscurantismes, les populismes et exprimons une voix forte dans le monde !

Etes-vous inquiète ?

Oui. Nous vivons une dangereuse période de défis. Et c'est pourquoi je pense que l'avenir du monde et de l'Europe sera féminin.

Que voulez-vous dire ?

C'est l'heure des femmes. Vous ne voyez pas monter la déferlante des femmes un peu partout dans le monde ? Vous n'entendez pas leur envie de s'exprimer, d'être entendues et d'avoir accès au pouvoir ? Vous sentez cette énergie collective qui est en train de faire boule de neige ? Eh bien, saisissons-la, et offrons à ce monde des valeurs alternatives, dont il s'est trop longtemps privé. Il ne s'agit pas d'exclure les hommes, hein (même s'ils nous ont eux-mêmes exclues) ! Ni de lutter contre eux. Mais il faut exiger d'être désormais au premier rang. En mars, avant les élections européennes, je vais tenter de mobiliser un forum de femmes d'Europe. Pour parler des valeurs qui nous importent et prendre le contre-pied de la plupart des hommes politiques qui instrumentalisent tous les problèmes, comme celui de l'immigration, à des fins uniquement électorales.

Pouvez-vous être plus précise ?

Je rêve d'un brassage de femmes de différentes générations, où les plus anciennes, comme moi ou Catherine Lalumière [*ancienne ministre socialiste sous Mitterrand, aujourd'hui présidente de la Maison de l'Europe de Paris*], épauleraient et encourageraient de jeunes militantes de 35 ans à débattre sur le climat, le travail de demain, l'intelligence artificielle, les médias, les populismes, la citoyenneté européenne. A trouver des solutions et à s'engager. Allez-y, les filles ! Et ne vous laissez plus traiter d'hystériques et reléguer au second rang. Soyez vous-mêmes ! Et faites bouger les choses ! Car je ne veux pas laisser ce monde-là à mes petits-enfants. Je voudrais lancer un mouvement qui perdure. Face au danger, c'est à chacun de militer. Pas pour porter des revendications égoïstes visant le court terme. Mais avec une vision globale et le souci de la prochaine génération. Martin Luther King le dit bien : la morale de l'histoire est longue à venir, mais elle tend vers la justice. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNICK COJEAN

La presse, ennemie fantasmée des « gilets jaunes »

Le journalisme est une profession très discréditée, selon de récents sondages. Alexis Lévrier, historien des médias, explique que cette défiance est aussi ancienne que le métier lui-même

Par ALEXIS LÉVRIER

Rédactions assiégées, quotidiens empêchés de paraître, journalistes agressés en pleine rue: depuis deux mois, lors de chaque journée de mobilisation des « gilets jaunes », de nouvelles violences sont commises contre les médias et leurs représentants. Pour la partie la plus radicalisée de ce mouvement, injurier ou frapper des journalistes semble même être devenu l'équivalent d'un rituel. Le 24 novembre 2018 à Toulouse ou le 5 janvier à Rouen, les reporters de plusieurs chaînes d'information ont ainsi dû prendre la fuite pour échapper à des tentatives de lynchage. Cette haine des médias n'a rien d'inédit, et la méfiance à l'égard des journalistes est même aussi ancienne que le journalisme lui-même. Depuis son avènement il y a plus de quatre siècles, la presse est en effet l'objet d'attaques incessantes. En France comme ailleurs, les journalistes ont ainsi d'emblée été jugés trop serviles par le public, mais trop libres par le pouvoir politique. Ils ont aussi été im-

VOLTAIRE A MANIFESTÉ
JUSQU'À SA MORT UNE
AVERSION PRESQUE
OBSESSIONNELLE
POUR CETTE
PROFESSION

médiatement jaloués par des hommes de lettres qui ont vu en eux une insupportable concurrence. Souvent présenté aujourd'hui comme le père de la presse libre, Voltaire a, par exemple, manifesté jusqu'à sa mort une aversion presque obsessionnelle pour cette profession. Au XIX^e siècle, siècle d'or de la presse écrite, les journalistes ont continué à être comparés à des criminels, à des brigands ou à des filles de joie. Et même Balzac, qui, toute sa vie, a pourtant dépendu de cette activité, écrit, dans sa *Monographie de la presse parisienne*, que « si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer ».

Cette détestation vient donc de loin, et les « gilets jaunes », lorsqu'ils parlent de « journalopes » ou de « prestistitués », se contentent d'utiliser des mots nouveaux pour reproduire un imaginaire ancien. Ils manifestent cependant une défiance plus spécifique envers les médias audiovisuels, et notamment envers les chaînes d'information en continu. Depuis les mensonges qui ont entouré le passage du nuage de Tchernobyl, en 1986, en passant par les faux charniers de Timisoara, en 1989, ou la prétendue « guerre propre » menée en Irak l'année suivante, le public s'est en effet habitué à douter des images retransmises par la télévision.

HAINE PARADOXALE

Comme le montre le baromètre de la confiance politique du Cevipof depuis 2009, les médias sont aujourd'hui, avec les partis politiques, les organisations les plus discréditées aux yeux des Français. Dès lors, et même si les réseaux sociaux suscitent également un réel scepticisme, il n'y a rien d'étonnant à ce que les « gilets jaunes » privilégient ces médias alternatifs pour exprimer leur colère. Ils renouent en cela avec l'une des aspirations de tous les grands mouvements insurrectionnels: contourner les médias installés en choisissant d'autres modes de transmission de l'information, plus directs, plus accessibles. Les groupes Facebook créés par les « gilets jaunes » sont ainsi devenus l'instrument d'une

prise de parole collective, et l'un de moyens de remédier au sentiment d'invisibilité qu'éprouve une partie croissante de la population.

La défiance des « gilets jaunes » à l'égard des médias dominants est cependant pour le moins paradoxale. Leur rejet de la télévision se concentre ainsi de manière presque obsessionnelle sur BFM-TV, alors que cette chaîne a été conçue, dès sa création, comme un média populaire: les « gilets jaunes » conspuent donc une chaîne dont ils sont le cœur de cible et qui, comme ses concurrentes, accorde une place considérable à leur mobilisation. Peu de mouvements sociaux ont en effet bénéficié d'une telle attention de la part des médias audiovisuels au cours des dernières décennies.

En retour, les chaînes d'information en général, et BFM en particulier, enregistrent depuis le début du mouvement des scores d'audience sans précédent. A certains égards, il existe même entre les « gilets jaunes » et la télévision un jeu de fascination réciproque qui se répète chaque samedi: honnies par les manifestants, les chaînes d'information continuent pourtant à leur offrir, semaine après semaine, une caisse de résonance à nulle autre pareille.

Les brutalités infligées à des journalistes depuis deux mois sont en outre trop massives et trop systématiques pour être excusables. Les responsables politiques, de droite comme de gauche, portent une responsabilité dans cette transformation des reporters envoyés sur le terrain en boucs émissaires de l'exaspération sociale. Ces dernières années, un nombre croissant d'hommes et de femmes politiques ont en effet cédé, par facilité ou par idéologie, à la tentation de désigner la presse à la vindicte populaire. Mais il est possible de s'interroger également sur l'influence exercée, auprès d'une fraction au moins des « gilets jaunes », par une critique radicale des médias apparue dans le courant des années 1990.

Les reproches que les « gilets jaunes » adressent à la presse écrite ou aux chaînes d'information ne sont pas pour autant illégitimes. Plateaux

de télévision trop uniformes, éditorialistes coupés de la réalité qu'ils sont censés décrire: cette crise a montré que les médias dominants ne sont pas irréprochables, loin de là, et qu'ils devront répondre à la remise en cause dont ils sont l'objet. Pour réduire la fracture béante qui s'est creusée progressivement avec une partie de la population, le plus urgent est peut-être de faire évoluer le recrutement des écoles de journalisme. Même si une prise de conscience semble déjà avoir eu lieu, le mouvement est à peine enclenché, et le monde du journalisme manque encore cruellement de diversité sociale, ethnique ou géographique.

ÉTONNANTE NAÏVETÉ

Cette nécessaire autocritique ne doit pas empêcher cependant de tenir un discours de vérité. Il convient en particulier de souligner le mirage de l'horizontalité que des médias alternatifs comme Facebook promettent à leurs utilisateurs. Bien plus que Twitter, le réseau social fondé par Mark Zuckerberg apparaît comme le symbole et le porte-voix du mouvement des « gilets jaunes ». Or, depuis la réforme de l'algorithme de Facebook, au début de l'année 2018, les contenus journalistiques ont été marginalisés dans les fils d'actualité au profit de conversations entre amis partageant les mêmes centres d'intérêt. Les groupes constitués par les « gilets jaunes » fonctionnent donc comme des espaces fermés, dans lesquels les rumeurs et les théories du complot peuvent prospérer, puisqu'elles ne sont contredites par personne.

La conception du journalisme défendue par les « gilets jaunes » doit elle-même être combattue. La presse ne trouve en effet grâce à leurs yeux que lorsqu'elle accepte d'être réduite au rôle d'adjuvant ou de compagnon de route. C'est le cas par exemple du média en ligne Brut, qui retransmet chaque journée de mobilisation sous la forme de longues vidéos filmées en direct de manière bienveillante. Les attentes des « gilets jaunes » traduisent ainsi une confusion entre jour-

LES ATTENTES DES
« GILETS JAUNES »
TRADUISENT UNE
CONFUSION ENTRE
JOURNALISME ET
COMMUNICATION

nalisme et communication, puisque le reporter idéal doit pour eux se contenter d'accompagner un mouvement social sans intervenir, sans filtrer et sans porter le moindre jugement critique.

Les « gilets jaunes » font preuve en outre d'une étonnante naïveté dans leur rejet des médias traditionnels. Le 5 janvier, lors de l'acte VIII, plus d'un millier de manifestants se sont par exemple réunis devant le siège de l'AFP pour hurler des slogans hostiles. Or, dans le même temps, les « gilets jaunes » crient leur soutien à *Russia Today* à chaque fois qu'ils croisent dans les rues parisiennes les reporters du média contrôlé par l'Etat russe.

Comment ne pas voir le paradoxe, voire l'absurdité, de ces deux attitudes opposées? Les « gilets jaunes » soupçonnent de partialité l'une des agences de presse les plus reconnues au monde. Mais ils choisissent en revanche d'accorder leur confiance à une chaîne financée par Vladimir Poutine, qui ne recule devant aucune manipulation pour déstabiliser les démocraties occidentales. Voilà un exemple de l'aveuglement auquel peut conduire la détestation systématique du journalisme: dans leur volonté d'échapper au système « oligarchique » de la presse française, les « gilets jaunes » deviennent les victimes consentantes d'un régime politique infiniment moins recommandable. ■

Alexis Lévrier est maître de conférences à l'université de Reims et chercheur associé au Gripic (Celsa-Sorbonne université)

Le journalisme est désormais honni pour être au service des élites

Au XIX^e siècle, la presse est détestée par la noblesse et la bourgeoisie. Elle fait maintenant face à une nouvelle hostilité, celle du peuple, détaille la politologue Géraldine Muhlmann

Par GÉRALDINE MUHLMANN

La haine des journalistes est aussi ancienne que le journalisme. Mais elle a changé de nature ces dernières années. Ce qui, pour le journalisme, change tout. La haine la plus « classique », profonde, envers la presse d'information, dès sa naissance au XIX^e siècle, était celle d'élites attachées à un certain ordre social, qui craignaient ce nouveau regard tous azimuts lancé sur la société – propre à devenir, comme disait Marx, « l'œil de l'esprit du peuple ». Car la spécificité de cette nouvelle presse de masse, qui a créé l'information moderne, c'était de publier non plus seulement des opinions, mais des histoires du monde présent, des choses vues – et vues partout – saisies par un nouveau « personnage »: le reporter.

Cette haine-là venait de loin. C'était, depuis les Lumières, celle que nourrissait l'aristocratie conservatrice envers le principe même de la liberté de la presse. Au XIX^e siècle, elle a gagné aussi une certaine bourgeoisie hantée par le cauchemar d'un peuple qui, voyant ce qu'il voit, pourrait se soulever. D'ailleurs, quand il l'avait fait, par le passé, la presse n'était jamais loin. Presque toutes les grandes figures de la Révolution française avaient été des directeurs de journaux. Pendant la Commune de Paris, en soixante-dix jours se sont créés 70 journaux.

L'imaginaire contre-révolutionnaire a, pour longtemps, et dans l'angoisse, associé la presse aux barricades.

Cette haine-là était si forte que ceux qui ne la partageaient guère, lorsqu'ils critiquaient certaines formes de journalisme se sentaient obligés de préciser, comme Zola en 1889: « *Je suis pour et avec la presse.* » C'est dire l'importance du « camp » adverse, qui était contre et sans la presse. Mais cette haine, en un sens, a aidé le journalisme moderne à définir son rôle en démocratie. A s'assumer, en effet, comme un projet consistant à rendre le peuple visible au peuple. A faire de cela un idéal à réaliser. Cette haine a compté aussi dans la perception, cette fois valorisée, que les démocraties ont longtemps eu du journalisme: malgré des crises, le journalisme était vu comme du côté du peuple, contre l'ordre établi.

LE « SPECTACLE » JOURNALISTIQUE

Ce qui a permis au journalisme, longtemps, de ne pas sombrer sous les coups d'autres manifestations hostiles. Comme, par exemple, l'hostilité de toutes les sortes de « militants » (y compris les militants du « peuple »), qui défendaient des visions du monde précises et fermes et qui, en général, l'histoire le montre, apprécient peu le regard libre et imprévisible du journaliste. Envoyé par la gauche anglaise observer les ouvriers du nord de l'Angleterre, George Orwell a rapporté, en 1937,

un reportage qui a fortement déplu à ses commanditaires. Il osait raconter la crasse, l'hygiène déplorable au sein de la misère ouvrière – tout ce que l'idéalisation militante renvoyait à des préjugés « petits-bourgeois » et préférerait ne pas voir.

Il y a aussi l'hostilité envers le « spectacle » journalistique. C'est là un problème sérieux (qui court de Rousseau à Guy Debord et bien d'autres) posé au journalisme: car si son rôle est de faire voir, comment échapper tout à fait au « spectaculaire »?

Mais ces critiques-là pouvaient être discutées, travaillées – obligeant tout journaliste à réfléchir, à s'amender parfois, mais aussi à assumer certaines choses – tant que demeurerait cette ancre: l'idée que, malgré ses risques et ses problèmes, le journalisme était au service du peuple. « *On public duty* », pour reprendre les mots d'un reporter américain du XIX^e siècle qui, à ce titre, demandait à la police de le laisser accéder à une scène de crime. Si cette ancre disparaît, ne serait-ce que dans la perception générale du journalisme, celui-ci est mis complètement hors circuit.

AUJOURD'HUI,
MÊME QUAND
LE JOURNALISTE
TRAVAILLE BIEN,
IL EST ENCORE
SUSPECT DE SERVIR
SOUTERRAINEMENT
LES SEULES ÉLITES

Or, c'est bien ce qui arrive, dans la plupart des démocraties occidentales, depuis quelque temps. Le journalisme n'est plus détesté pour être au service du peuple. Il est désormais honni pour être au service des élites et contre le peuple. Le « son » des autres critiques du journalisme s'en trouve tout à fait changé. Les « militants » ne dénoncent plus, dans le journaliste, le guetteur ou le flâneur qui ne regarde pas toujours comme il devrait (selon eux), mais un ennemi structurel, quoi qu'il fasse et dise. Le grand « spectacle » journalistique n'est plus un problème difficile qui se pose au journalisme malgré ses meilleures intentions: il est, purement et simplement, le divertissement, les jeux du cirque que les puissants donnent au peuple.

UN ENNEMI STRUCTUREL

Hier, même quand le journalisme travaillait mal – était insuffisamment curieux de tout ce qu'un peuple offre à regarder, s'embourgeoisait en somme – quelque chose dans ce métier, dans ses idéaux d'origine, était encore perçu et respecté. Aujourd'hui, même quand il travaille bien, il est encore suspect (de servir souterrainement les seules « élites »).

Les journalistes ont une part de responsabilité dans la genèse de cette situation. Ont-ils assez servi leurs idéaux, se sont-ils autocritiqués quand il le fallait, ont-ils travaillé, jour après jour, à éviter l'embourgeoisement de leur regard? Pas sûr. Florence Aubenas (*Le Monde* du 15 décembre) a justement noté que les « gilets jaunes » ont soudain rendu visibles des parties de la population qui, depuis longtemps, étaient devenues invisibles.

Dans les années 1960-1970, certains pans du journalisme (le *new journalism* américain, l'aventure du journal français *Libération*) avaient lutté contre les conformismes du regard. Tenté de *voir* plus de choses, et mieux. Changé les codes d'écritures. Influé sur tout le métier. Mais pour se mettre en question, sans doute faut-il un peu d'air. La presse actuelle va mal. Le financement général des médias met beaucoup de pression aux rédactions. Les temps sont rudes pour l'inventivité journalistique.

Pour autant, la situation dépasse de loin le journalisme, ses responsabilités et ce qu'il pourrait faire pour y remédier. Un long oubli politique général de la question des inégalités: il fallait bien cela pour faire naître ce climat actuel, qui traque sans relâche l'odieuse « élite », cachée dans tel commentaire, dans tel regard. Et sûrement d'autres facteurs encore, pour expliquer sans l'excuser ce complotisme qui s'offre des ennemis définitifs (journalistes « officiels ») mais aussi d'étranges amis (telle chaîne russe, telle chaîne YouTube proposée par un ancien proche d'Alain Soral); cette petite terreur qui couve contre la liberté de regarder et de penser le « peuple » – lui qui n'est pourtant que la rencontre d'une pluralité de points de vue. Les « gilets jaunes » en finiront-ils avec cette grimace, qui ne les résume pas? ■

Géraldine Muhlmann est professeure de science politique et de philosophie politique, université Paris-2 - Panthéon-Assas

L'architecture durable devra être modulable

Analyse

ISABELLE REGNIER
Service Culture

Paris compterait près de 1 million de mètres carrés de bureaux vacants. La région parisienne quatre fois plus, dont la moitié impossible à louer, selon les chiffres de 2014 fournis par l'Observatoire régional de l'immobilier d'entreprise (ORIE). A Paris, ville la plus dense d'Europe, où la pénurie de logements se fait chaque année plus criante, ces espaces vides ont un caractère scandaleux. Mais les transformer en logements n'est pas simple. Les normes et règlements étant différents, voire contradictoires, d'un programme à un autre, la mise en conformité requise par une reconversion impose des travaux dont les coûts sont souvent rédhibitoires.

En regard de l'intensification continue de la pression démographique et des ravages que cause sur l'environnement l'activité de destruction et de construction (la production de béton engloutit chaque année des milliards de tonnes de sable marin, entre autres), la rigidité de ce corset administratif paraît d'un autre âge. Comment le desserrer? Comment réactiver, plus généralement, les espaces inertes de nos villes saturées? Stimulant petit ouvrage publié par l'agence Canal Architecture en 2017 et coordonné par son cofondateur, Patrick Rubin, *Construire réversible* prend la question à bras-le-corps.

A partir d'une consultation menée auprès d'architectes, d'urbanistes, de responsables politiques, de promoteurs immobiliers, de notaires, etc., et de huit études de cas de bâtiments conçus dès l'origine pour des usages évolutifs, les auteurs établissent une série de principes qui permettraient selon eux de concevoir une architecture structurellement «réversible»: épaisseur du bâtiment et hauteur des étages à mi-chemin entre les normes en vigueur actuellement pour le logement et le bureau, système de circulation conciliant les impératifs de sécurité des différents usages, doubles hauteurs au rez-de-chaussée et au dernier étage permettant d'installer des lofts aussi bien que des commerces ou des espaces de coworking...

ANTICIPER LA MUTATION DES BÂTIMENTS

Dans un contexte de transformations économiques et sociétales accélérées, anticiper la mutation des fonctions apparaît comme le b.a.-ba d'une architecture durable. La démarche, qui s'apparente à un changement de culture, exige de la part des architectes une certaine humilité. Comme le résume Dominique Alba, directrice générale de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), dans le livre de Patrick Rubin, celle-ci obligerait à «laisser de côté la conception produit, qui domine depuis les années 1950-1960, pour aller vers une conception process. [Les architectes] ne sont qu'une partie du système qui est en train de muter. Il faut cesser d'énoncer "la" solution, et accepter une esthétique de la méthode».

Pour cette raison même, le principe a ses détracteurs, y compris chez les architectes les plus engagés pour la cause environnementale et le droit à expérimenter. Inventeur du «permis de faire», qui a inscrit dans la loi CAP de 2016 la possibilité de déroger à certaines réglementations pour faire évoluer les usages, Patrick Bouchain pointe ainsi le risque d'aboutir à une architecture générique. A la réversibilité programmée, il préfère le droit de détourner l'usage des lieux.

Mais nombre de ses confrères sont prêts à jouer le jeu, y compris parmi ses disciples. Commissaires du pavillon français à la dernière Biennale d'architecture de Venise, qu'ils ont placée sous le signe de la transformation des friches, les membres de l'agence Encore heureux pensent déjà dans ces termes nouveaux, comme en témoigne la structure de bois et de taule entièrement transformable qu'ils ont conçue en 2018 pour accueillir les Ateliers Médicis de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). «On dessine un bâtiment de façon à pouvoir le démonter pour récupérer la matière et potentiellement en faire autre chose», explique Nicola Delon, un de ses cofondateurs.

«UNE TRAME UNIVERSELLE»

Réversible ne veut pas nécessairement dire décroissant. A l'heure du «coworking», du «coliving» (structures hybrides entre l'hôtellerie et la colocation), de l'hybridation tous azimuts des fonctions, le marché est demandeur d'espaces fluides et modulables. En pointe sur le sujet, Philippe Chiambaretta a conçu son Stream Building, actuellement en chantier sur le site de Clichy-Batignolles (Paris 17^e), comme un écosystème évolutif: une structure en bois qui va rassembler «de l'hôtel, du bureau ou du commerce pour aujourd'hui, mais aussi pour demain», ainsi qu'un vaste jardin potager sur le toit, et une houblonnerie rattachée à une brasserie... En s'appuyant sur l'expertise technique de nombreux partenaires, cet architecte-chercheur-businessman dit avoir inventé là «une trame universelle pour lutter contre l'obsolescence programmée des bâtiments».

Lauréat du concours Réinventer Paris, le Stream Building incarne ce type d'«immeubles pluriels» que Jean-Louis Missika, adjoint à la maire de Paris chargé de l'urbanisme, entend favoriser dans le cadre d'une stratégie globale de valorisation de tous les espaces de la capitale, y compris les moins évidents. Le 15 janvier, l'annonce des lauréats de l'appel à projets Réinventer Paris II révélera une trentaine de projets destinés à revitaliser les sous-sols de la capitale. A l'autre extrémité, les toits apparaissent comme une nouvelle frontière pleine de promesses. Depuis que la loi ALUR, en 2014, a assoupli la contrainte, on voit des immeubles se surélever un peu partout. Et on ne compte plus les projets qui conçoivent le *rooftop* comme un deuxième sol, seulement plus agréable puisqu'il vous colle la tête dans les nuages. Un espace propice, comme l'écrit l'historien et journaliste Olivier Darmon dans son livre *Habiter les toits* (Gallimard, «Architecture - Alternatives», 2018), «à laisser s'inventer librement de nouvelles manières d'habiter ensemble». ■

Trois hivers dans la rue

Le livre



BELLEVILLE AU CŒUR
de Christian Page
avec Eloi Audoin-Rouzeau
Ed. Slatkine & Cie,
160 p., 15 euros

Né à Versailles, il a passé son enfance en Suisse, puis est devenu sommelier à Paris, dans un restaurant chic de la Madeleine. Jusque-là, tout allait bien pour Christian Page. Trop bien, peut-être. Un jour, à cause de ce qu'il appelle «le triple sacrement de la poisse» – quand le couple, le boulot et le logement se mettent à dysfonctionner simultanément –, sa vie a basculé. Non seulement sa femme l'a quitté mais il n'a plus pu voir son fils et, sans très bien comprendre, il s'est retrouvé à la rue.

Comme ça va vite, ce genre de détricotage. Et comme seront longues les années qui suivront. Trois hivers sans domicile fixe: c'est le «roman» de sa survie – ou plutôt de sa sous-vie – que Christian Page décrit ici. Un texte qu'il avait, explique-t-il, commencé à rédiger sur Twitter jusqu'à ce qu'Eloi Audoin-Rouzeau lui prête sa (jolie) plume et l'aide à transformer ses feuillets en un

récit passionnant, étonnamment vivant et gai.

«J'ai décidé d'exister en me montrant tel que je suis», écrit Christian Page. Depuis son port d'attache sur la place Sainte-Marthe (dans le 10^e arrondissement de Paris), l'homme raconte tout dans les moindres détails: ses frères et sœurs d'infortune – Nasim, le prof déchu, Lilian, le toxico, qui «arrive à se dégoter de l'opium auprès des Pachtouins», Sarah, à la fois forte et vulnérable – mais aussi les clans, la violence, l'alcool, les agressions, les viols.

TÉNÉBRES

Il dit les rats, la gale, les «crackmen», les «dépouilleurs» toujours aux aguets et le sac-maison qui pèse une tonne. Il dit aussi les «jeunes à la ramasse», les petits Marocains sans famille qui sont «très forts pour passer inaperçus». Il dit enfin «le moindre rhume qui peut virer au cauchemar», les pathologies psychiatriques si nombreuses dans la rue et l'accès aux soins toujours plus difficile depuis le plan Vigipirate.

Dans ces ténébres, il y a parfois un rai de soleil, un «bon Samari-

tain» qui vous offre une nuit d'hôtel avec eau chaude à volonté, un avocat providentiel rencontré par hasard, un coup de fil d'Emmaüs avec à la clé le logement qu'on n'attendait plus...

La vie dans la rue, tout le monde croit pouvoir se la représenter. Pourtant, il faut aller s'asseoir avec Christian Page sur le muret de la place Sainte-Marthe pour la vivre et la comprendre de l'intérieur. Pour l'éprouver durement pendant ces 160 pages, mais aussi pour en sourire souvent, tant le ton du livre n'est jamais larmoyant, jamais misérabiliste. Tant l'humour et l'ironie – c'est un tour de force – finissent presque toujours par triompher.

Largement médiatisé, Christian Page, l'homme au bandana rouge, est passé sur de nombreux plateaux de télévision pour dire que «la rue tue» – statistiquement plus d'une personne par jour. Si son histoire est un conte d'hiver qui finit bien, le lire aujourd'hui est aussi une manière de rendre hommage à tous ceux qui n'ont pas eu sa chance. ■

FLORENCE NOUVILLE



LA CHRONIQUE
DE THOMAS PIKETTY

1789, le retour de la dette

Avec les «gilets jaunes», on a vu fleurir l'idée d'un référendum sur l'annulation de la dette publique. Pour certains, ce type de propos, déjà entendus en Italie, souligne l'ampleur du danger «populiste»: comment peut-on imaginer ne pas rembourser une dette? En réalité, l'histoire montre qu'il est habituel d'avoir recours à des solutions exceptionnelles quand la dette atteint de tels niveaux. Pour autant, un référendum ne permet pas de régler un problème aussi complexe. Il existe de multiples façons d'annuler une dette, avec des effets sociaux très différents. C'est de cela qu'il faut débattre, au lieu d'abandonner ces décisions à d'autres et aux crises à venir.

Pour que chacun puisse se faire son opinion, je vais donner ici deux séries d'informations, d'abord sur les règles européennes actuelles, ensuite sur la façon dont des dettes de cette ampleur ont été traitées dans l'histoire.

Commençons par les règles européennes, qui sont mal connues et suscitent une certaine confusion. Beaucoup continuent de se référer à la «règle des 3 %» et ne comprennent pas pourquoi l'Italie, qui envisageait un déficit de 2,5 % du PIB, avant de transiger sur 2 %, se retrouve mise à l'index. L'explication est que le traité de Maastricht (1992) a été amendé par le nouveau traité budgétaire adopté en 2012. De son vrai nom Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), ce texte prévoit désormais que le déficit ne doit pas dépasser 0,5 % du PIB (article 3), à l'exception toutefois des pays dont la dette est «sensiblement inférieure à 60 % du PIB», auquel cas le déficit peut atteindre 1 %. Sauf «circonstances exceptionnelles», le non-respect de ces règles entraîne des pénalités automatiques.

Précisons que le déficit visé par ces textes est toujours le déficit secondaire, c'est-à-dire après paiement des intérêts de la dette. Si un pays a une dette égale à 100 % du PIB, et que le taux d'intérêt est de 4 %, alors les intérêts seront de 4 % du PIB. Pour réaliser un déficit secondaire limité à 0,5 %, il faudra donc réaliser un excédent primaire de 3,5 % du PIB. Autrement dit, les contribuables devront payer des impôts plus élevés que les dépenses dont ils bénéficient, avec un écart de 3,5 % du PIB, possiblement pendant des décennies.

L'approche du TSCG n'est pas illogique: à partir du moment où l'on refuse les annulations de dette, que l'inflation est quasi nulle et la croissance limitée, alors seuls d'énormes excédents primaires peuvent réduire des dettes de l'ordre de 100 % du PIB. Il faut cependant mesurer les conséquences sociales et politiques d'un tel choix.

Bien qu'amoindris par des taux inhabituellement bas, qui ne du-

J
Thomas Piketty est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et professeur à l'Ecole d'économie de Paris

reront peut-être pas éternellement, les intérêts sont actuellement de 2 % du PIB en zone euro (le déficit moyen est de 1 %, et l'excédent primaire de 1 %). Soit plus de 200 milliards d'euros par an, à comparer, par exemple, avec les malheureux 2 milliards par an investis dans le programme Erasmus. C'est un choix possible, mais est-on bien sûr que ce soit le meilleur pour préparer l'avenir? Si l'on consacrait de telles sommes à la formation et à la recherche, alors l'Europe pourrait devenir le premier pôle mondial d'innovation, devant les Etats-Unis. En Italie, les intérêts représentent 3 % du PIB, soit 6 fois plus que le budget de l'enseignement supérieur.

Inflation et prélèvements

Ce qui est sûr, c'est que l'histoire montre qu'il existe d'autres façons de procéder. On cite souvent l'exemple des grandes dettes du XX^e siècle. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni se sont retrouvés avec des dettes comprises entre 200 % et 300 % du PIB dans l'après-guerre, qui n'ont jamais été remboursées. Celles-ci ont été supprimées en quelques années par un mélange d'annulations pures et simples, d'inflation et de prélèvements exceptionnels sur la propriété privée (ce qui est la même chose que l'inflation, mais en plus civilisée: on peut mettre davantage à contribution les plus riches et préserver la classe moyenne). La dette extérieure allemande a été gelée lors des accords de Londres, en 1953, puis définitivement supprimée en 1991. C'est ainsi que l'Allemagne et la France se sont retrouvées sans dette publique et en capacité d'investir dans la croissance des années 1950-1960.

La comparaison la plus pertinente concerne toutefois la Révolution de 1789. Incapable de faire payer des impôts à ses privilégiés, l'Ancien Régime avait accumulé une dette d'environ une année de revenu national, voire une année et demie si l'on inclut les ventes de charges et offices (qui étaient une façon pour l'Etat d'obtenir de l'argent tout de suite en échange de revenus futurs prélevés sur la population). En 1790, l'Assemblée obtint la publication nominative du grand-livre des pensions, qui contenait aussi bien des rentes à des courtisans que des paiements à d'anciens dignitaires, avec des versements dix ou vingt fois plus élevés que le revenu moyen, qui firent scandale (la comparaison avec le salaire de la présidente de la Commission du débat public saute aux yeux). L'ensemble se termina par la mise en place d'une fiscalité un peu plus juste et, surtout, par la banqueroute des deux tiers et la grande inflation des assignats.

Par comparaison, la situation actuelle est à la fois plus complexe (chaque pays détient une partie de la dette des autres) et plus simple: on dispose, avec la Banque centrale européenne, d'une institution permettant de geler les dettes, et on pourrait adopter une fiscalité européenne plus juste en mettant enfin en place une Assemblée souveraine. Mais si l'on continue d'expliquer qu'il est impossible de mettre à contribution les plus riches Européens, et que seules les classes immobilières doivent payer, alors on s'expose inévitablement à de graves révoltes à venir. ■

DANS L'APRÈS-
GUERRE,
L'ALLEMAGNE,
LA FRANCE
ET LE ROYAUME-UNI
SE SONT RETROUVÉS
AVEC DES DETTES
QUI N'ONT JAMAIS
ÉTÉ REMBOURSÉES



L’AIR DU TEMPS | CHRONIQUE
PAR CLARA GEORGES

Rose jambon

Malgré des bonnes résolutions de début de semaine, cette chronique ne portera pas sur le lundi vert – l’appel de chercheurs et de personnalités à arrêter de manger viande et poisson un jour sur sept. Commençons la semaine en rose. Rose jambon.

Dans notre enfance, tout était simple. Les poissons étaient carrés, les jambons roses, grâce aux nitrites dont on les gavait jusqu’à l’os. Avec une purée Mousline, on s’en payait une bonne tranche. Il y a les classiques « Torchon » et « Supérieur », les « Paris » et « Label rouge », les avec ou sans couenne. Depuis quelques années, les « sel réduit » et autres « bio » jouent des coudes. Et voilà qu’en 2018, pour ajouter à la confusion, de nouvelles références se sont invitées dans les meubles frigorifiques. Ces créations sont recensées par le magazine de la distribution alimentaire *Linéaires*, dans son hors-série annuel, « Innovations » – que nous avons dévoré.

Voici donc venus le « sans nitrites » d’Intermarché, le « sans antibiotiques » de Madrange, ou encore le jambon gris de Biocoop, qui mise sur une couleur naturelle comme gage de qualité – d’ailleurs ! Faites place aussi au « végétarien » d’Aoste (à base de blancs d’œufs, et dont la liste de ce qu’il ne contient pas est plus longue que celle des ingrédients), et enfin au « jambon 4.0 » de Bio-porc – qui n’a pas changé de logiciel, juste de recette.

Carnivores raisonnés

Bref, les professionnels du porc se décarcassent. Car pour eux, la période est aussi grise qu’un jambon sans nitrites : depuis 2015, les ventes de la vedette du rayon charcuterie chutent. Une baisse continue, d’environ 2 % à 3 % par an en volume.

Osons une hypothèse. Et si le jambon, ce bon vieux fond de frigo, était le miroir de notre époque ? Si dans ce bout de cuisse on pouvait lire les obsessions de notre société ? Crises sanitaires, montée du végétarisme, inquiétudes environnementales, défiance envers l’industrie, arbitrage entre qualité et prix : apparemment, tout est dans le cochon, tout et surtout ce qui n’est pas bon. A l’instar de l’indice jambon-beurre, qui évalue le pouvoir d’achat, inventons un indice jambon blanc, qui mesure les angoisses et les aspirations des Français – en tout cas de ceux qui ne s’interdisent pas d’en consommer, c’est-à-dire 78 % des adultes et 76 % des enfants chaque semaine.

Dans les années 1970, gruiilik : les algues vertes envahissent la Bretagne, où l’élevage intensif pollue. La multiplication des porcs ne serait donc pas le miracle promis ?

Puis tout s’emballe : vache folle, grippe porcine, risques cardiovasculaires, la bidoche fait peur. A la génération des viandards succède celle des carnivores raisonnés. La consommation de viande en

POUR SAUVER
LEUR COUENNE, LES
CONSOMMATEURS
GOÛTENT À AUTRE
CHOSE. ADIEU
COCHONNAILLE

LES PROFESSIONNELS
DU PORC SE
DÉCARCASSENT.
CAR POUR EUX, LA
PÉRIODE EST AUSSI
GRISE QU’UN JAMBON
SANS NITRITES

France diminue, mais le jambon fait de la résistance. En temps de crise, c’est un produit refuge. Mais depuis trois ans, tout conspire à lui nuire : l’OMS, qui a classé en 2015 la charcuterie au rang des aliments probablement cancérigènes ; les journalistes, avec l’émission « Cash Investigation », en 2016, sur les dangers des nitrites ; les associations qui dénoncent les conditions d’élevage et d’abattage des porcs ; les mises en garde sanitaires sur les OGM, les antibiotiques, la malbouffe, le sel, le Nutri-Score et l’âge du capitaine.

Les consommateurs boudent. Pris pour des jambons, disent-ils ! Roulés comme des endives ! Pour sauver leur couenne, ils goûtent à autre chose. Adieu cochonnaïlle : ils essaient le jambon sans viande – dans le jargon, on appelle ça du « simili-carné », bon appétit. Ou bien ils achètent bio, plus cher mais rassurant. Et c’est ainsi qu’on change le monde à coups de torchon, s’enflamme David Garbous, qui, sous son costume de directeur du marketing stratégique chez Fleury Michon, prépare la révolution. « *L’alimentaire, c’est l’un des rares sujets sur lesquels les gens peuvent reprendre le pouvoir facilement. On leur demande d’arrêter de prendre leur voiture, de moins polluer, mais ce sont des contraintes lourdes. Le jambon, ça se joue à quelques centimes, et c’est un choix de société. Quand vous achetez du bio, vous favorisez un système face à un autre.* » Aux Parme, citoyens !

Sauf que... 98 % du jambon bio vient du Danemark, chez Fleury Michon comme chez ses concurrents. En France, presque personne n’élève de porcs bio. Parce que, comme l’explique aimablement Vincent Legendre, expert à l’Institut du porc, dans le cochon, il n’y a pas que des jambons. Les éleveurs ont besoin de tout vendre pour rentabiliser leur animal. Or, la demande pour des oreilles bio n’est pas forte. Et le museau ? Et le museau ! Et les pattes ? Et les pattes ! Pâté d’alouette !

Dommage : ça aurait de la gueule, à la carte d’un resto, un pied de cochon bio. Nous sommes décidément pétris de contradictions. Des mangeurs de porc industriel danois qui ne jurent que par le producteur local. En voici d’ailleurs un qui a eu du nez (qui a dit du groin ?) : Yves Le Guel, la soixantaine, est patron de l’unique salaison parisienne, Doumbéa, rue de Charonne (qui a dit Charogne ?).

A l’intérieur, 180 jambons « Prince de Paris » suivent leur bonhomme de chemin : désosage, mise en saumure, enfilage de chaussette synthétique pour le serrer (jadis, on utilisait un torchon, tout se perd), mise sous presse, cuisson puis huit jours de repos. Ses produits ne sont pas bio, mais le Tout-Paris branché les met à la carte. Pourquoi ? Parce que le jambon est artisanal. Et ça, dans une ville où tous les diplômés de HEC rêvent d’ouvrir une fromagerie ou de plonger leurs mains manucurées dans une pâte à pain, c’est le Graal.

Trêve de fantasmes. Demain, nous ne serons pas tous charcutiers. Demain, tous les jambons ne seront pas gris. Sauf à voir la vie en rose. ■

VENEZUELA, L’ILLÉGITIMITÉ AU POUVOIR

ÉDITORIAL

Le 10 janvier, Nicolas Maduro a été officiellement investi pour un deuxième mandat à la tête du Venezuela. De manière symbolique, et contrairement à ce que prévoit la Constitution, l’héritier d’Hugo Chavez a choisi de prêter serment non pas devant l’Assemblée nationale, contrôlée par l’opposition et qu’il a dépouillée de ses prérogatives, mais devant la Cour suprême, composée de juges à ses ordres.

Cette cérémonie d’investiture aura surtout été l’occasion pour le président Maduro de constater son isolement diplomatique, tant les rangs des dignitaires étrangers étaient clairsemés. Les Etats-Unis, le Canada et les pays membres de l’Union européenne brillaient par leur absence, de même que la majorité des pays d’Amérique latine. Quel-

ques jours plus tôt, douze d’entre eux avaient appelé le président vénézuélien à renoncer et à transférer le pouvoir au Parlement. L’UE, considérant que l’élection présidentielle de mai 2018 n’avait été « *ni libre ni crédible* », a demandé l’organisation d’un nouveau scrutin, « *libre et juste* ». Seuls les dirigeants de Cuba, du Nicaragua et de Bolivie avaient fait le déplacement, aux côtés de représentants de la Chine et de la Russie.

Paria de la communauté internationale, Nicolas Maduro, 56 ans, règne sur un pays en ruines. L’économie du Venezuela, pays producteur de pétrole, s’est totalement effondrée. Le FMI prévoit que l’inflation atteindra 10 millions pour cent en 2019. Le pays est désormais si misérable et dans une impasse politique et institutionnelle si totale que 2 millions et demi d’habitants l’ont quitté depuis trois ans. Jamais en Amérique latine un pays ne s’est autant vidé de sa population. Jamais les pays voisins du Venezuela n’ont été confrontés à un tel mouvement de population, supérieur à celui que l’Europe a vécu depuis 2015 avec l’arrivée de réfugiés et de migrants d’Afrique et du Moyen-Orient.

L’un des voisins du Venezuela, le Brésil, est dirigé depuis le 1^{er} janvier par un président d’extrême droite, Jair Bolsonaro, qui n’a pas caché au cours de sa campagne qu’il considérait Cuba et le Venezuela comme des régimes hostiles : ce n’est pas auprès de

lui que M. Maduro pourra chercher de l’aide. Mais c’est surtout en Colombie et, dans une moindre mesure, en Equateur, que l’arrivée massive de migrants vénézuéliens risque de provoquer une crise grave. La Colombie, qui en a déjà accueilli 1 million, a demandé aux institutions internationales de l’aider à supporter le coût de ce flux migratoire exceptionnel.

Rien ne permet de penser que cette fuite va se tarir, au contraire ; selon plusieurs experts, plus de 5 millions de Vénézuéliens auront rejoint les routes de l’exode d’ici à la fin de l’année. A mesure que leurs conditions de vie se détériorent, les Vénézuéliens se détournent chaque jour un peu plus de celui qui se réclame de la révolution bolivarienne lancée par le président Chavez, mort d’un cancer en 2013. Selon l’institut de sondage local Datanalysis, près des trois quarts des Vénézuéliens souhaitent le départ de Nicolas Maduro et 42 % voudraient le voir évincé par un coup d’Etat militaire. L’armée, cependant, semble continuer à le soutenir.

Quatorze pays d’Amérique latine ont constitué, en 2017, le « groupe de Lima » pour tenter de trouver une solution à la crise vénézuélienne. Il est aujourd’hui, plus que jamais, de leur responsabilité de surmonter leurs divergences politiques et de renouveler leurs efforts, afin d’éviter que ce qui est déjà une crise régionale ne s’aggrave encore. ■

PORTES OUVERTES
DU 18 AU 21 JANVIER**



Le SUV
en classe confort.



NOUVEAU SUV
CITROËN C5 AIRCROSS



Suspensions avec Butées Hydrauliques Progressives®
3 sièges arrière indépendants et de même largeur
Volume de coffre record jusqu’à 720 L*
Grip Control avec Hill Assist Descent*
Boîte de vitesses automatique EAT8*
Sièges Advanced Comfort*
20 aides à la conduite*



CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau SUV Citroën C5 Aircross PureTech 130 S&S BVM6 Shine avec options Jantes alliage 19" ART Diamantées, Pack Park Assist, teinte Blanc Nacré et Pack Color Red Anodisé (390 €/mois après un 1^{er} loyer de 3 700 € selon les conditions de l’offre détaillée ci-après). (1) Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km d’un Nouveau SUV Citroën C5 Aircross PureTech 130 S&S BVM6 Start neuf, hors option : soit un 1^{er} loyer de 3 700 € puis 35 loyers de 249 € incluant l’assistance, l’extension de garantie et l’entretien au prix de 23 €/mois pour 36 mois et 30 000 km (au 1^{er} des deux termes échelonné). Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulable, valable jusqu’au 31/01/19, réservée aux particuliers, dans le réseau Citroën participant et sous réserve d’acceptation du dossier par CREDIPAR/PSA Finance France, locataire gérant de CLV, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 92623 Gennevilliers Cedex. Citroën C5 Aircross est éligible à la prime à la conversion gouvernementale (conditions sur www.service-public.fr sous réserve de publication du décret pour l’année 2019). *Équipement de série, en option ou non disponible selon version. **Selon autorisation préfectorale.

CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU SUV CITROËN C5 AIRCROSS : DE 4,1 À 5,8 L/100 KM ET DE 106 À 132 G/KM.

Pétrole : l'Arabie saoudite au cœur de la flambée des cours

- Après dix jours consécutifs de hausse, les cours du baril de brent ont franchi la barre des 60 dollars pendant la semaine
- Riyad, premier exportateur mondial, a annoncé mercredi vouloir réduire plus que prévu sa production en janvier et février
- Cette remontée brutale des prix traduit l'influence que conserve l'Arabie saoudite sur le marché pétrolier

PAGE 3



Le champ de pétrole de Khurais, en Arabie saoudite. ALI JAREKJI/REUTERS

IDÉES
ÉLITES ET « GILETS JAUNES » :
LES RAISONS DU DIVORCE PAGES 6-7

TRANSPORTS
LE MODÈLE D'UBER FRAGILISÉ
PAR LA JUSTICE FRANÇAISE PAGE 4

RECHERCHES | CHRONIQUE PAR PAUL SEABRIGHT

La politique industrielle au tamis de l'évaluation

P lan Calcul de 1966, nucléaire et TGV des années 1970, les 13 « filières » et les 34 « plans industriels » d'Arnaud Montebourg en 2013, l'Etat français a régulièrement lancé des projets de politique industrielle, aussi régulièrement vantés pour leur réussite que critiqués pour leur inefficacité et le « gaspillage » d'argent public dépensé. Le débat est tout aussi vif au sujet des aides publiques versées aux entreprises ou aux bassins d'emploi en difficulté.

Il est en effet difficile d'évaluer ces politiques. Comment savoir si les entreprises qui reçoivent des subventions auraient fait mieux ou moins bien sans subventions ? Comment savoir si elles auraient embauché autant d'employés, fait autant d'investissements ? Il en est de même pour l'évaluation des régions bénéficiaires de subventions, qui sont justement celles qui auraient connu des conditions plus difficiles en leur absence. Les subventions pourraient avoir un effet bénéfique, sans forcément les rendre plus performantes que les régions qui n'avaient pas connu de difficultés.

Et il ne faut surtout pas penser que c'est en demandant aux bénéficiaires qu'on pourra faire un bilan objectif des aides reçues...

Heureusement, une étude parue il y a quelques jours dans la prestigieuse *American Economic Review* nous permet d'estimer l'impact d'un programme britannique de soutien aux entreprises dans des régions en difficulté (« *Some Causal Effects of an Industrial Policy* », Chiara Criscuolo, Ralf Martin, Henry G. Overman et John Van Reenen, *American Economic Review* n° 109/1, janvier 2019).

L'impact positif dans les PME

Grâce à un changement des règles européennes d'éligibilité pour les régions en difficulté en l'an 2000, les auteurs ont pu identifier des zones économiques qui ont changé de catégorie. Parmi quelque 10 000 zones économiques étudiées, dont le tiers étaient éligibles avant l'an 2000, 486 sont devenues éligibles après 2000, alors que 1106 ont perdu leur éligibilité. Le fait de comparer les zones qui ont changé de statut à celles dont l'éligibilité est restée inchangée permet aux

auteurs de tirer quatre conclusions. La première est qu'une augmentation de 10 % du plafond de subventions à l'investissement induit une hausse d'environ 10 % de l'emploi dans le secteur manufacturier, ainsi qu'une baisse d'environ 4 % du chômage total. La deuxième conclusion est que la plus grande part de cet impact provient de la création de nouvelles activités économiques, et non, par exemple, de la délocalisation d'activités venues des zones voisines non aidées.

Ces deux premières conclusions sont donc très positives. Il faut cependant les tempérer à certains égards. La troisième conclusion est que l'impact positif des subventions se situe entièrement dans les entreprises de moins de cinquante employés. Or, les grandes entreprises sont celles qui reçoivent le plus de subventions, qui ne changent pas vraiment leur comportement. On sait par ailleurs que ces grandes entreprises sont plus souvent demandeuses de subventions que les PME, grâce notamment à leur influence politique et à leur capa-

cité managériale à gérer les dossiers de demandes.

Quatrième conclusion, le supplément d'emplois et d'investissements constaté par les auteurs ne se traduit pas par un accroissement de la productivité. Les activités induites par les subventions ne sont pas plus innovatrices, plus efficaces ou plus productives que celles déjà existantes.

Ces deux bémols sont peut-être liés : les grandes entreprises, plus habiles à plaider leur cause lorsqu'il s'agit de rechercher des subventions, ne sont-elles pas aussi celles qui ont le plus tendance à louer de manière exagérée les bénéfices à espérer en termes d'innovation technologique et de productivité ? Si cette étude réhabilite, en quelque sorte, la capacité de la politique industrielle à soutenir l'emploi et l'investissement, elle propose aussi une vision plus mesurée des résultats à attendre que celle vantée par la sémantique des « champions nationaux » ou européens. ■

Paul Seabright est économiste, professeur à l'Institut d'études avancées de Toulouse.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'ORGE, CE N'EST PAS DE LA PETITE BIÈRE

Assis sur un tas d'or. Ou plutôt d'orge. La précieuse céréale mérite cette année ce glissement sémantique. Tant il était préférable de récolter l'été dernier ces grains que de compter ses gains en napoléons. Depuis août, en effet, l'orge se ren-gorge. Son cours s'est enflammé au gré de la hausse du mercure estival. La canicule a grillé des espoirs de récolte en Australie mais aussi en Europe et en particulier en Allemagne. Tandis que la moisson canadienne était maigre. Résultat, le stock mondial s'est retrouvé au plus bas depuis une trentaine d'années. Un allègement qui par effet de bascule a fait monter les prix. La tonne d'orge a dépassé la barre des 200 euros et la tutoie encore.

Les céréaliers français ont tiré leur épi du jeu. Même s'ils ont eu des sueurs froides, la plupart sont passés entre les gouttes de la canicule. Ils ont engrangé près de 9,4 millions de tonnes d'orge. Faisant ainsi quasiment jeu égal avec les Allemands, et leurs 9,5 millions de tonnes. De quoi pousser à la roue les exportations françaises. Selon l'institut public FranceAgriMer, la France a déjà écoulé 1,3 million de tonnes hors de l'Union européenne. Première destination et de loin avec près de la moitié des volumes : l'Arabie saoudite.

« *L'Arabie saoudite a décidé depuis deux ans d'arrêter la culture par manque d'eau et mise sur l'élevage, en particulier de dromadaires. Elle importe 7 à 8 millions de tonnes d'orge par an, c'est considérable* », explique Rémi Haquin, président du conseil spécialisé dans les céréales de FranceAgriMer. Rien n'est trop bon pour les fines gueules que sont les camélidés très chouchoutés dans ce pays

de l'or noir. Même si l'orge vaut de l'or...

La Chine aussi importe des tombereaux d'orge. D'abord pour remplir les auges et nourrir les troupeaux, la première utilisation de cette céréale et de loin. Même si le renchérissement des grains tend à réduire les rations au profit du maïs. Mais pas que. Pour arroser les gosiers chinois assoiffés, bière et malt font la paire. A condition de sélectionner les variétés les plus prisées.

Le débouché du whisky

L'orge brassicole tient donc le haut du panier. D'autant que les microbrasseries ont leurs exigences et dynamisent le marché. Sans oublier que le malt entre aussi dans la composition du whisky. Des débouchés qui n'ont pas échappé aux coopératives céréalières françaises.

A l'exemple d'Axéreal. Sa filiale Boortmalt transforme 500 000 tonnes d'orge récolté par ses adhérents dans son usine française à Issoudun (Indre), mais aussi à Anvers où elle se targue de détenir la plus grosse malterie mondiale. Axéreal espère étendre Boortmalt hors d'Europe en négociant une reprise de l'activité malt de l'américain Cargill, troisième malteur mondial, derrière les français Soufflet et Malteurop. La coopérative fait mousser sa filiale, symbole, selon elle, « *de la création de valeur* », un discours doux aux oreilles des agriculteurs-coopérateurs. Surtout si les marges du blé français sont laminées par les rouleaux compresseurs russe et ukrainien. Et si l'orge était plus précieuse que le blé ? Honni soit qui malt y pense. ■

LAURENCE GIRARD

La science du bien-être

NOUVELLE FORMULE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Les agriculteurs membres de C'nos terroirs, un magasin de vente de denrées alimentaires, à Seynod (Haute-Savoie), en juillet 2014.
OLIVIER GAY-PERRET

Quand les agriculteurs tiennent boutique

Dans la commune haut-savoyarde de Seynod, à quelques encablures du lac d'Annecy, un supermarché un peu particulier ne désemplit pas. Produits laitiers, fromages, fruits, légumes, viande, pain, vins, miel, biscuits... les rayons sont appétissants et bien achalandés. Pourtant, ne cherchez pas, parmi les actionnaires de ce magasin, les grands noms de la distribution française. C'nos terroirs est entre les mains d'une douzaine d'agriculteurs savoyards.

L'aventure a commencé en 2012. « La commune de Seynod nous avait d'abord sollicités pour fournir la cuisine centrale de la commune qui livrait le restaurant scolaire. Puis ils ont financé la construction du magasin sur un terrain attendant », raconte François Thabuis, producteur de lait, de tomme et de reblochon fermier, au sein de l'exploitation Le Vent des cimes, à Serraval (Haute-Savoie). Avec une douzaine d'associés, il décide de relever le défi : devenir commerçant. Six ans plus tard, le résultat est là. « Le chiffre d'affaires de C'nos terroirs a encore bénéficié d'une progression à deux chiffres en 2018 », assure M. Thabuis.

L'enjeu pour les agriculteurs qui montent leur propre boutique est de mieux valoriser leur production. D'obtenir un revenu décent de leur travail. En circuit court, l'agriculteur garde une part plus importante de la marge. Même si, souvent, la démarche n'est pas exclusive et que le producteur continue, en parallèle, à vendre auprès des grossistes ou de la grande distribution. Pour Le Vent des cimes, C'nos terroirs représente 20 % de son chiffre

Pour mieux valoriser leurs denrées et limiter les intermédiaires, des producteurs ouvrent leurs magasins et même leurs supermarchés

d'affaires. Et la marge d'un fromage commercialisé dans le magasin est supérieure de 40 % à celle d'une vente à un grossiste.

Passer de l'étable à l'étal n'est, toutefois, pas tâche aisée. « L'exercice est très chronophage », affirme M. Thabuis, soulignant que chaque producteur doit assurer trois ou quatre permanences, matinée ou après-midi, par mois. Même si un second salarié vient d'être embauché, la présence des agriculteurs est cruciale pour répondre aux questions des consommateurs. Comme, par exemple, leur expliquer que lorsque les chèvres sont tarées, certains laitages ne sont plus en rayon... Ou leur confirmer qu'ils ne trouveront pas d'oranges ou d'ananas à l'étalage. Mais aussi raconter les choix de production, en alpage, selon un modèle fermier ou en agriculture raisonnée, voire en bio. La proximité avec le consommateur permet d'entrer dans les détails, d'éviter les raccourcis simplificateurs.

Toutefois, la volonté affichée est d'assurer une offre régulière et de plus en plus diver-

sifiée. C'nos terroirs accueille, au-delà de son cercle d'associés, des producteurs en mode dépôt-vente : un artisan boulanger, un fabricant de macarons et même un pêcheur du lac du Bourget, en Savoie. Et n'hésite pas à recruter hors des frontières savoyardes lorsqu'il n'y a pas d'alternative. Pêches et abricots de la Drôme, châtaignes d'Ardèche, noix de Grenoble ou pâtes de l'Ain complètent l'assortiment. Le cercle du local s'élargit à la périphérie.

C'nos terroirs n'est pas un cas isolé. Ferme en ville à Belleville-sur-Saône (Rhône), Court-circuit à Clohars-Carnoët (Finistère), Hop'la à Oberhausbergen (Bas-Rhin)... les exemples ne manquent pas. Le site Web Magasin de producteurs en dénombre 356 en France. Sans oublier de donner la liste des fermetures, car, parfois, l'aventure tourne court.

Certains tentent d'organiser, à plus grande échelle, ces initiatives collectives et locales. Une quarantaine de magasins de producteurs ont choisi de se fédérer au sein d'un réseau sous l'enseigne Les Boutiques paysannes. Avec son coquelicot à la boutonnière, elle est née de la fusion de deux associations, Boutiques paysannes d'Occitanie et Terre d'envies, qui regroupent des points de vente situés essentiellement en Auvergne-Rhône-Alpes. L'objectif est d'assurer, grâce à une charte contrôlée par un organisme certificateur, en l'occurrence Veritas, la cohérence de la démarche. Et, en particulier, d'affirmer qu'il n'y a pas d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Une manière de couper l'herbe sous le pied des nombreux « imitateurs ».

L'IMAGE DES PETITS PRODUCTEURS A LA COTE AUPRÈS DE FRANÇAIS DE PLUS EN PLUS REGARDANTS SUR LE CONTENU DE LEUR ASSIETTE ET LA PROVENANCE DES PRODUITS

L'image des petits producteurs a, en effet, la cote auprès de Français de plus en plus regardants sur le contenu de leur assiette et sur la provenance des produits. La grande distribution l'a bien compris : elle multiplie les opérations commerciales qui mettent en avant des agriculteurs. Une manière de redorer son blason, même si l'essentiel de ses ventes reste lié à une agriculture industrielle et intensive. Des magasins dits « de producteurs » ouvrent aussi leurs portes en ville. Mais ils ne sont pas, le plus souvent, gérés par les producteurs eux-mêmes. Et leurs étals sont souvent garnis de produits qui n'ont rien de locaux.

« On voit des spécialistes des fruits et légumes qui essaient de jouer la carte des petits producteurs, ou des grandes enseignes qui mettent en photo un producteur local, même si cela ne représente que 1 % de leurs ventes », affirme Pascal Rollet, gérant de Ferme en ville. Ce magasin, qui a ouvert ses portes en 2015 avec l'aide des chambres d'agriculture, est situé dans une zone commerciale et caché derrière un Intermarché. Il n'a pas obtenu de la commune de Belleville-sur-Saône le droit d'installer une signalétique. « Nous comptons sur le bouche-à-oreille. C'est la meilleure publicité, mais c'est aussi la plus longue », assure M. Rollet.

« L'IDÉE EST DE MIEUX GAGNER SA VIE »
M. Rollet, qui, avec son frère, produit des céréales et fabrique du pain bio à Saint-Georges-de-Reneins (Rhône), multiplie les points de vente. Outre sa propre boulangerie, Le Bon Pain paysan, dans sa commune, il est associé à trois magasins de producteurs, dont Ferme en ville, qui représente 10 % de son chiffre d'affaires. La boutique pèse toutefois sur les comptes, car les associés l'ont financée eux-mêmes par prêt bancaire.

« L'idée est d'essayer de mieux gagner sa vie », raconte Claude Guisquet, qui s'occupe du magasin Court-circuit à Clohars-Carnoët. Une boutique ouverte depuis cinq ans qui a la particularité d'être installée dans sa ferme. Il gère le point de vente avec sa compagne, Marion Primé, et accueille une cinquantaine de producteurs en dépôt-vente. Lui-même y commercialise ses bovins et ses porcs alimentés par les produits de la ferme. L'abattage et la préparation sont sous-traités à un boucher.

Alors que cette activité représente un tiers de ses revenus, M. Guisquet continue, en parallèle, à gérer un élevage intensif de porcs pour assurer son modèle économique. Avec le magasin, il met, l'été, des barbecues à la disposition des clients. L'occasion, pour les gens des environs, de se rencontrer autour d'une grillade. « Pour rien au monde, je ne reviendrai en arrière. J'ai retrouvé un intérêt à mon métier. Nous avons créé un espace de discussion, nous pouvons parler d'une manière positive de l'agriculture. Le monde agricole pleure trop sur son état », conclut M. Guisquet, qui se félicite de l'installation prochaine d'un nouvel agriculteur sur sa commune, intéressé par la présence de la boutique. De quoi ajouter du mouton à l'étal de Court-circuit... ■

L. GI.

LAURENCE GIRARD

La longue liste des circuits courts agricoles

LE CIRCUIT COURT n'existe pas. Simple provocation ou réalité? Même si la vente directe entre agriculteurs et consommateurs est devenue une préoccupation pour les deux extrémités de la chaîne alimentaire, la pratique n'a rien de nouveau. Mais elle prend des formes de plus en plus diverses. Il faudrait plutôt parler des circuits courts.

La vente sur les marchés en est une parfaite illustration. Pratique ancestrale, elle est toujours prisée des producteurs comme des clients. Chacun nouant un lien lors de ce rendez-vous hebdomadaire ou bihebdomadaire, qui représente encore un débouché important pour les agriculteurs.

La vente directe sur l'exploitation est aussi très appréciée. Elle s'est développée dans les exploitations viticoles, avec les Vignerons indépendants en tête de file. Parmi les 6 000 adhérents de cette association, 87 % déclarent disposer d'un caveau de vente à la propriété.

Arrivée des plates-formes Internet
Des pratiques qui ont contribué à maintenir un ancrage local fort. Ils ont su profiter des parcours œnotouristiques et se créer un fichier de clients fidèles. Une manière aussi pour eux d'écouler leur production hors des frontières. Les autres sec-

teurs agricoles ont suivi le modèle. Au tournant des années 2000, certains ont souhaité se mobiliser pour défendre l'agriculture paysanne ou bio. Ils ont créé les AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), qui établissent un contrat entre un groupe de consommateurs et un agriculteur. A la clé, un engagement du client et une livraison de paniers de produits de saison. Le réseau des AMAP s'est déployé sur tout le territoire. Le dernier recensement, en 2015, en dénombrait 2 000. Enfin, des agriculteurs ont choisi de s'associer pour ouvrir des magasins de producteurs aux étals largement pourvus.

Ces initiatives n'ont pas laissé indifférentes les plates-formes Internet, qui cherchent à se positionner comme intermédiaires entre producteurs et consommateurs. Parmi celles-ci, le géant Amazon. « Des gens qui ont fait des écoles de commerce arrivent avec une force de frappe sans commune mesure. Mais ce qui me rassure, c'est le lien avec le client, le contact avec nous ne peut être remplacé par le Net », souligne Ludovic Méasson-Damery, maraîcher qui pratique l'agriculture biologique et fondateur de Croq'Champs, traiteur pour les entreprises à Beaumont-lès-Valence (Drôme). ■

Pétrole : les raisons de la flambée actuelle des cours

Depuis fin décembre 2018, le brent s’est envolé de 20 %. L’Arabie saoudite réduit sa production plus que prévu

Finalement, il y a quelque chose de logique au royaume du pétrole. Après avoir dégringolé fortement à l’automne 2018, les cours du baril de brent ont fortement remonté ces deux dernières semaines. Mercredi 9 janvier, les cours sont même repassés au-dessus de la barre des 60 dollars. Soit une flambée de 20 % depuis la fin décembre ! Le ministre du pétrole des Emirats arabes unis, Souhaïl al Mazroueï, a estimé samedi que les cours s’orientaient vers une moyenne de 70 dollars le baril de Brent cette année.

La raison de cette remontée spectaculaire est en apparence assez simple : les pays membres de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leur allié russe se sont mis d’accord en décembre 2018 pour réduire leur production. Mercredi, l’Arabie saoudite, premier exportateur mondial, est même allée plus loin en annonçant des réductions plus importantes que prévu pour les mois de janvier et de février.

Offre en baisse, demande qui continue de croître : les prix remontent. Il faut dire que les pays producteurs et les majors du secteur commençaient à sérieusement s’inquiéter. Alors que le prix du baril avait dépassé 80 dollars pendant l’été 2018, il a dégringolé à l’automne, pour redescendre autour de 50 dollars fin décembre.

En quelques jours, les cours ont donc repris une logique haussière, notamment depuis la décision saoudienne de réduire encore sa production. « Cette annonce envoie le signal que la pire est derrière nous », analysait, mercredi, Phil Flynn, de Price Futures Group. « Le marché réalise que l’économie mondiale et la croissance de la demande en pétrole ne sont pas en train de s’arrêter », a expliqué à Bloomberg l’analyste de Julius

Baer Group Norbert Ruecker. Cette évolution rapide des cours traduit l’influence que conserve, malgré tout, l’Arabie saoudite sur le marché pétrolier mondial. En 2016, alors que les prix étaient au plus bas, Riyad et l’OPEP avaient conclu avec Moscou un pacte de réduction drastique de la production qui est parvenu à faire remonter les cours à partir de juin 2017.

Une opération réussie pour les Saoudiens, mais aussi pour les grandes entreprises du secteur, qui ont profité largement en 2018 d’un baril entre 60 et 80 dollars. Cette hausse significative des prix avait suscité la colère de Donald Trump. A l’été 2018, le président américain avait houspillé publiquement à grand renfort de Tweet ses alliés saoudiens pour les obliger à enrayer la hausse des prix.

Boom du schiste

Donald Trump avait une idée derrière la tête : il venait de déchirer, en mai, l’accord nucléaire iranien et promettait les sanctions « les plus importantes de l’histoire » contre Téhéran. Le marché s’emballait : la disparition de la carte pétrolière de l’Iran, troisième plus important producteur de l’OPEP, était un risque sérieux. Les prix menaçaient de s’envoler.

Mais les Saoudiens espéraient passer entre les gouttes et gagner sur tous les tableaux : maintenir un prix du pétrole élevé – qui permet au prince Mohammed Ben Salman (« MBS ») de financer ses réformes et sa meurtrière guerre au Yémen – tout en observant avec délectation le grand rival iranien s’embourber dans les conséquences des sanctions américaines.

Sauf que le film ne s’est pas déroulé comme prévu. Le meurtre du journaliste et opposant Jamal Khashoggi, dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul (Turquie), en octobre 2018, a sou-



Le ministre saoudien de l’énergie, Khaled Al-Faleh, à Riyad, mercredi 9 janvier. FAYEZ NURELDINE/AFP

dainement mis une intense pression diplomatique sur Riyad. Pour conserver le soutien de M. Trump, « MBS » est alors contraint d’ouvrir les vannes. L’Arabie saoudite pompe comme jamais et arrose le marché.

Au même moment, à la surprise générale, le président américain décide d’octroyer des exemptions temporaires à huit pays acheteurs de pétrole iranien. Parmi eux : l’Inde et la Chine, les deux plus gros clients de Téhéran. Il ne prend pas la peine de prévenir ses alliés saoudiens, qui l’apprennent à la dernière minute. Résultat : il y a soudain trop de pétrole sur le marché. D’autant que les producteurs américains, qui, eux, ne se fixent aucune limite, continuent de forer plus encore, portés par le boom du schiste, notamment au Texas. Les cours s’effondrent, perdant plus de 30 % de leur valeur en octobre et novembre, laissant craindre un mini-krach pétrolier.

Les pays de l’OPEP se réunissent en décembre à Vienne, et décident

« Le marché réalise que l’économie mondiale et la croissance de la demande en pétrole ne s’arrêtent pas »

NORBERT RUECKER
Julius Baer Group

de reprendre les coupes dans la production pour faire remonter les prix. Encore une fois l’accord des Russes est déterminant. Le groupe désormais appelé « OPEP + », qui réunit les membres du cartel, Moscou et une dizaine d’autres pays, représente près de 50 % de la production mondiale. Cela dit, les engagements pris en décembre tardent à se traduire dans les cours. « De nombreux pays

producteurs de l’OPEP avaient augmenté leur production avant la réunion de Vienne, et il y a énormément de pétrole “sur l’eau” [stocké dans des navires] à écouler sur le marché », expliquent les analystes de Morgan Stanley dans une note.

Finalement, la réalité des coupes dans la production et les nouveaux engagements saoudiens pris début janvier font remonter les cours. Mais pour combien de temps ? La situation reste fragile et personne ne se risquerait à faire des prévisions précises pour 2019. « D’autant que les coupes saoudiennes ne pourront pas durer éternellement, sous peine de perdre des parts de marché », rappelle la chercheuse de l’Atlantic Council Ellen Wald.

Deux facteurs américains vont avoir un impact déterminant : le premier s’appelle M. Trump. Une remontée des prix vaudrait à l’Arabie saoudite une nouvelle volée de bois vert de la part du président américain. Celui-ci va bientôt rentrer en période électorale et

n’a aucune envie de voir le prix du carburant lui compliquer sa future campagne. Le second est la production américaine elle-même : depuis l’émergence du gaz et du pétrole de schiste, les prévisions ont toujours été en deçà de la réalité. Les pétroliers texans pompent toujours plus que prévu, à un rythme très soutenu, et contribuent à déstabiliser le marché. L’Agence internationale de l’énergie (AIE) prévoit que la croissance de la production pétrolière ces cinq prochaines années viendra principalement des Etats-Unis.

« Les Américains ont actuellement un problème pour évacuer le pétrole, mais des oléoducs sont en construction, et cela devrait être résolu d’ici six à huit mois, explique Fatih Birol, directeur exécutif de l’AIE. A ce moment-là, le pétrole américain va de nouveau inonder le marché, et les prix risquent de s’en ressentir. » Autrement dit : les turbulences sont loin d’être terminées. ■

NABIL WAKIM

La Mède: mise en garde du PDG de Total

Dans un entretien au *Figaro*, samedi 12 janvier, Patrick Pouyanné estime que l’exclusion de l’huile de palme de la liste des biocarburants menace la « viabilité » de la bioraffinerie de la Mède (Bouches-du-Rhône). Les députés ont supprimé mi-décembre l’avantage fiscal dont pouvaient bénéficier les biocarburants à base d’huile de palme, une mesure qui « remet potentiellement en cause la viabilité de l’unité, la rentabilité globale du site et le maintien d’emplois », affirme le PDG de Total. « Je ne fais pas de chantage à l’emploi. Mais soyons clairs : ce n’est pas parce que Total est riche qu’il a vocation à faire tourner des usines à perte », a-t-il insisté.

Au Mexique, la lutte contre le vol de carburant provoque la pénurie

Les autorités ont décidé de verrouiller plusieurs oléoducs pour empêcher leur siphonnage par le crime organisé

MEXICO - correspondance

On n’a plus une goutte d’essence », soupire Rafael Maldonado, pompiste dans un quartier du centre de Mexico. A quelques rues de là, d’immenses files de voitures se forment devant les stations-service encore ouvertes, provoquant des embouteillages monstres. Le nouveau président mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador, a appelé, vendredi 10 janvier, « au soutien et à la compréhension de tous les citoyens », face à la pénurie engendrée par son offensive choc contre les vols de carburant du crime organisé.

Au volant de son véhicule, Jose Antonio Garcia s’agace. « Cela fait deux heures que j’attends pour faire le plein », s’emporte ce chauffeur de taxi de 50 ans dans un concert de klaxons. Un quart des stations-service de Mexico sont fermées, selon la mairie de la mégapole où circulent près de 5 millions de voitures par jour. Une situation provoquée par le verrouillage de plusieurs oléoducs pour empêcher leur siphonnage

mafieux à grande échelle. Le gouvernement a recours à des camions-citernes qui peinent à alimenter l’ensemble du pays.

« Il n’y a pas de pénurie, mais un problème de distribution », a répété, vendredi, M. Lopez Obrador, surnommé « AMLO » (ses initiales), qui est entré en fonctions le 1^{er} décembre 2018. Le président a aussi annoncé le sabotage, mercredi 9 janvier, d’un oléoduc qui alimente Mexico, aggravant les carences croissantes qui touchent huit autres Etats du centre et de l’ouest du pays. En tête, celui de Jalisco, où seuls 60 % de la consommation d’essence quotidienne est assurée à Guadalajara, deuxième ville du pays (4 millions d’habitants). « C’est irresponsable d’avoir ordonné la fermeture d’oléoducs sans avoir prévu les mesures nécessaires », a dit Alejandro Guzman, chargé du développement économique de Jalisco.

Ces problèmes d’approvisionnement sont la conséquence du plan lancé, le 20 décembre 2018, par AMLO pour éradiquer des vols de carburant, qui coûtent 60 milliards de pesos (2,7 milliards

d’euros) par an à Pemex, la compagnie publique. « Cela représente entre 6 % et 7 % de la consommation nationale », souligne Fluvio Ruiz, ex-conseiller de Pemex, de 2009 à 2014. Quelque 4 000 militaires ont été déployés, début janvier, pour renforcer le contrôle de 58 installations de Pemex, dont six raffineries, et la surveillance des convois de camions-citernes. Sans compter l’inspection et la fermeture de certains oléoducs, où des vols ont été constatés.

« Spirale inflationniste »

Le fléau explose. Les perforations illégales sont passées de 3 278, en 2013, à 12 581, en 2018, selon Pemex, représentant une moyenne de 58 000 barils volés, chaque jour, l’année dernière. Cette technique délictueuse consiste à déterrer des oléoducs, à les percer, puis à fixer un conduit de dérivation jusqu’à des entrepôts illégaux qui alimentent le marché noir. L’un d’eux, découvert début janvier, était relié par un tuyau de 3 km à la raffinerie de Salamanca dans l’Etat de Guanajuato (centre-ouest), touché par la pénurie.

Pour M. Ruiz, « ces opérations impliquent la complicité d’employés de Pemex, qui informent les délinquants de la pression à l’intérieur des oléoducs et des horaires d’approvisionnement ». AMLO a confirmé l’ouverture d’une enquête visant plusieurs salariés, dont Eduardo Leon, ancien responsable de la sécurité. Le premier président de gauche de l’histoire récente du Mexique a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille depuis son élection triomphale (53 % des suffrages), le 1^{er} juillet 2018.

L’intéressé s’est félicité, mercredi 9 janvier, d’une réduction de 77,6 % depuis vingt jours des vols de combustibles, annonçant une économie de 2,5 milliards de pesos pour Pemex. « C’est un enjeu fondamental pour le sauvetage de la compagnie en crise, annoncé par AMLO », commente l’économiste Jose Luis de la Cruz, directeur de l’Institut pour le développement industriel et la croissance économique. La production de Pemex a chuté de 382 000 barils par jour en 2015 à 210 000 barils par jour en 2018. Une baisse que la ré-

forme énergétique, votée en 2013, n’est pas parvenue à résorber, malgré la fin du monopole public sur l’or noir. Endetté à hauteur de plus de 100 milliards de dollars (86,8 milliards d’euros), Pemex a importé, en 2018, 594 000 barils par jour. « Un fiasco provoqué par les politiques néolibérales de mes prédécesseurs », a dénoncé, jeudi, AMLO, qui prévoit de doper les finances de Pemex, de renforcer sa capacité d’extraction et de construire une 7^e raffinerie.

La pénurie inquiète les organisations patronales, dans un pays où 90 % des marchandises sont acheminées par les routes. « Nous soutenons [la lutte contre les vols [du président], mais pas ses mesures, qui menacent la distribution de matières premières et de marchandises dans tout le pays », a déploré Juan Pablo Castañon, président du Conseil de coordination entrepreneurial (CCE). Selon le CCE, les pertes des entreprises des régions affectées s’élèvent, en janvier, à 10 % des ventes. Cuauhtémoc Rivera, président de l’Association des petits commerçants, a, lui, agité la menace d’une « spirale inflation-

niste ». Pour l’heure, les prix des carburants restent stables. « La valorisation du peso face au dollar et les prix bas du pétrole ont évité la casse », explique M. de la Cruz. Mais les camions-citernes mobilisés ne sont pas suffisants pour remplacer les oléoducs. D’autant que la mauvaise communication du gouvernement sur son plan a provoqué des achats de panique qui accentuent la pénurie. »

AMLO appelle les Mexicains à « modérer leur consommation d’essence », assurant que « la situation sera vite normalisée », sans donner de date ni de précisions sur le niveau des réserves du pays. Le président a affirmé qu’il ne fera « pas marche arrière », malgré les pressions. Des dirigeants de Pemex se sont rendus, mercredi, à New York pour rassurer les marchés financiers et les agences de notation. Pour M. Ruiz, « le temps presse, alors que les réseaux criminels ne sont toujours pas démantelés ». Et M. de la Cruz d’ajouter : « La fin de la pénurie est devenue le défi majeur d’un gouvernement qui doit encore faire ses preuves. » ■

FRÉDÉRIC SALIBA

Des doutes sur la fermeture de la centrale à charbon de Cordemais

Le site assure une large part de l’alimentation électrique de la Bretagne

C’était une promesse de campagne d’Emmanuel Macron, répétée à plusieurs reprises par Nicolas Hulot et François de Rugy : la France aura fermé ses quatre dernières centrales à charbon en 2022, à la fin du quinquennat. Le président de la République l’a répétée en novembre, lors de la présentation de la feuille de route énergétique de la France.

Mais cette promesse risque d’être difficile à tenir : jeudi, le ministre de la transition écologique et solidaire, François de Rugy, a reçu les syndicats de la centrale de Cordemais (Loire-Atlantique), et a évoqué la possibilité de poursuivre une activité avec une part minoritaire de charbon après 2022 sur le site. *« La date de 2022 n’est plus un verrou pour Cordemais, elle devient ajustable »,* écrit la CGT dans un communiqué. Et d’ajouter : *« L’arrêt complet du charbon dans l’énergie en 2022 n’est plus un impératif, et le ministre autorise Cordemais à poursuivre son activité avec 20 % de charbon (...) [et] l’engagement d’une sortie progressive. »*

En pleine période de mouvement des « gilets jaunes », le gouvernement cherche-t-il à éteindre une possible nouvelle crise

sociale avec les salariés des centrales à charbon ?

Dans une lettre envoyée aux représentants syndicaux, que *Le Monde* a pu consulter, le ministre de la transition écologique et solidaire se montre prudent. Il réaffirme l’engagement de fermeture des centrales avant la fin du quinquennat. Mais il ouvre la porte à un aménagement pour Cordemais. La direction de la centrale et les salariés ont développé un projet pour brûler du bois de récupération plutôt que du charbon, ce qui permettrait de maintenir le site et une partie des emplois. Jusqu’ici, ce projet, nommé EcoCombust, suscitait le scepticisme dans les rangs du gouvernement – mais aussi chez certains dirigeants d’EDF.

Dans son courrier, le ministre précise que si *« la production d’électricité par la centrale de Cordemais devait être poursuivie au-delà de 2022 »* pour s’assurer de la sécurité d’approvisionnement, le projet EcoCombust, qualifié de *« projet intéressant »*, pourrait être mené à bien. Cette utilisation *« pourrait le cas échéant s’accompagner d’une fraction de charbon, dans des proportions ne dépassant pas toutefois 20 % des volumes totaux »*.

« Sans EPR, impossible de fermer Cordemais », résumait il y a peu un connaisseur du dossier

Autrement dit : si le gestionnaire du réseau électrique, RTE, estime que la production d’électricité est insuffisante pour alimenter la région, alors Cordemais pourrait être maintenue, y compris en utilisant du charbon.

« Péninsule électrique » La question centrale est bien celle de l’approvisionnement électrique de la Bretagne, dont la centrale de Cordemais assure une part significative. Selon RTE, pour fermer la centrale, il faudrait qu’en 2022 plusieurs nouveaux moyens de production en projet aient démarré : la centrale au gaz de Landivisiau (Finistère), au moins un parc éolien offshore et, surtout, le réacteur EPR de Flamanville 3, en Normandie. *« Sans EPR, impossible de fermer Cordemais »,* résumait récemment un bon connaisseur du dossier. *« Plus on avance et plus la sécurité d’approvisionnement de la Bretagne paraît délicate à affirmer trois ans à l’avance »,* relativise-t-on au gouvernement.

Or le chantier de l’EPR, qui a connu de nombreux déboires, pourrait connaître de nouveaux retards si l’Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ne validait pas le calendrier d’EDF, qui prévoit un démarrage complet en 2020.

La situation de ces derniers jours a illustré la difficulté de pro-

duire suffisamment d’électricité pour la Bretagne, identifiée depuis de longues années comme une *« péninsule électrique »*.

Au moment où le froid commence à se faire sentir, RTE a dû demander à la centrale de Cordemais de tourner à plein régime, alors qu’une partie de ses salariés sont en grève, jeudi et vendredi. En cause : les deux réacteurs nucléaires les plus proches, ceux de Flamanville 1 et 2 sont en maintenance et ne produisent pas d’électricité. Une situation qui devrait perdurer jusqu’au 15 janvier.

Le gestionnaire du réseau avait prévenu de ce risque avant l’hiver, en signalant que toute prolongation des opérations de maintenance sur les réacteurs normands pourrait avoir des conséquences importantes.

Pour la CGT, qui demande un *« moratoire »* sur la fermeture des centrales à charbon, il s’agit d’une démonstration que la production ne doit pas s’arrêter à Cordemais. *« Le verrou a sauté »,* s’enthousiasme le syndicat, qui ajoute : *« Reste à gagner l’avenir industriel de Cordemais et faire sauter le verrou pour les trois autres. »* Les salariés de la centrale ont voté, vendredi, la reconduction de leur grève, même si RTE peut réquisitionner le site en cas d’urgence.

Une perspective immédiatement dénoncée sur Twitter par les Amis de la Terre, qui s’interroge : *« Assiste-t-on à un nouveau recul du gouvernement sur le climat avec l’abandon de l’objectif de 2022 pour la sortie du charbon ? [François de Rugy] nous prouverait-il une fois de plus qu’il n’est pas digne de son titre de ministre de la transition écologique ET (pas ou) solidaire ? »,* écrit l’association écologiste, qui milite notamment pour une sortie du charbon. ■

NABIL WAKIM

L’économie roumaine souffre de corruption et de fuite des cerveaux

Bucarest, qui a pris la présidence tournante de l’UE, a des rapports tendus avec Bruxelles

L’ambiance était plutôt froide. Jeudi 10 et vendredi 11 janvier, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et les commissaires étaient à Bucarest pour lancer la présidence de la Roumanie à la tête du Conseil de l’Union européenne (UE), qui durera six mois. Brexit, élections européennes, réformes : certains doutent de la capacité du pays d’Europe centrale à mener à bien l’agenda chargé des prochains mois. Surtout, les relations avec Bruxelles sont tendues, alors que le pouvoir roumain tente d’imposer une réforme visant à affaiblir l’indépendance de la justice.

Brandissant des pancartes *« Nous avons besoin de l’UE »,* plusieurs centaines de manifestants étaient massés, jeudi soir, devant l’auditorium où se sont tenues les réunions. Beaucoup redoutent que leur pays suive la voie de la Pologne et de la Hongrie dans le rejet de l’Etat de droit. Et que cela nuise, notamment, à l’économie. *« En dépit du régime fiscal favorable, le climat des affaires souffre des faiblesses du système judiciaire et de la corruption »,* explique Sylvain Bellefontaine, spécialiste du pays chez BNP Paribas. Et ce, alors que la Roumanie est le deuxième pays le plus pauvre de l’UE, derrière la Bulgarie. En 2017, son produit intérieur brut (PIB) par habitant équivalait à 63 % de celui de la moyenne européenne.

C’est néanmoins vingt points de plus qu’en 2007, lorsque l’économie roumaine est entrée dans l’UE. Depuis, l’ouverture à l’Ouest et l’arrivée de capitaux étrangers ont accéléré le rattrapage entamé le pays. Depuis trente ans, au début des années 2000. L’industrie locale s’est intégrée dans les chaînes de production européennes. De nombreux construc-

teurs automobiles, tels que Renault ou Volkswagen, se sont installés dans le pays, attirés par un coût du travail 25 % plus bas que la moyenne européenne.

Après la crise de 2008, qui plongea la Roumanie et ses 19,5 millions d’habitants dans l’austérité, la croissance a renoué avec le dynamisme. En 2017, elle a même culminé à 7,3 %, avant de ralentir à 3,6 % l’an passé.

Pénurie de main-d’œuvre Un boom en partie lié à la politique expansionniste du gouvernement social-démocrate, cocktail de mesures sociales et de baisses d’impôts. Depuis 2017, les traitements publics ont ainsi gonflé de 25 %. Les salaires ont également bondi dans le privé sous l’effet de la pénurie de main-d’œuvre, alors que le taux de chômage est de seulement 3,9 %. *« Les mesures du gouvernement ont dopé la demande interne, note Ciprian Dascalu, économiste pour ING, à Bucarest. Mais elles ont également généré de l’inflation, tout en laissant de côté les problèmes structurels. »*

Ainsi, le manque de bras commence à pénaliser l’industrie, qui peine à monter en gamme, à cause de la faiblesse des investissements. *« S’ajoutent à cela la piètre efficacité des services publics, la faible qualité des infrastructures et, surtout, la corruption endémique freinant la bonne utilisation des fonds structurels européens »,* résument les économistes du cabinet d’analyse Teneo. Mais le plus inquiétant est peut-être le déclin démographique dont souffre le pays. Depuis trente ans, 4 millions de Roumains sont partis vivre à l’étranger, soit 20 % de la population. ■

MARIE CHARREL

Le modèle d’Uber fragilisé par la justice

La cour d’appel de Paris requalifie en contrat de travail le lien entre un chauffeur et la société

C’est un tremblement de terre pour Uber, qui devrait avoir de nombreuses répliques pour les plates-formes numériques de services. La société américaine de mise en relation entre chauffeurs (VTC) et passagers a été condamnée, jeudi 10 janvier, à requalifier en contrat de travail le contrat commercial l’ayant lié à un chauffeur indépendant entre octobre 2016 et avril 2017. Maximilien Petrovic avait été débouté en premier instance en juin 2018 par le tribunal des prud’hommes de Paris.

Ce jugement positif en faveur d’un chauffeur indépendant est une première en France. *« Il découle de l’arrêt de la Cour de cassation à l’encontre de Take Eat Easy de fin novembre »,* analyse Jean-Emmanuel Ray, professeur de droit du travail l’université Paris-I Panthéon-Sorbonne. *« Pour la cour d’appel de Paris, c’est un véritablement basculement, car jusqu’à présent, elle s’était toujours refusée à requalifier ces chauffeurs a priori indépendants. Cela concerne toutes les plates-formes, mais aussi G7, qui emploie des taxis locaux ou artisans. »*

Le 3 décembre dernier, la Cour de cassation requalifiait en contrat de travail un contrat liant un livreur à la plate-forme, aujourd’hui fermée, Take Eat Easy. À cette occasion, elle définissait que *« le lien de subordination entre la plate-forme et le livreur est carac-*

« Cet arrêt met en lumière le besoin d’adaptation du droit aux évolutions technologiques »

UBER

térisé par l’exécution d’un travail sous l’autorité d’un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d’en contrôler l’exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné », au moyen d’un système de géolocalisation et d’un régime de sanctions. Dans leur arrêt, les trois juges de la cour d’appel de Paris estiment que *« la qualification de contrat de travail étant d’ordre public (...), il ne peut y être dérogé par convention. Ainsi, l’existence d’une relation de travail ne dépend ni de la volonté exprimée par les parties ni de la dénomination qu’elles ont donnée à leur convention mais des conditions de fait dans lesquelles est exercée l’activité. »*

En somme, quel que soit le contrat signé, ce qui compte, c’est *« le faisceau d’indices »* qui caractérise *« le lien de subordination »* liant le chauffeur à la plate-forme, et donc l’existence d’un contrat de travail de fait.

Depuis sa création, Uber défend son rôle de simple intermédiaire. La société assure que *« les chauffeurs sont libres de se connecter à l’application Uber en temps réel et unilatéralement s’ils veulent, où ils veulent, quand ils veulent et pour la durée qu’ils veulent. »* De même, assure-t-on dans l’entourage de la société, *« aucun contrôle d’horaire n’est effectué par Uber envers les chauffeurs. Cette liberté totale dans l’organisation du travail fait obstacle à toute reconnaissance de contrat de travail. »* Et aussi, *« il n’y a aucune condition d’exclusivité. Les chauffeurs peuvent ainsi développer leur propre clientèle et exercer leur activité avec d’autres plates-formes numériques concurrentes. »*

« Flou juridique » Cependant, la cour d’appel balaie ces arguments. Elle affirme que le fait de choisir les horaires et jours de connexion *« n’exclut pas en soi une relation de travail subordonnée, dès lors qu’il est démontré que lorsqu’un chauffeur se connecte (...), il intègre un service organisé par la société Uber, qui lui donne des directives, en contrôle l’exécution et exerce un pouvoir de sanction à son endroit »*. De même, Uber fixe les tarifs seul et les impose au chauffeur, empêche le conducteur d’avoir un lien direct avec ses passagers, ce qui lui permettrait de développer sa propre clientèle. Pour la cour d’appel de

Paris, c’est clair : Uber l’employeur de ses chauffeurs. Elle demande donc au tribunal de Prud’hommes de revoir son jugement en faveur de M. Petrovic.

Uber a annoncé sa volonté de former un pourvoi contre cette décision et en appelle aux pouvoirs publics, car *« cet arrêt met en lumière le flou juridique dans lequel opèrent toujours plates-formes et travailleurs, ainsi que le besoin de clarification et d’adaptation du droit aux évolutions technologiques. »*

Si certains chauffeurs sont attachés à leur statut d’indépendant, de nombreux conducteurs vont s’appuyer sur la jurisprudence de la cour d’appel de Paris pour demander la requalification de leur contrat avec Uber ou d’autres plates-formes en contrat de travail. En clair, ce modèle économique pourrait s’effondrer.

Cependant, Uber n’a peut-être pas intérêt à se pourvoir en cassation, juge M. Ray. *« Après son arrêt Take Eat Easy, la Cour de cassation requalifiera sans doute aussi, ce qui constituerait un dangereux précédent pour Uber. Mais pour l’entreprise, le risque essentiel vient de la Cour de justice de l’Union européenne. Si cette dernière devait, demain, partager l’analyse française, Uber devrait sans doute renoncer au marché français, mais également aux vingt-sept autres. L’enjeu est énorme. »*

PHILIPPE JACQUÉ

Le patron d’Axa vole au secours d’Emmanuel Macron

Il ne sont pas si nombreux en ces temps agités à sortir du bois pour prendre la défense d’Emmanuel Macron. Les patrons qui, il y a six mois encore, témoignaient volontiers de leur enthousiasme à l’égard du chef de l’Etat ont tourné casaque ou ne se bousculent plus pour soutenir ouvertement celui qui, sous leurs applaudissements, réforma le code du travail par ordonnances. L’Allemand Thomas Buberl, qui depuis plus de deux ans dirige le groupe français Axa, numéro deux mondial de l’assurance, a, lui, choisi de voler au secours du président chahuté et affaibli par le mouvement des « gilets jaunes ».

Emmanuel Macron avait un programme très clair de stabilité des impôts et il a été loyal, il l’a très bien mis en place. Il a fait beaucoup plus en dix-huit mois que d’autres en dix-huit ans, il faut le reconnaître », a déclaré le 10 janvier le directeur général d’Axa, devant l’Association nationale des journalistes de l’assurance.

M. Buberl faisait partie des grands patrons et des représentants de fédérations nationales invités le 12 décembre à l’Elysée

pour une « réunion de mobilisation des entreprises ». M. Macron venait d’annoncer ses mesures d’urgence pour tenter d’éteindre la colère des « gilets jaunes » et attendait des champions tricolores qu’ils prennent leur part. *« Il y a eu plusieurs rencontres. Il faut que les entreprises fassent davantage »,* a expliqué, jeudi, le patron d’Axa, en précisant que le versement d’une prime exceptionnelle faisait partie des négociations salariales actuellement en cours.

Ce patron allemand, qui maîtrise parfaitement la langue française, a d’emblée été conquis par le chef de l’Etat. *« Citez-moi un autre pays en Europe avec un jeune président, qui a un mandat clair, une majorité forte et, donc, tous les moyens pour agir, il n’y en a pas »,* assurait-il dans un entretien au Monde du 15 novembre 2017. Il maintient aujourd’hui son soutien, dans un climat fortement dégradé.

À rebours, la cote de popularité de M. Macron a chuté auprès des chefs d’entreprise. Selon un sondage OpinionWay pour CCI France, *La Tribune* et Europe 1, publié en décembre 2018, seuls 27 % d’entre eux se déclarent satisfaits de l’action menée par le chef de l’Etat, contre 36 % en septembre et 54 % en juillet. ■

VÉRONIQUE CHOCRON

Bonnes Adresses

Reproduction interdite

Tarifs 01/01/19

Tél. : 01 57 28 38 52

1 parution

Professionnels

Particuliers

Forfait 5 lignes

65€ HT

65€ TTC

Forfait 10 lignes

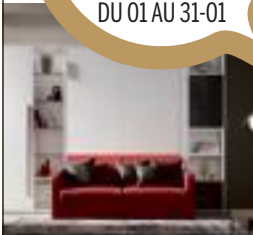
110€ HT

110€ TTC

LITS RELEVABLES

Nos lits relevables sont installés par des professionnels qualifiés

OFFRES EXCEPTIONNELLES
DU 01 AU 31-01



Espace Topper
Maison familiale depuis 1926

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

Paris 15^e • 7j/7 • M° Javel ou Boucicaut • P. gratuit

Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10

Lits relevables : 58-60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49

Dressings Celio et gain de place : 143 rue St-Charles, 01 45 79 95 15

Steiner et Leolux : 145 rue St-Charles, 01 45 75 02 81

Mobilier contemporain : 147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81

www.topper.fr

JAMES le couturier de l'homme
Le prêt-à-porter à votre mesure

Costumes avec 1 ou 2 pantalons

Prix de 300 € à 445 €

Vestes

Prix de 200 € à 336 €

Grandes et Petites Tailles



Digel, Alain Gauthier, Jupiter, Enzo Lorenzo, Guy de Bérac, Bugatti, Eminence, Derek Rose, B. Zins...

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures, le samedi de 10 h à 19 h
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03

BIJOUX

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries.

Brillants. Pierres précieuses.

Création & transformation

réparations. Achats ventes.

Echanges sélectionné par le guide

PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens

4, rue de la Chaussée d'Antin

Tél : 01 47 70 83 61

ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo

Tél : 01 45 01 67 88

LIVRES

LIBRAIRE ACHÈTE LIVRES ANCIENS

Du 15^e au 19^e voyages, sciences, atlas,

archives, reliures. Livres illustrés

modernes : Foujita, van Dongen, Miro,

Chagall. Dessins, gravures,

lithographies.

hubert.hoppenot@orange.fr

Tél. 06 80 06 54 24

Professeur d'allemand

(langue maternelle) propose cours

(grammaire, prononciation,

conversation...). Très bon niveau

en latin également.

Tél. : 01 73 70 21 48

ANTIQUITÉS

ANTIQUAIRE

GÉNÉRALISTE

CHRISTOPHE LACHAUX

52, RUE DE SÈVRES

PARIS 7^e

ACHÈTE

peintures et sculptures

du XVIII^e au XX^e siècle

EXPERTISES À LA GALERIE

OU À DOMICILE

06.98.90.30.10

Membre du S.N.C.A.O.

www.antiquite-lachaux.com

antiquite.ch.lachaux@orange.fr

DÉPLACEMENTS GRATUITS



ACHÈTE

Mobilier de toutes époques

Pianos droits & à queue

Machines à coudre à pédale

Manteaux de fourrure

Sacs à main & foulards

Briquets Dupont, Cartier...

Bijoux anciens & modernes

Ménagères & Argenterie diverses

Vaisselle et bibelots divers

Tableaux & sculptures

Livres anciens & contemporains

Objets asiatiques : vases, assiettes,

Bouddhas, ivoire...

Objets militaires : sabres,

fusils de chasse, médailles...

Pendules & horlogerie

Montres de marque

Vieux vins et champagnes.

N'hésitez pas à me contacter

pour tout renseignement

MAISON CHARLES HEITZMANN

06.19.89.55.28

DÉPLACEMENTS RÉGULIERS

ET GRATUITS SUR TOUTE LA FRANCE

Paiement comptant immédiat

charlesheitzmann@free.fr

www.antiquaire-heitzmann.fr

EspaceTopper
Maison familiale depuis 1926



**LE SEUL MAGASIN PARISIEN OÙ
TESTER LE MATELAS LE PLUS PRIMÉ !**

Emma est le matelas le plus primé par les associations
de consommateurs européennes en 2018.

Mousse à mémoire de forme

Garantie 10 ans

100 nuits d'essai

Livraison et retour gratuits

699€
EN 140 X 190

MATELAS Emma

MATELAS EMMA, EN EXCLUSIVITÉ À L'ESPACE TOPPER

Paris 15^e

Paris 12^e

66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10

56-60 cours de Vincennes, 01 43 41 80 93

7j/7 - M° Boucicaut, parking gratuit

7j/7 - M° Porte de Vincennes ou Nation

Canapés, armoires lits, dressings, gain de place, mobilier contemporain :

toutes nos adresses sur www.topper.fr

Immobilier

Tarifs 01/01/19

Tél. : 01 57 28 38 52

immobilier@mpublicite.fr

Tous les mercredis et samedis - Vos annonces sur LeMonde.fr

Reproduction interdite

VENTES

APPARTEMENTS

77 SEINE ET MARNE

Proche Fontainebleau et tous

commerces (Quartier du Port).

A 5 min en voiture de la gare (Ligne

R-Gare de Lyon 45min). Appt F2,

40m² en RDC, à rénover. Dans

copropriété sécurisée. Cuisine

aménagée ouverte sur le séjour

(15m²), chambre, salle d'eau, wc.

Possibilité de créer du rangement.

Cave, remise privative, parking

devant la résidence. Chauffage

électrique individuel. Fenêtres en

double vitrage avec volets

électriques. **Prix : 60.000€**

Mail : belliot.audrey@yahoo.fr



Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

**Vos acheteurs et locataires
sont parmi nos lecteurs.**

LIGNAGE

à partir de **65 €**

MODULES

à partir de **380 €**

nathalie.lavenu@mpublicite.fr © 01 57 28 38 52

Cette année,
je m'informe !

FORMULE INTÉGRALE

3 MOIS

69€



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

173EMQADCV

OUI, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du Monde

pendant 3 mois pour **69€** au lieu de ~~224,90€~~ (prix de vente en kiosque).

soit l'accès à l' **Edition abonnés du Monde.fr** 7 jours/7

+ **6 quotidiens + tous les suppléments**

+ **M le magazine du Monde.**

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société editrice du Monde

☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____

Expire fin : _____

Notez les 3 derniers chiffres

figurant au verso

de votre carte : _____

Date et signature obligatoires

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

☐ J'accepte de recevoir des offres du Monde

☐ J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde

Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR*

☐ Maison individuelle

☐ Immeuble

☐ Digicode N° _____

☐ Interphone : ☐ oui ☐ non

☐ Boîte aux lettres :

☐ Nominative ☐ Collective

☐ Dépôt chez le gardien/accueil

☐ Bât. N° _____

☐ Escalier N° _____

☐ Dépôt

spécifique

le week-end

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2019. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <https://www.lemonde.fr/confidentialite/> ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75707 Paris cedex 13, en joignant une copie de votre pièce d'identité.

Le grand débat national prévu à partir du mardi 15 janvier est censé faire dialoguer des gouvernants et des gouvernés qui ne se comprennent plus

Aux deux bouts de la cordée

Les élites françaises ont oublié l'intérêt général

Formée par la violence d'un darwinisme de la réussite, la classe dirigeante n'est pas en mesure de comprendre les angoisses de ceux qui peinent à la périphérie du système, juge le chercheur Sébastien Stenger

Par **SÉBASTIEN STENGER**

Les analyses de la crise des « gilets jaunes » opposent souvent les élites des métropoles aux groupes sociaux périphériques, déconnectés des ressources de la mondialisation. Si on a beaucoup décrit les modes de vie de ceux qui se sont révoltés, on connaît moins la vision du monde des élites et leur façon d'envisager leur place dans la société. J'ai eu l'occasion d'approcher cette question lors d'une enquête sur les consultants des grands cabinets de conseil internationaux (McKinsey, BCG, Bain...). Dans un contexte plus général de défiance et de critique des élites, l'analyse de ce groupe particulier, qui pourrait être étendue à d'autres, peut en effet aider à comprendre certaines fractures sociales et inégalités de notre société contemporaine, d'autant que les élites politiques françaises ac-

POUR CETTE ÉLITE, LA DISTINCTION ET LA RECHERCHE DE L'EXCITATION L'EMPORTENT SUR LES CONDITIONS ET LE CONTENU DU TRAVAIL

tuelles sont de plus en plus issues de cette élite du monde des affaires.

Ces cabinets, tout comme les Big Four (les quatre plus importants cabinets d'audit : KPMG, Ernst & Young, PwC et Deloitte), recrutent parmi les meilleurs étudiants des grandes écoles françaises (HEC, X, Mines, etc.) et constituent un tremplin pour accéder aux postes de direction des grandes entreprises. Cette enquête montre notamment que les salariés rejoignent ces cabinets moins par référence au métier que par attirance pour l'idée élitiste de compétition qui assure la supériorité du groupe. Ce n'est pas le métier qui définit le groupe d'appartenance, mais le prestige de se soumettre à un dispositif compétitif exigeant : travailler dur, être classé, résister au stress font partie des modalités de l'expérience auxquelles les consultants sont attachés en dépit des déconvenues auxquelles ils s'exposent, car ce sont ces signes de supériorité qui manifestent leur appartenance à une élite.

RÉVOLTE ET DÉPENDANCE

Les observations révèlent à quel point ils doivent cette orientation de leur rapport au travail à leur socialisation scolaire (les classes préparatoires et les grandes écoles), où le mérite est un principe de justice régulateur qui fonde la réussite (même s'il est en partie biaisé) et où la compétition est une méthode pour distribuer l'accès à ces positions avantageuses. Le modèle de la compétition méritocratique scolaire est d'ailleurs appliqué au système de carrière à l'intérieur de ces cabinets, appelé « up or out », dans lequel les salariés sont évalués et classés les uns par rapport aux autres chaque semestre, afin que les meilleurs soient promus et les moins bons invités à quitter le cabinet.

Or les salariés sont souvent à la fois dépendants et révoltés par ce système. Dépendants, car ils ne peuvent s'écarter de l'estime de leurs pairs sans renoncer au prestige auquel ils prétendent – ils sont en quelque sorte enchaînés : on

déteste le cabinet, mais il est difficile de s'en écarter lorsque l'existence sociale est davantage en jeu que l'existence matérielle. Révoltés, parce que la compétition à laquelle ils se soumettent en permanence entraîne le sacrifice de leur vie personnelle, du stress et des rythmes de travail extrêmes – souvent plus de 80 heures par semaine.

Cette étude peut éclairer le rôle des élites dans un contexte où celles-ci sont remises en cause et où l'on s'interroge notamment sur leur capacité à offrir des perspectives économiques positives au plus grand nombre et à donner du sens au travail. Premièrement, parce que ces cabinets, où la compétition est permanente et l'élection toujours incertaine, illustrent les tensions de la méritocratie et ses effets potentiellement darwiniens. Ces entreprises n'apparaissent pas comme des modèles de société où s'organiserait un vivre-ensemble harmonieux, et il n'est pas sûr que les élites économiques qui façonnent le monde des affaires aient par conséquent la capacité d'offrir des solutions politiques

aux évolutions actuelles d'un monde du travail perçu souvent comme inégalitaire, concurrentiel et impitoyable.

Deuxièmement, parce que l'entreprise n'est pas envisagée comme un collectif au service éventuel d'un bien public, mais plutôt comme un simple distributeur d'utilité privée, où chacun cherche, dans cette compétition, à s'assurer individuellement une position sociale confortable. Pour cette élite, la distinction et la recherche de l'excitation l'emportent finalement sur les conditions et le contenu du travail, ou sur son impact économique et social. L'expérience a l'apparence d'un sport où le prestige prévaut. Quand ils parlent de leur travail, ils disent vouloir être stimulés, « challengés », et se définissent comme des managers au service de la performance des entreprises. Mais cette performance économique ne suffit pas forcément à donner un sens extra-économique à leur travail et à les inscrire dans la société.

Enfin, ces élites ne comprennent pas toujours les critiques que la société leur

adresse : elles ont l'impression de trimmer et de travailler dur pour réussir, et ne voient pas pourquoi les autres ne devraient pas en faire autant, sans toujours percevoir la violence symbolique que cette méritocratie exerce, alors même qu'elle génère chez eux aussi frustration et anxiété. Ainsi, dans ce monde professionnel prévaut une certaine confusion des fins et des moyens, un monde de « *finalité sans fin* », pour citer le philosophe allemand Jürgen Habermas. Il est important de mieux en prendre conscience, notamment dans les écoles qui forment ces managers, pour que ces élites soient au service d'un intérêt général mieux compris. ■

J Sébastien Stenger est enseignant-chercheur en sciences de gestion à l'Institut supérieur de gestion. Il est l'auteur d'« *Au cœur des cabinets d'audit et de conseil* » (PUF, 2017), Prix « Le Monde » de la recherche universitaire

Comment la fiscalité est devenue illégitime

En plaçant la logique économique au-dessus du civisme, l'administration a affaibli le consentement des citoyens à l'autorité de l'Etat, analyse le philosophe Hubert Etienne

Par **HUBERT ÉTIENNE**

Enième symptôme d'un système à bout de souffle, la révolte des « gilets jaunes » s'inscrit dans la lente déliquescence de l'Etat annoncée par Michel Foucault dès 1978 (*Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France. 1978-1979*, Seuil, 2004). Bien qu'insuffisante pour le définir, l'expression de Max Weber, qui, dans *Le Savant et le Politique*, qualifiait l'Etat de « *monopole de la violence physique légitime* », reste d'actualité, comme en atteste l'opposition entre CRS et manifestants, chacun constatant la violence de l'adversaire autant qu'il en récuse la légitimité. Sur quels fondements la légitimité de l'action gouvernementale est-elle alors contestable, et la défiance généralisée envers ses institutions et ses agents justifiable ?

D'après la théorie politique, l'Etat se justifie par son caractère nécessaire pour garantir certains droits, la confiance en ses agents et l'efficacité de leur action. La légitimité de l'autorité politique résulte alors du consentement populaire, exprimé lorsqu'il s'agit d'en financer

l'action (consentement de l'impôt) ou d'en choisir le responsable (élections).

Tout d'abord, quid du consentement ? Le refus répété de comptabiliser les votes blancs comme des suffrages exprimés, ainsi que la possibilité théorique pour un seul votant d'imposer à 67 millions de Français un président démocratiquement légitime, posent un problème évident. De plus, si le droit principal de refuser l'impôt a toujours été difficilement applicable dans la réalité, il n'a toutefois cessé de s'affaiblir. Ayant déjà éradiqué toute possibilité de refuser l'impôt en autorisant la saisie sur compte bancaire et sur salaire, révoquant par là même le principe fondamental de son libre consentement, le législateur porte aujourd'hui le coup de grâce avec la retenue à la source, laquelle modifie la nature même de l'impôt : il n'est désormais plus un don (plus ou moins) volontaire, mais une créance due. Le citoyen n'est alors plus actionnaire d'un Etat producteur de services publics, mais débiteur d'un Etat qui exige le paiement d'une créance nécessaire à sa survie.

D'autre part, tandis que les scandales à répétition – de Claude Guéant à Alexan-

dre Benalla en passant par Jérôme Cahuzac – ont peu à peu érodé la confiance des citoyens envers les agents de l'Etat, son caractère nécessaire est désormais remis en cause. La blockchain ouvre même des potentiels inédits pour assumer sa fonction de « tiers de confiance » dans l'application des contrats.

CONTRADICTIONS OPÉRATIONNELLES

Dès lors, qu'en est-il de l'efficacité de l'action gouvernementale ? Face aux nouveaux impératifs de croissance, de lutte contre le chômage et de désendettement de l'Etat, les hommes politiques ont reconstruit leurs discours électoraux autour d'objectifs économiques précis. L'engagement du président Hollande d'inverser la courbe du chômage est un exemple édifiant de ce nouveau discours technocratique par lequel un candidat invoque ses capacités à atteindre des objectifs chiffrés, associant légitimité politique et performance managériale. La défiance envers un personnel politique qui a délibérément fondé sa légitimité sur une promesse de résultats semble donc justifiée, alors même que le chômage stagne au-dessus des 9 % depuis une décennie, la croissance sous les 2 %, et que l'inexorable progression de la dette a récemment atteint 99 % du PIB.

Face à cet échec patent, deux stratégies ont prévalu. La première consistait à épuiser l'ingéniosité des statisticiens pour simuler des performances : de la création

des stages Barre à la multiplication des contrats d'accompagnement sous Villepin en passant par les contrats aidés d'Aubry, tout a été prétexte à diminuer artificiellement le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A.

La seconde, inspirée du *new public management* anglo-saxon, propose d'adapter les méthodes du secteur privé au service public. Cette approche, qui tend à confondre une mission de service public avec une banale offre commerciale, oublie le caractère nécessaire du service public pour un citoyen (comme la délivrance d'une pièce d'identité), comparé à la contingence d'une proposition commerciale (l'achat d'une paire de chaussettes), fait fi du positionnement monopolistique de l'administration, comparé à la concurrence du marché de la chaussette, et traite tout visiteur comme un client, et non comme l'actionnaire de l'Etat qu'il est.

En réformant l'administration sur le modèle de l'entreprise dans l'espoir d'en capter les performances, on risque d'oublier la nature particulière du service public financé par l'impôt, conduisant à des contradictions opérationnelles. L'administration a un devoir d'efficacité, pas un but de profit. L'étude des nouveaux modes de gouvernementalité démontre que l'Etat tend de plus en plus à considérer les citoyens comme des *Homo œconomicus*, s'adressant à leur rationalité économique plutôt qu'à leur vertu civile. Les politiques de fiscalité incitative

(niches fiscales, zones franches urbaines, etc.) ou dissuasive (droits d'accise sur le tabac et l'alcool) ont ainsi éclipsé le serment sur l'honneur et participent de l'instrumentalisation de l'impôt à des fins de gouvernance des comportements.

Il est cependant contradictoire de demander aux individus d'orienter rationnellement leur consommation et leurs investissements tout en attendant d'eux qu'ils se soumettent à l'impôt par devoir – alors que la seule « rationalité » incite plutôt les plus riches à y échapper par la fraude –, de financer les retraites de leurs aînés sachant qu'eux-mêmes ne percevront probablement pas le bénéfice d'un tel traitement, ou, encore, de participer au remboursement d'une dette à l'évidence irrécouvrable. Lorsque 57 % des 73 milliards d'euros d'impôt sur le revenu prélevés en 2017 sont consommés par la seule charge des intérêts de la dette, comment penser encore qu'il ne s'agit là que d'un problème pour les générations futures ? Aucune équité fiscale ne pourra advenir tant que l'impératif du remboursement de la dette subsistera. ■

J Hubert Etienne est doctorant en philosophie morale et politique à l'Ecole normale supérieure. Il enseigne l'éthique de l'intelligence artificielle et les sciences sociales de l'informatique dans plusieurs écoles supérieures

Renouveler la géographie du débat démocratique

Pour l’urbaniste Yoann Sportouch, avoir choisi les ronds-points et les péages comme scènes de la contestation en dit long sur le besoin de réappropriation des espaces publics comme lieux d’expression

Par YOANN SPORTOUCH

Quelles que soient les modalités du «grand débat» national annoncé, la manière dont le public participera à ces échanges sera fondamentale. Or, la façon dont les «gilets jaunes» ont investi l’espace peut nous renseigner sur la meilleure façon de faire naître une véritable horizontalité démocratique. Pour ne citer que Taksim [en Turquie, en2013], Maidan [en Ukraine en2014] ou Occupy Wall Street [en2011], les mouvements contestataires naissaient jusqu’ici sur des places. Pourtant, cette fois-ci, ce sont les ronds-points et les péages qui se sont colorés de jaune. Que penser de cette réorganisation spatiale de la contestation? Pourquoi les places ont-elles été remplacées par des lieux de transit?

Proprement fonctionnels, peu valorisés et souvent représentatifs de cette France périurbaine, les ronds-points sont les symboles d’une mobilité toujours plus contrainte. Ils voient passer quotidiennement des millions d’automobilistes travaillant souvent dans la ville-centre située non loin et habitant dans le périurbain proche. Si bien que tout porte à croire que le choix de ces non-lieux est d’abord le reflet d’un vécu quotidien. S’ajoutent à cela des centres-villes à l’abandon, des petites lignes ferroviaires

TAKSIM, MAÏDAN, OCCUPY WALL STREET... LES MOUVEMENTS CONTESTATAIRES NAISSAIENT SUR DES PLACES

laissées pour compte et d’autres services publics en déshérence... Ne restent alors que les péages et les ronds-points qui assurent, eux, une connexion obligatoire et tributaire à la ville-centre. L’espace public tel que le définit le philosophe allemand Jürgen Habermas est un espace intermédiaire entre la société civile et l’Etat, un lieu accessible à tous les citoyens et au sein duquel ils peuvent s’assembler pour y former une «opinion publique». Aujourd’hui, dans ces régions périurbaines, l’espace public n’est plus, on le sait, créateur de synergies entre les habitants. En résumé, pour débloquer les ronds-points, il faut aussi penser la renaissance de vrais espaces publics.

LIEUX COMMUNS

Le lieu de la démocratie est celui du commun. Alors quoi de mieux que notre cadre de vie pour faire renaître la démocratie locale? Pour cela, nous devons d’abord revaloriser et préserver les lieux où naissent les débats, qu’il s’agisse des places, des cafés de quartier. Mais pour cela, la conception de ces lieux de vie ne doit plus être réalisée selon le seul prisme de la rentabilité économique, mais dans une logique d’interaction avec l’ensemble des autres équipements et commerces de la commune.

Nous devons également créer de nouveaux espaces de dialogue, là où les citoyens pourront demain se retrouver ensemble pour exprimer leurs difficultés et imaginer des solutions. De tels tiers-lieux fleurissent déjà dans les grandes villes mais, à l’image du V à Dole (Jura), ou du 100° Singe à Belberaud (Haute-Garonne), on voit qu’il est aussi possible d’étendre cette tendance aux moyennes et petites villes. L’objectif final est de recréer des espaces dignes de l’agora antique. Pour répondre à cet objectif, le mobilier urbain peut aussi entrer en jeu pour inviter à la

rencontre. Des designers urbains créent et innovent déjà pour favoriser l’intelligence collective entre habitants.

D’autre part, nous pouvons faire de la culture locale un média pour créer un dialogue entre les citoyens. En ce sens, les «maisons de la citoyenneté», les salles communales et les autres «maisons» de projets urbains, sous-utilisées aujourd’hui, peuvent jouer ce rôle dans certaines villes. Et pourquoi d’ailleurs ne pas s’emparer d’autres lieux communaux comme les mairies ou les stades pour créer des agoras où chacun peut s’exprimer?

Un autre moyen de redonner de la légitimité à l’expression dans l’espace public est aussi de développer l’éducation populaire, à l’image du projet Ilotopia développé à Nantes qui vise à donner aux citoyens les outils de connaissance et d’expression du politique. Les citoyens peuvent être formés à la politique locale, par exemple par des conseils municipaux plus ouverts.

De plus, et même si la fracture numérique limite encore leur utilisation, des applications de démocratie participative émergent pour faciliter la remontée de la parole des habitants, tel que Stig, qui permet aux citoyens d’émettre des idées et de voter pour les plus pertinentes. Ces «civitechs» se révèlent être de nouveaux espaces publics, même s’ils restent virtuels et non accessibles à tous.

En résumé, de nombreux enjeux s’entremêlent pour penser des territoires plus démocratiques. Le «grand débat» national devra forcément les aborder. Dans l’optique de ce grand chantier, il s’agit surtout de penser le temps long, à l’image de celui qui façonne nos villes. Car au-delà des annonces politiques et des renouvellements de mandats, il ne reste que les institutions, le cadre de vie et, bien sûr, les citoyens pour entretenir la démocratie locale. C’est pourquoi la qualité des espaces publics est aujourd’hui, et sera encore pour longtemps, forcément reliée à la démocratie locale. Multiplier les espaces de dialogue, physiques ou numériques, permettra de donner l’envie pour tous de débattre pour un avenir en commun et durable. Et ainsi faire du débat une véritable pratique de la ville! ■

Yoann Sportouch est fondateur de l’agence de prospective urbaine LDV Studio Urbain et rédacteur en chef du webmagazine «Lumières de la ville»

Un puissant désir de s’associer

L’erreur de diagnostic a été de croire à un individualisme forcené et à une société atomisée, expliquent Philippe Jahshan et Roger Sue, spécialistes du monde associatif

Par PHILIPPE JAHSHAN et ROGER SUE

Le mouvement des «gilets jaunes» marque un tournant politique dans le quinquennat, mais aussi, plus profondément, une volonté commune d’échanger et de vivre ensemble autrement. Un désir inédit d’association et de lien social se manifeste spontanément, soutenu dès l’origine par près de 80 % des Français. L’allusion à 1968 n’est pas fortuite; on se parle sans retenue dans la rue entre inconnus. Sur les places, les ronds-points, on interpelle sur les salaires, les fins de mois, les retraites; on mange ensemble, on partage l’ordinaire dans un moment extraordinaire où on se sent aussi pleinement citoyen en réinventant une démocratie à échelle humaine.

On ne comprendrait pas la résistance et la persistance des «gilets jaunes», jour et nuit, dans le froid et sous la pluie, en dépit du travail, des enfants, du quotidien, si ne se manifestait aussi le plaisir d’être associé ensemble, sous aucune autorité, commandement ou organisation centrale. Des milliers d’associations informelles à l’échelle des ronds-points se réunissent le temps d’une manifestation le plus souvent pacifique. On retrouve ce même désir sur les plateaux de télévision où, sans parler en leur nom, les «gilets jaunes» invités représentent avec sincérité, et parfois éclat, la place légitime du citoyen ordinaire, à égalité avec

les responsables politiques et les professionnels de la communication.

Il n’est donc pas surprenant qu’au-delà des mesures financières annoncées par Emmanuel Macron sur le smic et la CSG des retraités, la revendication phare du mouvement soit le référendum d’initiative citoyenne (RIC), manifestant qu’à l’avenir le peuple souhaite être associé à la vie politique du pays par de nouvelles formes de procédures démocratiques. En définitive, la forme associative de l’événement compte sans doute autant que le fond des revendications multiples, quoi qu’on en pense, parfois utopiques ou contradictoires.

ARTICULER L’INDIVIDUEL AU COLLECTIF

L’erreur de diagnostic sociologique du nouveau quinquennat, comme des précédents, a été de croire à un individualisme forcené, enfermant les individus sur eux-mêmes dans une société atomisée, facile à manipuler, n’attendant que la figure du Commandeur pour l’unifier et la représenter. Sans voir que l’individualisation en question est de plus en plus «relationnelle», qu’elle ne s’accomplit réellement que dans la libre relation d’égalité à l’autre et aux autres. C’est cette nouvelle «associativité» des individus qui a créé les réseaux d’où est parti, sur Internet, le mouvement des «gilets jaunes», tout étonnés de se retrouver ensemble alors qu’ils se croyaient seuls.

Cette expérience ne s’effacera pas des mémoires; elle ouvre une nouvelle moda-

lité du lien social marqué par l’esprit d’association. Il suffit aussi de consulter les nombreuses enquêtes sur les valeurs des Français, qui démontrent qu’avec la famille l’association figure en tête, loin devant les autres institutions. On ne peut que regretter que le mouvement associatif ait été au départ si peu considéré, subissant une réduction de ses ressources, des emplois aidés et la fin des dons qui provenaient précisément de l’ISF, autre revendication des «gilets jaunes». Le lien associatif fragilisé dans les territoires accentue les fractures qui les traversent.

Mais l’avenir est au grand débat annoncé par le premier ministre, avec un volet sur la participation démocratique. Dans un délai très court, on peut craindre que les réunions en mairie entraînent une moindre participation et paraissent pilotées par le haut. L’animation par des associations qui s’engagent au jour le jour auprès des populations dans les territoires, ou des «gilets jaunes» eux-mêmes, paraît aussi indispensable. Associations qui sont moins un corps intermédiaire que l’émanation directe du corps social qui les crée et les modèle à son image, comme possibilité toujours renouvelée d’articuler l’individuel au collectif.

N’est-ce pas Jean-Jacques Rousseau qui déclarait que, sans l’association préalable, le contrat social ne serait qu’un «contrat de dupes»? A méditer aujourd’hui quand on évoque de toutes parts la nécessité de refonder le contrat social. ■

Philippe Jahshan est président du Mouvement associatif Roger Sue est professeur à l’université Paris-Descartes-Sorbonne



MA VIE EN BOÎTE

CHRONIQUE PAR ANNIE KAHN

Les réfugiés ont des talents, profitez-en!

On peut se lamenter d’assister impuissant à l’arrivée de réfugiés sans ressources, après avoir abandonné leurs biens dans leur fuite d’un pays en guerre. On peut aussi faire le vœu que ces tragédies se raréfient. En cette période de nouvelle année, c’est le moment! Mais on peut aussi agir. En entreprise, particulièrement. N’entend-on pas dire qu’en cette période de plein-emploi pour les cadres en France il devient particulièrement difficile de recruter des personnes qualifiées dans un nombre de plus en plus grand de métiers «en tension»? Or les réfugiés ont des talents. Difficile de l’imaginer, tant l’habitude est grande d’associer niveau intellectuel, compétences et apparence; quand on a rattrapé d’un périple extrêmement dangereux, on est rarement tiré à quatre épingles.

Quelques entreprises pionnières ont saisi tout l’intérêt de ce vivier de main-d’œuvre insoupçonné. D’ici à l’été, le service informatique du Réseau de transport d’électricité (RTE) devrait ainsi avoir accueilli une dizaine de réfugiés. Deux dirigeants du groupe sont à l’origine du projet: Nathalie Devulder, directrice du développement durable, et Olivier Grabette, membre du directoire. «Les réfugiés ont des talents invisibles. Une richesse culturelle et une vision du monde différente, qui sont de vrais atouts pour l’entreprise. Or nous avions des problèmes pour trouver des compétences dans le domaine du numérique. La convergence entre ces deux éléments s’est imposée», explique Nathalie Devulder. «Une entreprise doit être connectée aux enjeux de la société», ajoute Olivier Grabette.

Sur les conseils de Singa, association d’aide aux réfugiés, RTE se fait aider par Tilt & Co, un cabinet de conseil en innovation sociale. Ensemble, ils ont mené quatre ateliers avec des salariés volontaires de RTE pour définir les profils souhaités. «On les a trouvés très facilement malgré des agendas super-contraints», indique Nathalie Devulder. «Le projet répondait à une envie d’engagement de collaborateurs désireux de donner plus de sens et de valeur humaine à leur vie professionnelle», analyse Olivier Grabette.

DE FORTES CRAINTES

Dans un tout autre secteur, L’Oréal a embauché 20 % des 19 réfugiés qu’il a accueillis en stage depuis la mi-2017. L’association Wintegreat avait sélectionné les stagiaires parmi 800 diplômés du supérieur, avant de les accompagner et de les former dans l’une des dix grandes écoles (ESCP Europe, Essec, Mines de Paris...) avec lesquelles elle est en partenariat.

«LES RÉFUGIÉS ONT UNE RICHESSE CULTURELLE ET UNE VISION DU MONDE DIFFÉRENTE, QUI SONT DE VRAIS ATOUTS POUR L’ENTREPRISE»

NATHALIE DEVULDER RTE

EN FAVORISANT L’INCLUSION DE RÉFUGIÉS DANS LE MONDE DU TRAVAIL, ON PERMET DE RAPPROCHER DES POPULATIONS QUI S’IGNORENT

«Nous les avons évalués comme tous les autres stagiaires. La diversité de leur parcours, leur vision différente de la beauté apportent beaucoup de richesse en interne», explique Tony Cocoual, directeur du recrutement des divisions sélectives de L’Oréal.

Pour faciliter ce rapprochement entre les demandes de réfugiés qualifiés et les offres d’emploi potentielles, les fondateurs de Wintegreat ont créé Wero, un cabinet de recrutement spécialisé dans le remplacement de personnes réfugiées. Des entreprises du secteur de la grande distribution, du conseil, de l’industrie parapétrolière, de l’immobilier seraient sur le point de recourir à leurs services, affirme Théo Scubla, PDG de Wero.

Certes, nombreux sont aussi ceux que ces offres de service effraient. «La crainte d’une concurrence déloyale» est forte, rappelle Anne-Céline Leh, auteure du Livre blanc «Accueillir les réfugiés... autrement? L’insertion professionnelle au cœur de l’intégration», publié par le groupe de travail temporaire Adecco, dont la filiale Humando s’intéresse à l’insertion des travailleurs réfugiés. «Les études de Stephen Nickell et Jumana Saleheen [ont démontré] qu’en Angleterre, il n’existe aucune corrélation entre l’emploi d’immigrés, les niveaux de salaire et les taux de chômage», résume Anne-Céline Leh.

OBSTACLES À L’EMBAUCHE

Le nouveau rapport de l’OCDE «Mieux intégrer les migrants les plus vulnérables», publié vendredi 11 janvier, enfonce le clou. Le nombre de personnes réfugiées en France, et souhaitant y travailler, est extrêmement faible. En 2017, il représentait 0,15 % des actifs, toutes qualifications et professions confondues, selon Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l’OCDE et coauteur de ce rapport. En outre, les réfugiés affrontent beaucoup plus d’obstacles à l’embauche, en raison de leur manque de contacts professionnels et de la difficulté à faire reconnaître leurs qualifications et leur niveau d’étude dans leur pays d’accueil. Ce qui explique qu’ils soient très souvent embauchés pour des emplois inférieurs à ceux auxquels ils pourraient prétendre.

On dira que le climat social actuel, avec la révolte des «gilets jaunes», n’est pas propice à un tel discours. Mais, a contrario, on peut aussi affirmer qu’en tirant mieux parti des compétences des réfugiés – dont le flux n’est pas près de tarir –, les entreprises amélioreront leur compétitivité, et donc l’emploi en général. Plus important encore, en favorisant l’inclusion de réfugiés dans le monde du travail, on permet de rapprocher des populations qui s’ignorent, pour une meilleure compréhension, voire une meilleure appréciation mutuelle. ■

Sur Facebook, des « gilets jaunes » lancent leurs propres médias

En un mois, les directs de « Vécu » ont enregistré 2,7 millions de vues

Ce mercredi 9 janvier, une foule de journalistes s'est formée dans le tribunal de grande instance de Paris, où l'ex-boxeur Christophe Dettinger doit être jugé en comparution immédiate pour avoir frappé deux gendarmes le 5 janvier lors de l'acte VIII des « gilets jaunes ». Au milieu des caméras de BFM-TV, LCI ou CNews, Gabin Formont lance un direct sur la page Facebook de « Vécu ». Puis, smartphone à bout du bras, le fondateur de ce « *média du gilet jaune* » commence l'interview d'une manifestante affirmant avoir été « *sauvée* » par le prévenu alors qu'elle était molestée par un policier. Un entretien réalisé avant la plupart des chaînes d'information et des radios.

Ce n'est pas la première fois que « Vécu » double les médias classiques. Quelques jours plus tôt, lorsque la rumeur de la mort d'une mère de famille belge lors de la manifestation du 5 janvier à Paris se propage, c'est M. Formont qui, après avoir travaillé sur cette infox, la dément le soir même, avant les sites d'information.

Depuis le début du mouvement, de nombreux médias alternatifs ont vu le jour sur les groupes Facebook des « gilets jaunes ». Ils ont rapidement trouvé grâce à leurs yeux, aux côtés de deux diffuseurs professionnels : Brut et la chaîne russe RT France. Bien que se reven-

diquant « indépendants », nombre d'entre eux ne cachent pas leur soutien à cette protestation. C'est le cas de « Vécu », le plus populaire, lancé le 16 décembre pour « *soutenir les opprimés et donner les informations que les médias cachent* », explique M. Formont.

Ce Creusois d'origine âgé de 28 ans, ancien entrepreneur dans la restauration rapide et ex-gérant d'une boutique de CBD (ou « cannabis light »), aujourd'hui au chômage, partage la défiance exprimée par de nombreux « gilets jaunes » à l'égard des médias traditionnels. « *Quand on sait qu'aucun des grands médias n'est rentable, pourquoi ont-ils été rachetés par dix milliardaires, tous proches de Macron, si ce n'est pour manipuler l'opinion publique ?* », estime le jeune homme, en précisant être « *totalelement contre* » les agressions dont sont victimes de nombreux journalistes depuis le début du mouvement.

Un seul format, le live

Ces médias, M. Formont accepte leurs sollicitations « *pour gagner en visibilité* », mais reste méfiant. En témoigne son choix de diffuser en direct sur Facebook son interview par un journaliste de France Inter, « *pour qu'aucune modification de ce qu'on dit puisse être faite a posteriori* ». Après avoir suscité de nombreux commentaires d'internautes lui reprochant de « *ne*

« **Vécu** » veut « **soutenir les opprimés et donner les informations que les médias cachent** »

parler que de lui » et pas assez de leurs revendications, la vidéo a depuis été supprimée.

Sur « Vécu », le format est toujours le même : le live, utilisé pour retransmettre les manifestations ou interviewer des « gilets jaunes » victimes de violences policières « *dont les médias ne parlent pas* », selon M. Formont. Depuis la création de la page, ses vidéos ont enregistré 2,7 millions de vues et sont suivies par 38 000 abonnés. A l'avenir, le média espère pouvoir compter sur des « *reporters* » dans toute la France.

D'autres médias nés à la faveur du mouvement aspirent à davantage de neutralité, à l'image de la page « France Actus », sur laquelle une émission est diffusée chaque soir en direct. Présentateur, bandeau défilant et jingle empruntés aux chaînes d'information en continu... Le ton se veut professionnel, malgré des bugs techniques réguliers. Suivies par

12 000 abonnés, ses vidéos affichent 1,2 million de vues en un mois, et sa dizaine de membres n'entend pas couvrir uniquement l'actualité des « gilets jaunes ».

Mais l'objectif d'impartialité est loin d'être atteint : les « reporters » contactés sont presque tous des « gilets jaunes », et les débatteurs de « France Actus » soutiennent en majorité leurs revendications. « *On aimerait pouvoir faire intervenir des "foulards rouges"* [les opposants des "gilets jaunes"], *mais comme on s'est fait connaître sur les groupes du mouvement, c'est compliqué* », regrette Steven Normand, le créateur de la page.

Et si l'apprenti carrossier de 18 ans envisage « France Actus » comme une réponse à la « *désinformation* » dont sont accusés les médias traditionnels, ses émissions n'échappent pas au risque de fausses informations relayées par les « gilets jaunes » interviewés, voire par l'équipe elle-même. « *On vérifie toujours ce qu'on nous dit avant de le confirmer à l'antenne* », assure M. Normand, quitte à s'appuyer sur les médias traditionnels, « *comme l'AFP ou les chaînes d'info* ».

« France Actus » et « Vécu » ont chacun lancé leur site Dans les jours à venir, « Vécu » proposera aux internautes de contribuer financièrement à ce « *média citoyen* ». ■

ALEXANDRE BERTEAU

500

C'est, en euros, le montant de la prime exceptionnelle que le sidérurgiste ArcelorMittal, répondant à l'invitation d'Emmanuel Macron, versera, en février, à ses 12 000 salariés en France dont le salaire de base est inférieur ou égal à 3 000 euros, soit plus de 75 % de ses effectifs. Renault va, lui aussi, verser une prime à 80 % des salariés et intérimaires du groupe – Renault SA et ses filiales en France. Elle sera de 500 euros pour ceux touchant au plus 3 000 euros brut par mois, et de 300 euros pour ceux gagnant entre 3 000 et 4 500 euros par mois.

ESPACE SpaceX va supprimer 10 % de ses effectifs

La société aérospatiale SpaceX, qui travaille notamment pour la NASA, va licencier 10 % de ses quelque 6 000 employés, a-t-on appris vendredi 11 janvier de source proche du dossier. « *Pour continuer à fournir nos clients et réussir à développer nos engins interplanétaires ainsi que de l'Internet spatial, la société SpaceX doit dégraisser* », écrit SpaceX dans un communiqué transmis à l'AFP.

AÉRIEN Accord salarial chez Air France

Air France a signé vendredi 11 janvier avec les syndicats un accord salarial pour ses personnels au sol portant sur l'année 2019 et comprenant notamment « *des augmentations individuelles de 1,8 %* », a annoncé le groupe dans un communiqué. L'accord prévoit aussi une enveloppe « *pour financer des primes individuelles exceptionnelles* », ainsi que « *le paiement facilité des heures supplémentaires en 2019 et la monétisation du compte épargne-temps, dans la limite*

de 35 heures », selon ce communiqué. – (AFP)

AUTOMOBILE Nissan élargit l'enquête Ghosn à d'autres pays

Nissan a élargi son enquête interne concernant les malversations financières présumées de son ex-président Carlos Ghosn à des transactions qui ont eu lieu aux Etats-Unis, en Inde et en Amérique latine, selon des sources proches du dossier citées par Reuters samedi 12 janvier. José Munoz, dirigeant de Nissan aux Etats-Unis, a quant à lui démissionné. – (Reuters.)

GM va commercialiser des voitures low-cost

General Motors (GM) a annoncé vendredi 11 janvier la commercialisation dès cette année de voitures low-cost pour les pays émergents et envisage de transformer sa marque Cadillac en constructeur de véhicules électriques haut de gamme pour rivaliser avec Tesla. Les voitures à prix bas, surtout sous la marque Chevrolet, seront vendues en Chine, en Inde, au Mexique et au Brésil, où elles seront également produites.

Gault & Millau passe sous pavillon russe

Le guide ambitionne de quintupler son chiffre d'affaires en cinq ans

Caviar et vodka pour Gault & Millau! Côme de Chérisey, le propriétaire du guide gastronomique depuis 2011, a cédé le contrôle de l'entreprise à un investisseur russe, Vladislav Skvortsov – un jeune financier francophone passé par la banque d'affaires VTB. Le licencié de Gault & Millau en Russie, le Français Jacques Bally, acquiert quant à lui une participation minoritaire, et présidera cette PME. MM. Bally et Skvortsov, alliés au sein du holding NTI, se connaissent depuis une dizaine d'années. Le Français rêvait d'une telle reprise, mais n'y était pas parvenu lors d'une première tentative, en 2016. Il s'est tourné vers son ami russe, avec qui il fait du ski à Megève, faute d'avoir trouvé des financements dans l'Hexagone.

M. Bally a dirigé la branche formation et conseil du groupe Ducasse, puis le groupe Sibuet (Les Fermes de Marie). Il a également fait du consulting en Russie pour la restauration collective interne de Gazprom depuis le début des années 2000.

Le montant de cette transaction est resté confidentiel. Les actionnaires russe et français se sont engagés à investir « *plusieurs millions d'euros à court terme* », assure M. de Chérisey. L'ancien propriétaire avait « *reçu plusieurs offres depuis un an* ». « *J'ai préféré céder le guide à un entrepreneur plutôt qu'à un grand groupe* », assure-t-il. La concurrence s'est exacerbée face au guide Michelin, numéro un mondial adossé à un géant de l'industrie, et aux classements anglo-saxons, soutenus par d'énormes groupes privés.

En sept ans, M. de Chérisey a remis à flot le guide tombé en disgrâce dans les années 1990 et qui

Les nouveaux propriétaires souhaitent prendre davantage encore le cap du numérique

perdait « *autant que son chiffre d'affaires quand je l'ai repris, en 2011* », dit-il. Aujourd'hui, le deuxième guide mondial revendique un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros (3 millions en France et le reste avec les licences internationales). Il a atteint l'équilibre financier en France mais reste déficitaire à l'international.

40 000 exemplaires en France

L'ancien propriétaire s'est employé à restaurer la crédibilité du guide. Il a arrêté tout lien économique avec les restaurants, en refusant qu'ils paient 1 000 euros pour obtenir une photo. Une grille de notation internationale, basée sur quarante critères d'évaluation, a été adoptée pour sélectionner les restaurants, les seuls désormais appelés à figurer dans cet ouvrage tiré à 40 000 exemplaires en France.

M. de Chérisey a mis fin à la publication du magazine et renforcé la présence internationale et numérique du guide : dans dix-huit pays, le site est accessible par une même application.

Créé, en 1972, par les critiques gastronomiques Christian Millau et Henri Gault, le guide avait attaqué frontalement la gastronomie bourgeoise, en traquant tous les « trop » : trop de beurre, trop de

crème, les plats trop riches ou les sauces trop lourdes. Une petite équipe d'épicuriens anticonformistes sillonnait la France. Ils s'extasiaient en mangeant une salade de haricots verts de Paul Bocuse ou des cuisses de grenouilles aux herbes préparées par les frères Troisgros, à Roanne. L'engouement pour la nouvelle cuisine était né.

Henri Gault et Christian Millau avaient même publié dix commandements à l'attention des grands chefs, dont les essentiels « *tu ne cuiras pas trop* » et « *tu allégeras ta carte* » ou encore « *tu seras inventif* ». Si les deux critiques avaient repéré, alors qu'ils étaient inconnus, les chefs Alain Senderens, Joël Robuchon, Guy Savoy ou Pierre Gagnaire, Côme de Chérisey a poursuivi cette chasse aux talents en créant une dotation pour les jeunes chefs, de la trempe d'Alexandre Mazzia, Stéphane Pitré ou Raphaël Rego.

Les nouveaux propriétaires souhaitent prendre davantage encore le cap du numérique. M. Bally s'est donné trois priorités pour diversifier l'entreprise et diffuser le patrimoine culinaire français. L'éducation arrive en tête pour accompagner la transmission des chefs dans les 35 000 écoles de cuisine réparties dans le monde. « *Nous voulons aussi développer notre rôle de tiers de confiance* » pour élargir le classement du guide (consacré aux chefs et aux restaurants) à tout l'univers alimentaire, dit-il. Quitte à créer un label Gault & Millau sur des produits. M. Bally compte enfin numériser les données relatives à ce secteur. D'un optimisme triomphant, il parie sur un quintuplement du chiffre d'affaires d'ici à cinq ans. ■

NICOLE VULSER

Une collection

© E. Bouché / P. Ponce

Le Monde

Présentée par
HUBERT REEVES



Les trous noirs sont-ils éternels ?

ATLAS DU COSMOS

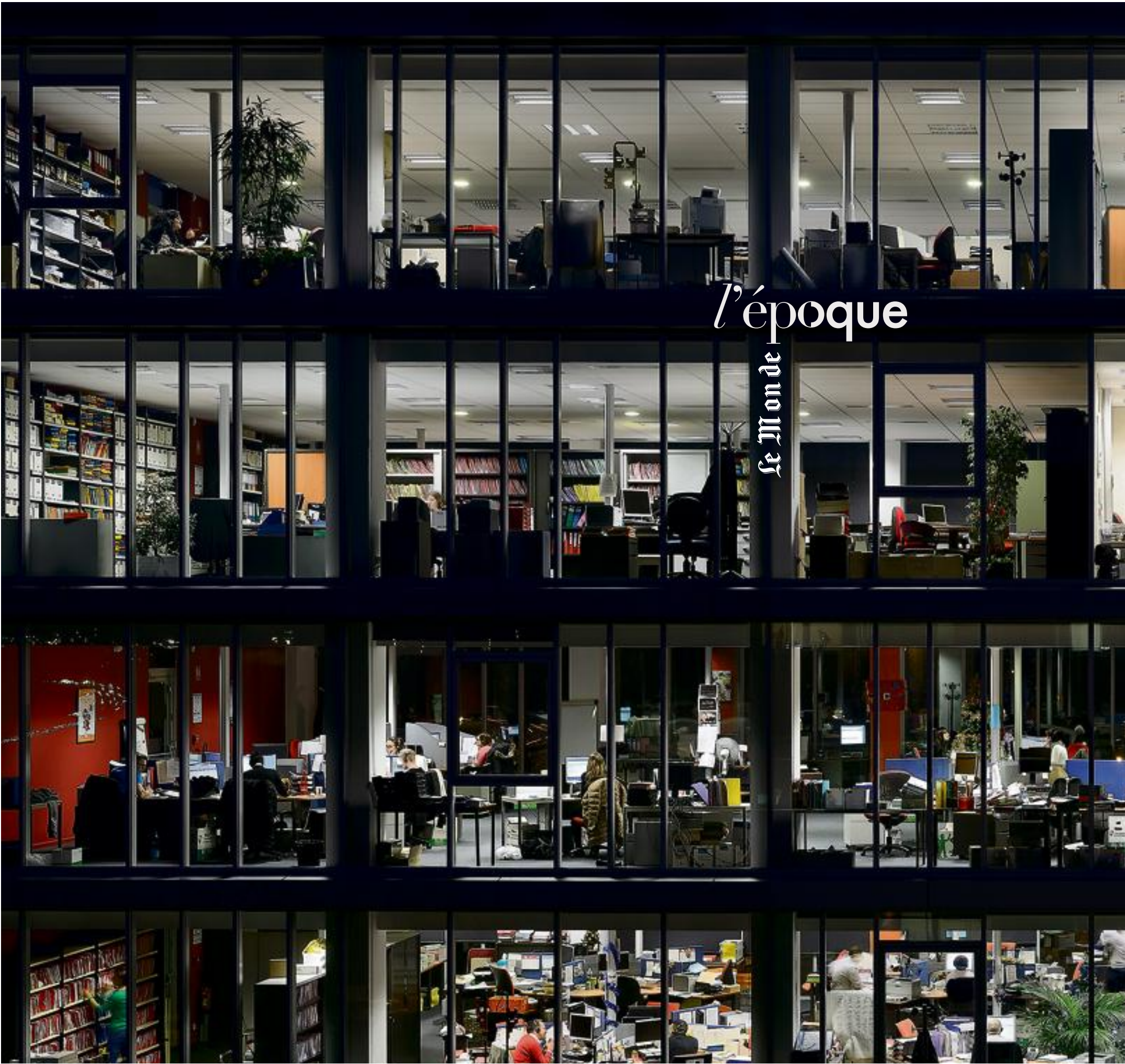
Une collection essentielle pour contempler et comprendre le spectacle du Cosmos. Réalisés par des spécialistes de l'astrophysique, ces ouvrages accessibles et rigoureux décryptent l'Univers et donnent un sens à son histoire.



LE VOLUME 3
€ 9,99
SEULEMENT

ACTUELLEMENT EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Et sur www.AtlasDuCosmosLeMonde.fr





2

ENQUÊTE

Tu pars déjà?

Au bureau, le présentisme occupe tous les étages. Et si cela ne servait à rien ?



Les stakhanos de la pendule

Rester au bureau le plus longtemps possible pour montrer qu'on bosse... Une manie très française aussi répandue qu'improductive

Par Nicolas Santolaria

Récemment interrogé au micro de France Inter sur ses gestes « pour la planète », François Hollande a raconté que, durant son quinquennat, le soir, il éteignait lui-même les bureaux de ses collaborateurs pour éviter le gaspillage électrique. « Certains voulaient peut-être montrer qu'ils travaillaient la nuit et laissaient la lumière », a précisé, avec humour, l'économe corrézien. Cette anecdote élyséenne illustre jusqu'à l'absurde la culture du présentéisme qui règne en maître au pays des 35 heures.

Alors qu'on imagine facilement la France comme un repaire de tire-aufanc vindicatifs, c'est au contraire le pays qui a le plus fort taux de présentéisme en Europe. D'après une étude Loudhouse pour Fellowes, 62 % des salariés vont au travail même lorsqu'ils sont malades. « C'est en partie pour lutter contre cette caricature du Français absentéiste que les gens veulent se montrer présents au bureau », explique le sociologue Denis Monneuse, auteur de l'ouvrage *Le Surprésentéisme. Travailler malgré la maladie* (De Boeck, 2015).

En 2018, 23 % des salariés ont renoncé à prendre l'arrêt de travail prescrit par leur médecin, alors qu'ils n'étaient que 19 % en 2016 (étude Malakoff Médéric, 2018). « Dans l'enseignement, quand tu restes chez toi, c'est souvent tes collègues qui doivent reprendre ta classe. Comme je ne souhaitais pas les surcharger, il m'est arrivé d'aller travailler avec plus de 39 °C de fièvre et la tête qui martèle », explique Renée Cluzeau, institutrice. *Même lorsque j'ai été opérée d'un sein, j'ai fait une convalescence minimum. Par contre, la minorité qui s'arrête pour un oui ou pour un non est souvent mal vue par les confrères.* »

Au-delà de cette dimension solidaire, comment expliquer, au pays d'Alexandre le Bienheureux, cette incroyable pulsion qui pousse les grippés à boudier leur couette ? « En période de crise, la peur du chômage avive le désir de se faire bien voir en se montrant présent, explique Denis Monneuse. C'est un phénomène qui touche tout le monde, du patron qui veut se croire irremplaçable au travailleur en intérim, qui espère décrocher un CDI en multipliant les heures. » Cette forme démonstrative de relation au travail repose sur un lien supposé entre implication professionnelle et occupation physique de l'espace. L'inconvénient, c'est qu'elle met dans le même panier les stakhanovistes et les fakirs de bureau, capables de rester assis durant huit heures sans se lever de leur siège. « Il existe en réalité plusieurs formes de présentéisme, précise M. Monneuse. En plus du surprésentéisme, qui correspond au fait d'aller travailler en étant malade, on trouve le présentéisme contemplatif, dans lequel le salarié est à son poste mais ne fait rien de concrètement productif, et le présentéisme stratégique, qui consiste à arriver tôt et partir tard pour se faire bien voir de la hiérarchie. »

Conditionné par le regard de l'autre, le présentéisme s'inscrit dans une culture de l'entreprise basée sur la défiance, dans laquelle le salarié est considéré comme un grand enfant irresponsable. Le plus souvent, cette hystérie de la

présence est encouragée par un management préhistorique, qui pense avoir trouvé là l'antidote absolu à l'absentéisme. « Chez nous, tout repose encore beaucoup sur le présentiel. Mon chef fait plusieurs fois par jour le tour des bureaux pour voir qui est là et, en cas de retard le matin, on se prend une remarque. C'est une caricature de garde-chiourme qui ne supporte même pas qu'on s'absente pour un rendez-vous médical », explique Coralie (certaines personnes ont requis l'anonymat), qui travaille pour un grand opérateur téléphonique national.

Cette approche panoptique du travail, où chacun doit être à portée de vue de son « N + 1 », est d'autant plus absurde que l'entreprise en question est, aux dires de Coralie, structurellement en sureffectif. « Il y a beaucoup de salariés à qui on a donné un titre ronflant mais qui ne font rien, ou peu de choses. Parmi eux, il y a bien quelques glandeurs, mais la plupart sont des gens sérieux qui souffrent du regard des autres, de cet écartèlement entre présence obligatoire et inactivité. Pour tenir, beaucoup se bourrent d'antidépresseurs, optent pour le télétravail ou prennent des arrêts maladie. » En gros, on aurait affaire là à une sorte de supplice de Tantale adapté au monde du siège à roulettes.

« Les gens dépensent beaucoup d'énergie à cacher qu'ils ne font rien »

Denis Monneuse, sociologue

Aujourd'hui prospère en entreprise un régime mortifère de présence-absence, une fantomatisme du travailleur qui s'accompagne d'une insatisfaction chronique, et bien souvent – le comble – d'une fatigue extrême. « Il m'arrivait parfois de faire des siestes de plus d'une heure dans mon bureau, confie Damien, qui a effectué un remplacement de plusieurs mois au service communication d'une instance de régulation. Mais le plus drôle, c'est que j'avais une

assistante qui n'arrêtait pas de me répéter qu'elle était débordée. Même si son activité était – comme la mienne – très réduite, elle semblait toujours au bord du burn-out. » Moins votre travail est concret, plus la conscience de votre imposture devient angoissante, et plus grandit votre science de l'enfumage.

Le présentéisme est un phénomène complexe, reposant sur une théatralité aux effets de manche largement exagérés, mais qui finit parfois par hypnotiser les acteurs eux-mêmes. Une étude menée en 2015 par l'agence Havas Worldwide dans 28 pays a montré que l'urgence professionnelle, corollaire du présentéisme, s'apparentait à une subtile commedia dell'arte. 40 % des sondés reconnaissent en rajouter lorsqu'ils prétendaient être débordés, proportion grimant à 51 % pour la génération Y. Après des années passées à produire des signes extérieurs d'activité, le mythomane de l'open space finit bien souvent par mimer une vie professionnelle qui n'a plus rien à voir avec la réalité. « Les gens dépensent beaucoup d'énergie à cacher qu'ils ne font rien, confirme le sociologue Denis Monneuse. De nombreuses stratégies sont mises en œuvre dans le cadre du présentéisme, comme manger devant son ordi pour avoir l'air très occupé,

marcher vite en direction de la photocopieuse, se plaindre de sa surcharge de travail. Il y a également la technique de la double veste, qui consiste à laisser un vêtement sur son siège pour faire croire qu'on n'est pas loin, alors qu'en réalité on est parti ailleurs. »

Le présentéisme n'est pas une activité à prendre à la légère ; c'est une discipline qui nécessite une préparation sur le long terme et un investissement de tous les instants. En somme, un job à plein temps. « L'attribution des places en open space est un moment de forte tension, confie Tania, qui travaille dans une grande maison d'édition. Si tu veux vivre confortablement ton présentéisme, il faut réussir à être installée dos au mur, et face à l'entrée, pour que personne ne puisse voir ce que tu fais sur ton ordi. Car en réalité, les gens ne travaillent pas mais font des achats, des paris en ligne, du scroll sur les réseaux sociaux. Certains arrivent même à voir jusqu'à trois épisodes de série par jour. Quand le chef approche, on peut toujours s'en sortir en appuyant sur la touche panique, Pomme H sur Mac, qui fait réapparaître au premier plan les fenêtres de travail. »

Dans ce contexte, on comprend mieux pourquoi, d'après une étude menée au Royaume-Uni en 2009 par le

ENQUÊTE



IL EST OÙ MON BUREAU ?

Le « flex office » ou les stratèges du canapé

Il y a quelques années de cela, alors que je travaillais dans un magazine culturel, j'avais pour spectacle quotidien un collègue ayant transformé son bureau en nouveau chez-lui. Après son divorce, profitant du climat libertaire ambiant qui régnait dans l'entreprise, il avait rapporté un vaisselier et un canapé dans le box vitré qui lui servait désormais de garde-meubles en même temps que de mini-loft. Sa vie tenait alors tout entière dans ces 6 m².

Cette version extrême de présentéisme pourrait bientôt être rendue impossible par les nouvelles formes d'organisation du travail. Dans les locaux de l'agence de publicité BETC, inaugurés à Pantin, en 2016, le salarié n'a pas de bureau attribué. Il récupère ses affaires dans l'équivalent d'un casier de piscine le matin et s'installe où il veut. « Chez nous, l'indice de présence est beaucoup moins important qu'ailleurs, explique Bertille Toledano, présidente de BETC. Mais cette organisation comporte des inconvénients : le fait que les gens s'installent où ils veulent rend difficile le débrief à la volée. Chaque rencontre doit être programmée et devient dès lors un moment pleinement consacré au travail. La limite du "flex office", c'est qu'il laisse peu de place à l'échange improductif. »

« Ces nouvelles formes d'organisation risquent d'étioler la vie du collectif », ajoute le docteur Philippe Rodet. Intermittent, le regard hiérarchique en devient alors d'autant plus pesant. « C'est l'horreur quand ton chef vient soudain s'asseoir à côté de toi », confie Jules, concepteur-rédacteur chez BETC. Dans ce vaste univers peuplé de « clans » (dixit Jules), imperceptiblement s'installe un nouveau rapport propriétaire à l'espace – et le présentéisme peut s'en trouver revivifié. « Même si on ne peut plus mettre de boules de Noël sur son bureau, et que c'est un peu impersonnel et froid, beaucoup de gens finissent par se poser au même endroit. Il y a par exemple le type qui squatte toujours le

canapé. Moi, j'arrive à 9 heures pour ne pas me faire voler la place que j'aime bien, avec vue sur le canal », confie Jules.

Plutôt agréable aux dires de ceux qui la pratiquent, cette nouvelle organisation pourrait s'apparenter à une sorte de cocooning entrepreneurial, dont il faut apprendre à se méfier. « Comme tu as tout sur place, de la bibliothèque au potager, tu pourrais y passer ta vie. Le soir, il y a des concerts, tu bois des coups, l'ambiance est sympa et, quand tu rentres chez toi, il est 22 heures », ajoute Jules. Au moins, ce néo-présentéisme a-t-il une dimension hédoniste que la proto-version n'avait pas.

Série « Alvéoles » © 2007-2014, de Jean-Pierre Attal. Un travail sur l'archéologie urbaine, qui explore l'écosystème tertiaire et ses protagonistes. Vus de l'extérieur, les open spaces sont accessibles et dévoilent un univers standardisé, une vision singulière de la réalité. Les prises de vue ont été réalisées entre 17 heures et 21 heures.
JEAN-PIERRE ATTAL - COURTESY GALERIE OLIVIER WALTMAN



Sainsbury Centre for Mental Health, les « jours perdus » attribués au présentéisme seraient 1,5 fois plus conséquents que ceux découlant de l'absentéisme. Ce régime de présence-absence est encore accentué par l'usage des outils numériques. Si le courriel balancé à 21 heures à ses collègues constitue une extension toxique de l'enfumage de bureau, certains arrivent même à passer pour des employés modèles alors que leur activité effective est totalement nulle.

Champion du monde de la discipline, un informaticien américain prénommé Bob (son identité n'a pas été révélée au grand public) avait soustrait son travail à une agence chinoise, contre 20 % de son salaire à six chiffres. Considéré comme le « meilleur » codeur de sa division, cet employé hyperprésentéiste passait en réalité son temps sur YouTube, Reddit et Facebook. Démasqué par les experts de la société Verizon, Bob a été licencié.

Dans ce monde de faux-semblant, vers 17h50, l'atmosphère commence à devenir aussi irrespirable que celle d'un western spaghetti. Tout le monde s'observe du coin de l'œil, attendant que quelqu'un lève soudain un sourcil, enfile son manteau, et parte. « En général, le premier qui s'en va n'a rien à se

reprocher », décrypte Tania. Pour autant, cette conscience du devoir accompli ne le place pas à l'abri de la fameuse remarque totémique : « Alors, on compte ses heures ? » « Aller au bureau pour faire semblant de travailler est complètement stupide. Le présentéisme est en réalité un faux temps passé ensemble. Ce dont on a cruellement besoin aujourd'hui, c'est de vraie présence », plaide Bertille Toledano, présidente de l'agence de publicité BETC.

Mais sommes-nous réellement prêts à abandonner cette psychologie de moule accrochée à son rocher ? Pas sûr ! Lorsqu'il a lancé Popchef, une start-up de livraison de repas, Briac Lescure, en accord avec ses associés, a souhaité rompre avec cette culture de la présence obligatoire, instaurant des horaires à la carte et des vacances illimitées. « C'est le meilleur moyen pour attirer les talents, confie-t-il. Mais il y a incontestablement un fort héritage présentéiste, même chez les jeunes générations. Pour les vacances, j'oblige parfois les salariés à en prendre et à se déconnecter totalement. Quant aux horaires, on a dû montrer l'exemple, avec mes associés, en partant plusieurs fois à 15 heures le vendredi, parce qu'il y a toujours la peur du regard de l'autre. Mais ça commence à rentrer. » Euh, au fait, vous embauchez ?

NAVIGATEUR

Cyberloafing

Perversion du présentéisme, ce terme désigne le fait de passer des heures entières, au bureau, à se livrer à des activités en ligne qui n'ont aucun lien avec le travail. Oui, dans le monde d'avant, où tout ne se terminait pas encore par « ing », on appelait ça la glandouille

« Le présentéisme favorise l'absentéisme »

Fondateur du cabinet Bien-être & Entreprise et spécialiste du présentéisme, le docteur Philippe Rodet a publié « Le Management bienveillant » (2017, éditions Eyrolles)

Pourquoi les gens sont-ils aussi présentéistes en France ?

Cela peut paraître curieux mais, au pays des 35 heures, il y a un fort attachement au travail, et notamment à sa dimension statutaire. En étant exagérément présent, on pense donner une bonne image de soi. Mais le présentéisme est également lié à une culture managériale. On va par exemple féliciter un manager parce qu'il a un fort taux de présence, distribuer des primes pour inciter les gens à venir. De la part des entreprises, c'est un très mauvais calcul. D'après une étude américaine, la productivité d'un employé peut être réduite de 33 % ou plus en raison du présentéisme. Si vous allez travailler avec la grippe, vous risquez par ailleurs de développer une pneumopathie, qui vous tiendra longtemps éloigné du bureau. Encourager le présentéisme, c'est faire le lit de l'absentéisme.

Quels sont les autres risques ?

En venant au bureau alors qu'on est malade, on risque déjà de contaminer ses collègues. Si on travaille trop, on va moins bien se concentrer, avoir des difficultés à mémoriser et, au final, être moins efficace. Cette obligation de présence s'accompagne d'une souffrance morale dont les gens ne parlent pas forcément, car ils ont peur d'être considérés comme fragiles. Ce n'est pas un hasard si, en France, on vend des anxiolytiques en quantité industrielle.

Le présentéisme est donc néfaste pour le psychisme ?

Oui. Comme on se montre pessimiste, peu motivé, on communique son stress à l'entourage et on entretient des relations dégradées avec les autres, c'est un cercle vicieux. Ce stress pourra favoriser des maladies cardio-vasculaires, des problèmes d'immunité, de surpoids, d'infection.

Que faire alors ?

Il faut se détacher de cette notion de quantité de temps de présence, aller vers un management plus fin qui laisse de l'autonomie aux gens et les aide à trouver du sens dans leur travail. Etre présent par obligation et être présent par envie ne donnent pas du tout le même résultat. Et puis, il faut reconnaître que nous ne sommes pas des surhommes, que nous avons tous des fragilités. S'accorder de véritables temps de pause est indispensable. Vivre, c'est avoir un équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Si le travail accapare tout, en cas de problème, on est beaucoup plus vulnérable.

LE BLOC-NOTES

OSEZ L'OSEILLE

YUSAKU MAEZAWA a battu le record mondial du Retweet. L'homme d'affaires japonais, également connu pour avoir acheté à Elon Musk l'un des premiers billets pour un voyage autour de la Lune, a produit plus de 4 millions de Retweet. En « cause », un message posté samedi 5 janvier sur Twitter, dans lequel il offrait 100 millions de yens (800 000 euros) à 100 de ses followers qui le retweeteraient, soit 8 000 euros par personne. L'argent est aussi roi sur les réseaux.

53 %

C'est le pourcentage d'étudiants français considérant leur smart-phone comme un outil « totalement indispensable » pour leurs études, selon un sondage récent du site Kartable, qui précise également que 26 % d'entre eux passent chaque jour entre 20 et 30 minutes à « réviser et apprendre » sur leur téléphone. Leurs endroits préférés pour travailler : leur chambre (46 %) et... les toilettes (20 %).

LA COULEUR DU RENCARD

Le coût d'un premier rendez-vous galant, en France, est estimé en moyenne à 92 euros en 2018 pour un combo dîner + cinéma + vin + taxi (8 km), selon les calculs du site EliteRencontre. C'est à Toulouse que la note de cette formule intégrale est la plus élevée (103 euros), quand il s'établit à 99 euros à Paris (10 euros de plus qu'en 2017) et à seulement 79 euros à Nantes. Au niveau mondial, Oslo décroche la timbale avec un coût moyen de 148 euros pour le premier rencard, devant Londres (140 euros) et New York (125 euros). Compter 50 euros de plus pour le bouquet du lendemain.

LE GRAND DÉBALLAGE

Adieu paquets, cartons et plastique ! Le premier « drive tout nu » a ouvert ses portes le 11 décembre 2018, à Beauzelle, près de Toulouse. Les clients peuvent récupérer leurs commandes « zéro déchet » dans ce point de collecte. Tous les produits sont mis à disposition dans des contenants réutilisables.

LE MOT DE LA SEMAINE

Pilote
N.masc. et fém.

Personne aux commandes d'un avion, d'une voiture ou d'une institution. Souvent employé sous la forme interrogative « Y a-t-il un pilote ? ». Aux manettes de Renault, depuis que son PDG, Carlos Ghosn, a été placé en détention au Japon ? Au volant de l'instance chargée d'organiser le grand débat national, tâche à laquelle Chantal Jouanno a renoncé, le 8 janvier, après la révélation de ses 14 700 euros brut mensuels ?

TU SERAS UN ARBRE, MON FILS

Jamie Pedersen, un sénateur démocrate de l'Etat de Washington, veut défendre un projet de loi offrant aux habitants de cette région du nord-ouest des États-Unis la possibilité de faire du compost à partir des cadavres de leurs proches. « Des gens m'ont écrit pour me dire qu'ils étaient très excités à l'idée de devenir un arbre », a précisé le sénateur.

S'AIMER COMME ON SE QUITTE

Deux jours dans la vie des amoureux. Le premier parce que tout s'y joue, le dernier parce que tout s'y perd. **Lorraine de Foucher** a recueilli ces moments-clés. A chacun de deviner ce qui s'est passé entre-temps. Cette semaine, Marine, 32 ans, raconte

« Dès que je lui parle d'habiter ensemble, elle disparaît »



MC BESS

Premier jour

J'adore le sport, le théâtre. Je suis au lycée, j'ai vécu quelques petites relations avec des garçons et des filles, des amours collégiennes. A mon cours de théâtre, où j'ai plein de copains, il y a cette nouvelle qui entre dans la salle municipale, la traverse, avec ses longs cheveux blonds et ses yeux verts, et je n'arrive pas à détacher mes yeux d'elle. On est habillées pareil : on a le même tee-shirt avec des dessins de *street art* dessus. C'est mon vêtement préféré, celui des grandes occasions, que je mets quand je veux être jolie et me sentir bien, et on a le même.

Le cours se déroule, les deux professeurs sont très sympas, mais moi je ne fais que perdre mes moyens, je n'ai jamais été aussi nulle en improvisation. C'est la première fois que ça me fait quelque chose comme ça. Je ne sais pas si elle est homosexuelle ou pas, elle est très froide. L'année de théâtre s'écoule, mais on ne se parle pas. Je pense tout le temps à elle. Je tiens un journal intime que je remplis de mes sentiments pour elle, à défaut de pouvoir les lui dire.

Je l'observe tout le temps, j'attends avec impatience le mercredi pour essayer de lui parler avec un air cool et détendu, j'élabore des tonnes de stratégies – « *Mercredi prochain, il faut que tu arrives à lui parler davantage, "Salut, ça va ?" , ça suffit pas* », je me les répète en boucle, mais il n'y a rien qui fonctionne. Elle ne m'offre aucun encouragement, elle a besoin de beaucoup d'espace intime et elle n'est pas très sociable.

La rentrée suivante, on est inscrites au même cours d'art martial, il n'y a plus les copains du théâtre entre nous, c'est incroyable qu'on se retrouve ici sans s'être concertées. En plus, on a le même gabarit, donc le prof nous met tout le temps ensemble pour faire nos corps-à-corps, c'est merveilleux de pouvoir se toucher, s'agripper comme ça. Un mercredi, elle patiente devant le gymnase, me propose de remplacer le judo par un café. Mon fantasme d'une année se concrétise : je peux enfin parler avec elle.

Le mercredi d'après, elle m'attend encore devant la salle de sport. Cette fois-ci, elle ne me suggère pas de café, mais la forêt d'à côté. Le gymnase donne sur une sorte de bois un peu à l'écart. On marche sur le chemin boueux, et à peine sommes-nous dissimulées par des arbres qu'elle accélère le pas, se retourne, se place devant moi et m'embrasse. Je suis stupéfaite. Mon rêve se réalise, elle était si insaisissable que je la croyais hétérosexuelle. Elle m'avoue qu'elle aussi avait passé l'année à y penser, au théâtre. On s'embrasse encore plus, on fait l'amour dans la forêt. Ce sont mes premières étreintes amoureuses. Tout cela est naturel, j'ai l'impression qu'on se connaît déjà bien, de me fondre en elle.

Avant de ressortir de la forêt, à l'heure où nos parents viennent nous chercher, on enfile nos kimonos et on s'ébouriffe les cheveux, pour faire semblant d'avoir transpiré au cours de judo. Ma mère m'attend devant la salle, je monte dans sa voiture en souriant bêtement, je suis au paradis.

Dernier jour

31 décembre. Il fait froid, je suis en pleins préparatifs du réveillon, que j'organise chez moi. Cotillons, blinis, poisson fumé et *pierogis* au menu – ma famille est originaire d'Europe de l'Est. Je m'apprête à faire une belle fête avec tous mes amis et surtout avec elle. Je prévois de lui présenter ceux qu'elle ne connaît pas, maintenant qu'elle est plus ouverte et qu'on arrive à être plus proches. Elle est difficile à suivre, change souvent d'avis. Notre relation est cachée, devant ses parents elle dit seulement que nous sommes amies. Dès que je lui parle d'habiter ensemble ou de projets, elle recule, disparaît, se mure dans le silence pendant deux ou trois semaines, quelques mois même parfois. Elle m'explique que, dans ces intervalles, elle a des relations avec des hommes.

A chaque fois qu'elle se rapproche à nouveau, j'essaie de lui faire une crise, mais je n'y arrive pas, je suis heureuse qu'elle soit avec moi. Elle passe des dizaines de nuits à la suite chez moi, je lui propose d'emménager dans mon appartement : « *C'est ridicule, tu ne vas pas continuer à payer un loyer, repasser en coup de vent chez toi chercher quelques affaires* », et hop, elle s'évanouit dans la nature. Troubles de l'attachement, de l'engagement. Elle revient, on se prépare à partir vivre ensemble au Canada, on a les visas, et elle se met à ne plus me répondre. Je pars quand même, un mois après elle m'écrit : « *Mais tu es où ? – Bah, de l'autre côté de l'Atlantique, je suis partie quand même*. » Elle me rejoint pour de longues périodes, mais, même à Montréal, elle ne s'engage pas.

C'est la frustration permanente, le rapport de force est toujours en ma défaveur. De la froideur extrême, elle passe à des moments où elle veut tout le temps me voir. Et si je ne suis pas disponible, elle le prend très mal. Elle installe la toxicomanie dans nos rapports. Consomme de la cocaïne à toutes nos soirées, la couple avec du Subutex, elle s'abîme dans la drogue, finit incapable de parler, en déliquescence sur le canapé. Et moi, je m'y mets aussi, pour faire comme elle, pour lui plaire. Sauf que moi, je tombe en plein dedans, je prends beaucoup trop de cocaïne, me retrouve dans des états extrêmes, j'arrête vite parce que je me fais très peur.

Ce 31 décembre, je pense que tout cela est derrière nous, qu'on va pouvoir être vraiment ensemble. Deux heures avant, je suis affairée à déplacer les meubles, installer le buffet, découper les légumes. Mon portable sonne. C'est elle. Elle ne viendra pas ce soir, ne dit pas pour quoi : « *J'ai pas envie d'en parler, on en parlera plus tard*. » Effondrée, je lui envoie un seul message – je ne lui avais jamais dit à quel point je souffrais de tous ces allers-retours, à quel point tous mes amis me soutenaient dans ce supplice. « *Tu sais, je trouve ça quand même très désagréable quand tu me fais le coup du silence* », remarque assez éloignée de ce que je pense vraiment, qui serait plus quelque chose du genre : « *Grosse salope, tu disparaissais à chaque fois que tu flippes*. »

Elle ne me répond pas, je bois pour calmer la douleur de la perte. L'alcool monte, minuit sonne, je suis déjà dans mon lit quand j'entends mes amis restés au salon célébrer le Nouvel An. Le lendemain, j'ai décidé de la bloquer. De ne pas la laisser revenir dans quelques semaines, la bouche en cœur, comme s'il ne s'était rien passé et qu'elle était juste sortie acheter une baguette. J'ai eu l'impression qu'on m'avait arraché une partie de moi, qu'on avait un cerveau pour deux. Depuis, la vie est fade sans elle, mais elle est plus respirable.

LES MOTS DU SEXE

Eros

Par Maïa Mazaurette

Sur la couverture de l'édition 2019 du calendrier des *Dieux du stade*, le rugbyman Clément Daguin pose en Eros. Poupin aux pectoraux surgonflés, encadré d'ailes majestueuses, il semble prêt à nous transpercer de ses flèches. Viennent ensuite Priape, Zeus, Atlas et autres Poséidon : au panthéon des plastiques impeccables, la mythologie grecque donne l'embaras du choix. Pourquoi commencer par Eros ? Parce qu'il est, effectivement, l'une des cinq

divinités primordiales. Issu de Chaos, il incarne l'amour et la puissance créatrice. Du moins au départ. Car son royaume s'est modifié au fil des avancées de la philosophie – ainsi l'Eros de Platon n'est pas l'Eros chrétien, augustinien ou freudien. Même chose dans les représentations picturales : androgyne au départ, il se transforme en jeune éphèbe, en enfant, en ange. Epousant l'air du temps, Eros se métamorphose. En 2019, nous parlons plus volontiers d'« érotisme », une catégorie tendance, gage de bon goût, constamment opposée à une pornographie devenue infréquentable. Recherche élitiste d'excitation contre gros sabots explicites : la hiérarchie est installée, on ne mélange pas les torchons et les serviettes. Sauf que... cette définition trahit la mythologie grecque. L'Eros des origines n'est en effet pas le dieu du désir : c'est son frère jumeau, Himéros, le héraut des plaisirs charnels. Un Himéros rayé de la carte des divinités par l'avènement des monothéismes. Cette confusion en dit long sur notre sexualisation de l'amour. Ou sur notre besoin de justifier romantiquement nos élans sexuels ! En tout cas, vous pourrez désormais briller auprès de votre libraire : « *Pourrais-je avoir le calendrier himérotique du rugby, celui avec le blondinet sexy en couverture ?* »

INTROSPECTION

Le Bullet Journal, pour les fanas de l'orga

Journal intime, agenda, pense-bête, cahier de souvenirs... Le « BuJo » a conquis l'Occident. Le cortex lui dit merci

Vicky Chahine

À vis aux adeptes de la *to-do list*, aux stakhanovistes de la planification, aux nostalgiques du journal intime, il existe désormais un outil regroupant ces trois marottes: le Bullet Journal, « BuJo » de son petit nom.

A l'origine de cette méthode d'organisation devenue un phénomène mondial: Ryder Carroll, un webdesigner new-yorkais souffrant d'un déficit d'attention. Pour ne rien oublier, il met au point un système entre le journal intime et l'agenda, un outil qui lui permet à la fois de se souvenir des événements passés, d'organiser le présent et d'anticiper l'avenir. Il le peaufine au fil des années avant de le rendre public en 2013.

«C'est le fruit d'une réflexion inspirée par la pleine conscience, le stoïcisme, le bouddhisme», explique Ryder Carroll, qui a publié en novembre 2018 *La Méthode Bullet Journal* (Fayard-Mazarine), sorti simultanément dans 24 pays. «Le Bullet Journal aide à prendre du recul, à identifier les choses importantes auxquelles il faut consacrer de l'énergie.»

L'objectif étant de se réapproprier cette denrée rare qu'est le temps, pour mieux gérer son quotidien et concrétiser nos aspirations à long terme, celles que l'on inscrit chaque 1^{er} janvier sur la traditionnelle liste des bonnes résolutions. Alors comment fonctionne ce super-agenda des temps modernes? Avant tout, il est exclusivement rédigé à la main. «Le fait d'écrire est primordial puisque

À LIRE

> LA MÉTHODE BULLET JOURNAL

de Ryder Carroll (Mazarine, 380 p., 20,90 €)

cela nous ancre dans le moment présent, nous permet de déconnecter et de nous poser les bonnes questions. Et c'est une pratique quotidienne qui crée une habitude d'introspection», assure Ryder Carroll.

Le matériel de base: un carnet de taille moyenne et un feutre. Selon une architecture très codifiée (on est webdesigner ou on ne l'est pas), on débute son BuJo en notant les grands événements de l'année à venir, puis ceux des prochains mois avant d'arriver à l'agenda quotidien. Au fil des pages, on consigne la date de paiement de sa taxe foncière, une réunion avec la DRH, la voiture à réparer mais aussi un film qu'on a aimé, un accrochage avec sa belle-mère...

«C'est une boîte à outils, donc cela devient ce que vous en faites: un journal intime, un support pour lister les tâches, mener un projet professionnel à terme ou tout cela à la fois, explique son auteur. La flexibilité du système fait qu'il a été adopté par

des profils très différents: des étudiants, des parents au foyer, des docteurs, des soldats...»

Un peu complexe à appréhender – on peut s'aider des vidéos sur YouTube pour débiter le sien – mais assez addictif quand on prend le pli. Un tel phénomène questionne: pourquoi le commun des mortels en arrive-t-il à avoir besoin d'un système sophistiqué pour gérer son quotidien? «Le trop-plein d'infos actuel engendre une surcharge cognitive qui fait déborder le cortex frontal, cette zone du cerveau qui nous permet de planifier et d'organiser, décrypte la psychiatre Diane Samama. Sans compter que face aux machines ultrapuissantes, on fait aujourd'hui moins confiance à notre cerveau et à notre capacité de mémoire. Ce qui explique ce besoin d'un outil extérieur.»

Et de replacer le phénomène BuJo dans la floraison de ces modes d'emploi en tous genres qui envahissent les rayons des librairies pour apprendre à être heureux, bien élever ses enfants, manger sain, cultiver son couple... Des méthodes qui permettent surtout de se sentir encadrés et de faire partie d'une communauté. Il n'y a qu'à voir le nombre d'occurrences pour #Bulletjournal sur Instagram: 3 millions à l'heure où l'on écrit ces lignes. Certains BuJo y sont tellement sophistiqués qu'on se demande bien comment leurs propriétaires osent y écrire quoi que ce soit

(si tant est qu'ils le fassent...).

Lettrines en arabesque, camaïeu de couleurs pour marquer les tâches, stickers pour

rythmer les pages... On est loin de la version sobre et utilitaire imaginée par son créateur.

Preuve de cet engouement, le salon parisien de loisirs créatifs Créations et savoir-faire a fait du Bullet Journal l'un des thèmes-phares de sa dernière édition, en décembre 2018. «A l'origine, c'est un outil de travail et de réflexion, mais certains l'ont détourné pour en faire aussi une activité créative, constate Vanessa Dousset, la directrice du salon. C'est dans la veine du retour au papier, à l'écriture et plus généralement au toucher qu'on remarque depuis plusieurs années.» Ryder Carroll est plus dubitatif: «Quand le BuJo est réalisé uniquement pour être montré sur les réseaux sociaux, il perd de son sens.»

S'il a vocation à permettre de se recentrer sur soi et de questionner ses désirs les plus intimes, on voit mal qui aurait envie de rendre son BuJo public. Un peu comme si, adolescent, on avait laissé son journal intime grand ouvert sur la table du salon...



Bullet Journal sur blog et sur Instagram.
CÉCILE POUPAERT/@BUJO_MAMZELLE_BOUTETTE.
AUDREY LETHIER/@PLANWITHADY.JULIE GOUDOT/ZUNZUNBLOG

Chacun sa liste

> Les trucs à faire

Le mot d'ordre de la *to-do list* est l'action. Son paradoxe est aussi ce qui fait sa beauté: tout individu s'attelle à en venir à bout, dans un temps plus ou moins long. Mais personne n'y parviendra jamais, puisque à chaque tâche accomplie vient s'ajouter un nouvel impératif.

> Les bonnes résolutions

Espèce saisonnière, qui apparaît entre le 2 et le 31 janvier puis hiberne jusqu'à l'année suivante. Excès de poids, tabac et gestion de son temps sont ses chouchous. Un conseil: la conserver pour la copier-coller le 2 janvier 2020.

> Les envies

Répertoire ses achats potentiels et futures acquisitions, repoussant au passage les capacités d'accueil de ses placards et étagères. La *wishlist* englobe les listes de mariage et de naissance, renfermant ce que nos finances personnelles préféreraient déléguer à notre généreux entourage. Là où il y a de l'espoir, il y a de la liste!

> Les invités

Sujette à polémique, cette petite feuille où l'on «oublie» le grand-oncle de son fiancé pour le mariage suit une règle intangible: elle commence avec trente noms et finit avec 150.

> Les «plus et moins»

Les incertitudes la croient indispensable pour rationaliser l'irrationnel (Dois-je faire un enfant? sortir avec mon voisin? devenir permaculteur?). En réalité, elle n'est qu'un outil de complexification des décisions.

> La culture

Elle empile, pour les recordmen ou les mémoires déficientes, l'ensemble des films vus, des livres parcourus mais aussi les noms et lieux des expositions visitées. Utile pour se remémorer si l'on a bel et bien vu ce navet à l'été 1985. Ou pour frimer dans un dîner en ville.

> Les «Je le ferai un jour»

A bannir, sauf à vouloir se retrouver sur son lit de mort avec une pensée pour la liste – intacte – de toutes ces «missions impossibles» que l'on s'était assignées.

> L'amour

Les dons Juans à la mémoire courte (pour ne pas dire les Lucky Luke qui tirent plus vite que leur ombre) adorent faire état de leurs nombreuses conquêtes dans ce qu'il est aussi convenu d'appeler un tableau de chasse – c'est élégant. A noter que les Diane épinglent tout autant qu'elles sont épinglées. Peut également inclure toutes les prouesses sexuelles, et fantasmes inassouvis.

> Les «Lu, vu et entendu»

Cet inventaire conserve les citations des collègues de travail ainsi que les précieux et impromptus bons mots de ses enfants et aïeux, jusqu'aux aphorismes d'écrivains. Le bonheur tient au plaisir de les relire et au souvenir intact qui ressurgit.

> Les courses

Celle-là, au moins, est à la portée de tous, et généralement réalisable, pour combler toutes les faims, petites et grandes, veggie ou carnassières, conviviales ou en solitaire, de la semaine à venir. Sa cousine germaine, plus épisodique, est la liste des fournitures scolaires.

Mariène Duret



Reykjavik,
en septembre 2017.
CHAU-CUONG LÊ/
LIGAKUN/HANS LUCAS

VOYAGE

Vous aimez Indridason... vous adorerez Reykjavik

Marie Charrel

O n s'y tient comme aux premières heures du monde, lorsque la vie n'avait pas encore colonisé notre planète. Sur la lande volcanique de Midnesheidi, battue par les vents du nord, la végétation se fait rare. Les roches ocre et noires s'étendent sur des kilomètres, parfois recouvertes de neige ou d'un peu de lichen fluorescent. Des exhalaisons de soufre s'échappent des fissures dissimulées sous la pierre. En ce mois de décembre, le

promeneur solitaire ne rencontre guère âme qui vive sur cette terre désolée. Jusqu'à ce qu'au détour d'une colline, il découvre un lac au bleu caribéen, d'une beauté surnaturelle. En dépit de la température glaciale, des touristes se prélassent dans ses eaux, d'où s'élèvent des volutes de vapeur.

Baptisé le « Blue Lagoon », l'endroit est l'une des attractions majeures de la péninsule de Reykjanes, à mi-chemin entre l'aéroport international et la capitale islandaise. C'est aussi là que débute *Lagon noir*, le roman d'Arnaldur Indridason, paru en 2016

(Métailié, traduction Eric Boury). Sur les conseils de son médecin, une jeune femme plonge dans les eaux laiteuses lorsqu'elle aperçoit un corps. L'inspecteur Erlendur Sveinsson, héros récurrent du romancier, ne tarde pas à mener l'enquête. Le lecteur apprend au passage que le Blue Lagoon n'a rien de naturel. Il s'est formé à la fin des années 1970, dans le sillage des eaux rejetées par la centrale géothermique voisine...

Il en va ainsi des ouvrages d'Indridason, le maître du polar islandais : tous offrent une plongée dans le passé de Reykjavik et

QUATRE AUTRES RAISONS D'Y ALLER

LES AURORES BORÉALES

Entre novembre et mars, il suffit de s'éloigner des lumières de la ville pour observer des aurores boréales. Mais seulement si les conditions sont réunies : ciel dégagé, nuit noire et vents solaires.

LES BAINS CHAUDS

Impossible de quitter Reykjavik sans plonger dans l'une des nombreuses sources chaudes dont regorge le pays. Générées par la géothermie, elles alimentent également la plupart des piscines municipales que l'on trouve dans tous les quartiers.

GAME OF THRONES

Plusieurs scènes de la série culte ont été tournées dans le parc national de Thingvellir. L'endroit est facilement accessible en voiture depuis la capitale ou en circuit organisé.

LES SAGAS

Ces chefs-d'œuvre de la littérature médiévale sont considérés comme un trésor national. Le Musée des sagas, près du port, permet d'en découvrir l'essence.

ses environs, où l'auteur vit toujours. « *Beaucoup d'Islandais découvrent l'histoire de leur propre ville à travers ses livres : ils sont aussi précieux pour nous que pour les lecteurs étrangers* », confie Ulfhildur Dagsdottir, spécialiste du roman noir à la bibliothèque municipale. L'obsession d'Erlendur pour les disparitions mène régulièrement l'intrigue du côté de la guerre froide ou des années 1950, lorsque l'armée américaine installa une base militaire sur Reykjanes.

Au centre-ville, chaque coin de rue évoque l'une des enquêtes du policier au caractère bourru. A l'exemple du quartier de Nordurmyri, où démarre *La Cité des jarres* (2005), ou de l'austère théâtre national, mentionné dans *Hypothermie* (2011). A quelques mètres de celui-ci, un bâtiment aux airs de bunker se dresse face à la mer : la banque centrale. Celle-ci est au cœur de *La Muraille de lave* (2013), dont l'intrigue se déroule en 2005, au moment où la finance islandaise est en pleine surchauffe. Le titre original de l'ouvrage, *Svörtuloft*, évoque une falaise à l'ouest du pays, au pied de laquelle un tourbillon violent engloutit les embarcations. C'est aussi le surnom donné à l'institut monétaire, où les espoirs d'argent facile se sont fracassés pendant la crise de 2008.

De l'autre côté du boulevard, les panneaux multicolores d'Harpa, la délicate salle de concerts, scintillent dans les der-

niers rayons de soleil. A l'horizon se dessine Esja, la chaîne de montagnes aux flancs escarpés. La bise glacée chasse vite les badauds vers Laugavegur, l'artère commerçante de la ville. En hiver, lorsque la nuit tombe à 17 heures, les bars se remplissent d'amateurs de brennivín, l'alcool local, surnommé « mort noire ». Autant d'établissements qu'Erlendur écume les soirs où il cherche sa fille un peu paumée, Eva Lind.

Là, au numéro 4 de la rue Hafnarstræti, une petite maison de tôle jaune, typique des habitations de la ville, abrite le bar Tívoli. « *C'était autrefois un pub irlandais, le Dubliners, devant lequel se déroule la scène de coups de feu de l'Opération Napoléon* (2016) », raconte Ulfhildur Dagsdottir. Dans ce thriller, une jeune femme, Kristin, enquête sur la mystérieuse mort de son frère impliquant l'armée américaine. Celle-ci cherche à étouffer une sombre affaire remontant à 1945.

A la fin de la seconde guerre mondiale, le quartier de Skuggahverfi, le long de la mer, était plutôt mal famé, découvrit-on dans *Passage des ombres* (2018), où Erlendur cède place à l'ex-inspecteur Konrad. Aujourd'hui, des tours ultramodernes ont remplacé les caboulots enfumés de l'époque. Ceux où, après quelques verres de « mort noire », l'on se racontait des histoires d'elfes et de mauvais esprits. Certaines nuits de pleine lune, on les entend encore...

POUR
OU
CONTRE

C'est jouissif

Apparue à la fin des années 2000 aux Etats-Unis, l'ASMR (« réponse automatique des méridiens sensoriels ») est une méthode de relaxation par le son censée aider à trouver le sommeil, comparée par certains à « un orgasme cérébral ». Le principe : s'allonger sur son lit, allumer YouTube et écouter des petits bruits répétitifs par chuchotement, tapotement, froissement. Pour cela, la gamme des outils est infinie : papier, micro, pinceau à maquillage, pull, boulier, coussin, etc. Des milliers d'adeptes y consacrent des vidéos quotidiennement sur les réseaux sociaux. Quelques stars ont même émergé dans l'art du grattage de brosse à cheveux ou de la dégustation de cornichon. Hollywood ne fait pas exception. Pour les insomniaques ou les stressés de la vie, les chuchotements de Jake Gyllenhaal, l'absorption de chips craquantes par Salma Hayek ou les ronronnements de Cardi B offrent une sacrée dose de frissons, avec moins d'effets secondaires qu'un bon somnifère.

L'ASMR

Magali Cartigny

C'est ridicule

Avant, pour se détendre, l'on recommandait un bon bain chaud ou un recueil de poésie. Réchauffement climatique oblige, le premier est désormais proscrit. Quant à la lecture, elle se résume trop souvent à un petit écran à la lumière bleutée, qui empêcherait même de dormir un sénateur sur les bancs de la Haute Assemblée. Aujourd'hui, il est donc plutôt recommandé d'écouter The Pickle Lady mâcher des cornichons pendant neuf minutes (beurk) ou toute une bande de jeunes Chinoises, spécialistes du croquage de glaçons (aïe). Pourquoi pas aussi, une fois couché, se surrer la liste des verbes irréguliers ou froisser langoureusement son dernier relevé bancaire ! Si le ridicule ne tue pas, il n'endort pas non plus.

2

Le mur des fermentations

La transformation du sucre en alcool est un processus naturel, un mystère de la création. Qui mérite quelques explications

Ophélie Neiman

C'est un tout petit miracle de rien du tout. Même pas une naissance, mais une création tout de même. Une transformation chimique, plus exactement, menée par des micro-organismes, des bactéries, levures ou moisissures sur le sucre en l'absence d'oxygène. Et voilà qu'elle nous donne les trois piliers de la gastronomie française : le pain, le fromage et le vin. D'ailleurs, deux d'entre eux (indice : pas le fromage) symbolisent le corps et le sang de Jésus Christ : la fermentation tient du divin.

C'est un processus naturel. Quand un fruit tombé de l'arbre fermente dans le verger, personne n'intervient. Sauf le hérisson, ravi d'en profiter, qui ira ensuite zigzaguer maladroitement trop près d'une route (les dangers de l'alcool sur la chaussée ne sont pas l'apanage des humains). Quand elle est maîtrisée par la main de l'homme, la fermentation donne un goût plus complexe aux aliments et permet de les conserver plus longtemps. Elle est utile.

Il existe de multiples fermentations, comme celle qui se produit dans nos muscles lors d'un effort sportif intense. Si vous avez pris de bonnes résolutions en début d'année, vous aurez sûrement l'occasion de l'expérimenter, avec la crampe qui l'accompagne. Tenons-nous-en à des fermentations plus gourmandes. Le vin en vit en fait plusieurs.

La plus évidente est bien évidemment la fermentation alcoolique. Des levures transforment le sucre du raisin en alcool et en dioxyde de carbone. Il faut environ 17 grammes de sucre pour produire un degré d'alcool, mais ce n'est pas tout. Apparaissent aussi de nouveaux composés aromatiques qui donnent au vin une part importante de son parfum. Et le gaz qui se dégage provoque dans les tonneaux un bouillonnement plus doux que la musique zen d'un cours de yoga.

Cette fermentation a diverses origines. La vision de l'œnologue est implacable : il suffit de rajouter des levures dans la cuve. La réponse de l'amoureux de la nature est plus poétique : c'est la pruine, cette légère cire blanchâtre sur la peau des raisins, qui contient les meilleures levures, celles du terroir. Les récentes observations propo-



CHANGKI-CHUNG
POUR « LE MONDE »

sent une autre piste : il n'y aurait en fait qu'une quantité minime de levures de type *saccharomyces* sur les grappes, insuffisamment pour provoquer une fermentation spontanée. Il y en a, en revanche, beaucoup dans le chai et sur le matériel viticole. Les levures dites « indigènes » proviennent donc, involontairement, de l'intervention humaine tout en étant rattachées à un terroir. Un brin de magie demeure.

Pour le champagne et les crémants, il existe une deuxième fermentation. Que l'on nomme, pour éviter toute confusion, la prise de mousse. Le principe est identique : on rajoute des levures et du sucre dans un vin mis en bouteille. De l'alcool et du CO₂ se créent, ce sont les futures bulles qui mousseront dans le verre.

Il y a encore une autre fermentation, méconnue et pourtant essentielle dans la connaissance du vin : la fermentation malolactique. L'acide malique, que l'on pourrait comparer à l'acidité ressentie en mangeant une pomme, se transforme grâce à des bactéries en acide lactique (celui que l'on sent dans un yaourt), plus doux, plus velouté. La fermentation malolactique n'a été découverte que dans les années 1930 et maîtrisée plus tard encore. Aujourd'hui, on l'effectue dans les vins rouges et dans certains vins blancs. On la bloque pour garder de la vivacité dans la plupart des rosés. Elle démarre à une certaine température, si bien qu'un vigneron qui ne possédait au départ qu'un hangar en guise de chai me racontait avoir provoqué ses fermentations malolactiques à l'aide d'un ventilateur et d'un sèche-cheveux en plein hiver. Une jeune vigneronne s'étonnait pour sa part de voir la malolactique en cours depuis presque un an dans l'un de ses tonneaux, sans pour autant que son vin s'abîme. Il y a encore une part de mystère.

Il existe une dernière fermentation dans le vin : la fermentation acétique. Celle-ci fait de la peine. C'est le vin qui se transforme en vinaigre. Parce que la nature, dans toute sa beauté, est décidément bien cruelle.

TESTÉ ET APPROUVÉ

Trois applications pour voir la vie en rose

Marlène Duret

Happy fruit blast

► Si l'amour est dans le pré, le bonheur pourrait bien être dans le fruit, et logé dans ce jeu multivitaminé. Ce Candy Crush du verger consiste à manipuler du bout du doigt des fraises acidulées, entourées de pommes, prunes, mûres et citrons pimpants. On s'appliquera à les aligner, afin de dénicher les bonus et de franchir les niveaux. Dans ce décor champêtre, les quartiers de mandarine et les papillons viennent ponctuer les victoires, les étapes colorées se succèdent et absorbent le joueur. Si la morosité est là, elle pourrait bien, le temps de quelques parties, se dissiper dans cette atmosphère éminemment fruitée.

Application gratuite sous iOS et Android

Smylife

► En guise d'icône, cette appli affiche un smiley tout sourire. Y mettre le doigt serait le premier pas « pour renforcer le positif de chacun et accroître son bien-être ». Le principe de cette méthode préconisée par de nombreux coachs est simple : consigner, chaque jour en fin de journée, ses expériences négatives et positives pour mieux se concentrer sur les trois meilleurs moments et s'imprégner de leurs bienfaits. « Le coucher de soleil était incroyable ce soir », « Ce matin, la réunion avec la direction s'est bien passée » ou encore « Ce soir, le métro était bondé. Au milieu de la foule, j'ai croisé son regard. Il m'a souri ». Cet exercice permet de faire la part des choses, de ne pas surpondérer les événements négatifs pour mieux se focaliser sur les expériences gratifiantes de sa journée. Un bon début pour tendre vers le Nirvana.

Application gratuite sous iOS et Android

Happy Glass

► On peut aborder la morosité de deux façons, un peu comme le verre que l'on peut voir à moitié vide ou à moitié plein. Dans le présent casse-tête, « le verre est triste parce qu'il est vide. Ta mission est de dessiner une ligne pour remplir le verre de liquide et lui redonner le sourire ». A l'écran, le verre vide fait la moue. Un crayon, quelques traits bien placés et de l'eau vient le remplir et inscrire sur ses parois un grand sourire. Tout problème trouve ici sa solution, pour peu que les joueurs soient armés jusqu'aux dents d'une inusable patience et d'une indéniable perspicacité.

Application gratuite sous iOS et Android

Sélection

CHÂTEAU DE BEAU-PRÉ, COTEAUX D'AIX-EN-PROVENCE, « COLLECTION DU CHÂTEAU », 2017, BLANC

De ce château historique, l'un des plus anciens de l'appellation d'Aix-en-Provence, émerge un grand vin blanc, aussi complexe qu'élégant. Le nez s'étend de l'acacia au poivre blanc, la bouche est riche, harmonieuse. Un bonheur total. Bio. 21,90 €

VIGNOBLE DES 2 LUNES, ALSACE RIESLING VENDANGES TARDIVES, « MER DU NECTAR », 2009, BLANC LIQUEUREUX

Décidément, ce petit domaine ne cesse de nous épater. Il y a tant de finesse dans ce liqueux, tant de caractère aérien qu'on en oublie le sucre, le régime, les bonnes résolutions. Parfait avec un foie gras. Biodynamie. 36,50 €

DOMAINE LES YEUSES, PAYS D'OC, « Ô D'YEUSES », 2016, ROUGE

A base de marselan et de cabernet franc, ce vin aux arômes de fruits rouges et de menthe a une fort jolie bouche, bien dessinée, équilibrée. Compagnon impeccable pour un apéro dînatoire. 9,50 €

UN APÉRO AVEC... FEU! CHATTERTON

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. Les rockeurs à la tête bien remplie aiment chanter l'ivresse et la mélancolie. Et ont su accorder leurs violons



Chez Jeannette, rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris, le 8 janvier. De gauche à droite : Clément Doumic, Antoine Wilson, Arthur Teboul, Sébastien Wolf et Raphaël de Pressigny. FRÉDÉRIC STUCIN POUR «LE MONDE»

«L'expérience de la démocratie, on la vit à cinq»

Par Laurent Carpentier

M

ouleurs au plafond. Zinc central. Miroirs et Formica. «Encore dans ce petit rade/ L'heure est avancée/Mais où est-ce que t'iras? Et ma hargne se dilue dans un océan de quiétude, et de liquide/Toi que je vois dans la glace, dis-moi, qui es-tu? (ouais dis-lui). Ça y est, voilà, je suis raide...» Chez Jeannette. Rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris. Ex-bar prolo transformé il y a dix ans, comme le quartier, en refuge hype post-Henry Miller. C'est là que les cinq doigts de Feu! Chatterton, à qui l'on doit cette chanson, *L'Ivresse* (2018), ont filé rendez-vous. C'est dans la rue d'à côté, au studio Le Phonographe, qu'ils ont enregistré leur dernier album, *L'Oïseleur* (Universal).

Arthur et Clément engloutissent des grogs («Un grog, c'est malin, ça a l'air d'une boisson d'homme raisonnable, mais ça ne l'est pas du tout...», dit le chanteur), Antoine et Seb sirotent leurs pintes, quant à Raphaël, il fait disparaître dans sa barbe broussailleuse un nid d'œufs mayonnaise. Sur les banquettes de ce café bruyant, ces drôles d'oiseaux laissent se faner leurs habits de poètes maudits et de rockeurs ténébreux dont ils se parent habituellement pour détendre leurs corps meurtris par une tournée fleuve : 140 dates avec un arrêt au Zénith de Paris, le 24 janvier – «On s'est tous mis au yoga», dit le batteur, montrant des photos acrobatiques de leurs échauffements préconcerts dans des coulisses exigües.

Ils ont 30 ans, peu ou prou. Et un pedigree à faire pâlir un directeur des ressources humaines. Un normalien, Sébastien Wolf, et un centralien, Clément Doumic, tiennent guitares et claviers. Arthur Teboul, le charismatique chanteur, a fait Sup de Co, quand Raphaël de Pressigny, qui les a rejoints plus tard à la batterie, est diplômé d'HEC («J'y ai passé trois ans dans le studio de répétition de l'école»). Dans cette classe de super-cracks, Antoine Wilson ferait presque figure de cancre, lui qui est passé par le Conservatoire de région de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) en classe de contrebasse, avant de se faire détourner du droit chemin.

Eux s'en moquent. «La seule vraie qualité que j'ai trouvée à mon école de commerce, c'est de comprendre rapidement que cela me serait insupportable. Les classes prépa, c'est dur mais c'est riche intellectuellement. Ce sont les humanités, la rigueur de la pensée, le raisonnement. Tu es comme un cheval de course à qui on montre un champ immense. Et puis, à l'école de commerce, tu te rends vite compte qu'en fait on t'emmène vers un manège, soupire Arthur Teboul, en retombant au fond de son siège.

Ensemble, ils se remémorent ce jour dans l'histoire de tout groupe, lorsqu'il faut décider au grand dam de ses parents d'abandonner les chemins de la raison pour devenir rockstars. C'était «devant le marchand de bonbons», place de l'Odéon, rappelle Clément Doumic. «Avec le recul, reprend Arthur Teboul, c'est facile de se dire qu'on a fait le bon choix, mais la vérité, c'est qu'on a eu beaucoup de chance. Regarde :

moi, je ne connais rien à la musique, je suis asthmatique, j'ai des kystes sur les cordes vocales...» On chambre : ah, c'est donc ça, le secret de fabrique?

La bande s'est construite dans les bars du Quartier latin, au Comptoir du Panthéon, au Piano Vache, aux Etages («On pouvait y fumer des joints»)... Normal : Arthur, Seb et Clément se sont connus sur les bancs du lycée Louis-le-Grand, qui récolte les «têtes bien faites» chères à la méritocratie. «On venait des collèges publics, raconte le chanteur, évoquant la première fois où il s'est pris un 0 en maths. A 14 ans, tu cesses d'être le meilleur pour devenir le plus nul. Ça fait drôle. Mais ce déclassement est pas mal. Tu changes.»

Venus de l'Est parisien, parents journalistes, graphistes, sociologues, les trois lascars ont tôt dressé le romantisme en étendard, trouvant chez Vigny (*Chatterton*), Lautréamont et Baudelaire «des personnalités singulières portant ce masque de l'amour et de la mort dont le sens de la mise en scène – donc de la dérision – était forcément séduisant, explique Arthur Teboul. En première, je disais des textes à l'oreille de Sébastien, des textes de cul et de mort... On faisait des cérémonies occultes... Eux du rock déjà, et moi du slam... On avait ce fantasme des mouvements artistiques qui transcendent la vie : surréalisme, dadaïsme, dandysme... Sans jamais vraiment réussir à en créer un. Sauf, là, un peu. Entre nous.»

Pas un mouvement peut-être, mais une aventure qui dure depuis cinq ans. Ils comptent les points ; la susceptibilité de Clément, les agacements de Raphaël, les mimiques d'Arthur content qu'on ait perçu qu'il avait beaucoup écouté Ferré et Barbara pour ce deuxième album. Volonté d'introspection collective. Exégèse de comptoir sous la lumière blanche. Sourires quand on pénètre trop près l'intimité.

«L'expérience de la démocratie, on la vit à cinq. Pour quoi est-ce que ça tient? Parce qu'on a un idéal commun : la musique, analyse Sébastien Wolf, le guitariste normalien qui poursuit au laboratoire de l'ENS des recherches en physique. Si la démocratie citoyenne, elle, ne tient pas, c'est parce qu'aujourd'hui la société a du mal à partager un idéal.» Leur vie lovée dans le creuset de ce monde en fureur qu'ils repeignent de leur mélancolie. Arthur Teboul cite un article de la revue *Esprit* sur la légitimité du savoir remplacée par la légitimité de la notoriété. «On n'est jamais à l'abri de l'émergence d'un mouvement de "gilets jaunes" au sein de Feu! Chatterton», blague Clément Doumic. On s'est perdu dans les échanges. Une table de bistrot. Paris, la nuit. Qui reprend une bière?

«Chez Feu! Chatterton, on ne considère un morceau fini que lorsque chacun en convient, glisse Raphaël de Pressigny. Cela paraît évident? Cela ne l'est jamais. «On a appris à s'aimer», constate l'un. «C'est comme de partir avec tes potes en vacances, souvent, au bout d'une semaine, tu craques...», sourit l'autre. «Et puis elles durent cinq ans, les vacances, et tu arrêtes de penser que tu peux changer les autres», complète le troisième. «Alors tu comprends que tu aimes leurs défauts», conclut le quatrième. Le dernier est parti pisser.

PENDANT CE TEMPS-LÀ...
À FLERS (ORNE)

Gérard, 72 ans, médecin malgré lui

Frédéric Potet

Quand un médecin arrête-t-il de l'être, médecin? A la retraite? Certainement pas, estime Gérard Meunier, 72 ans, ex-médecin généraliste de Flers (Orne), ayant fermé son cabinet en 2006. Il y a trois semaines, un peu avant Noël, une ancienne patiente, Monique, 82 ans, atteinte de diverses affections dont un cancer du sein, lui a confié son désarroi de ne pouvoir trouver un médecin traitant, le sien ayant fait valoir ses droits à la retraite un an auparavant. L'arthrose et une thyroïdite aiguë rudoyaient alors le corps de Monique; suffisamment pour que Gérard Meunier décide de «repandre du service». Au débotté. Et sans carte professionnelle.

Sur Internet, l'ancien docteur a relu le serment d'Hippocrate. Il en a extrait une phrase – «Je ferai tout pour soulager les souffrances» – qu'il a ensuite imprimée, à l'encre rouge, sur une feuille blanche A4, vouée à devenir ordonnance. Sur celle-ci, il a prescrit divers médicaments que Monique est ensuite allée chercher à sa pharmacie habituelle, comme si de rien n'était. Sa mutuelle n'a pas réagi. La Sécurité sociale non plus. Idem du conseil de l'ordre des médecins auprès duquel Gérard Meunier est encore inscrit en tant que médecin retraité.

«J'ai le sentiment d'être dans ma mission, plaide celui qui exerça également au centre hospitalier Jacques-Monod de Flers. La seule question que je me suis posée est de savoir comment faire en sorte que Monique cesse de souffrir. Elle chiffrait sa douleur à 5 sur une échelle de 10. Qu'on ne vienne pas me chercher des poux dans la tête: je ne prends les prérogatives de personne vu que personne, précisément, ne la soignait jusque-là.» Dans le salon de sa petite maison d'un quartier de Flers où elle vit seule, Monique raconte ses déboires pour trouver un médecin traitant: «J'ai dû appeler une dizaine de cabinets. Tous m'ont dit que les docteurs étaient à flux tendu et qu'ils ne prenaient plus personne.»

L'ancienne institutrice a même élargi le rayon de ses recherches à 15 kilomètres autour de Flers, jusqu'à Tinchebray-Bocage: sans plus de succès. Elle s'est rapprochée entre-temps de son gynécologue, afin de se faire prescrire certains antidouleurs, mais ce dernier vient à son tour de partir en retraite. L'offre – gracieuse – du docteur Meunier fut une aubaine. Monique n'a pas oublié qu'il y a trente ans celui-ci lui avait vivement conseillé de passer une mammographie au prétexte qu'elle avait atteint la cinquantaine; Monique avait alors découvert le début d'un (premier) cancer du sein, qu'elle avait réussi à vaincre.

L'initiative de l'ex-praticien de «repandre sa sacoche» vaudra peut-être à celui-ci des remontrances de la part de la profession. «Voire des homes politiques, dans la mesure où ce que je fais est aussi un moyen de dénoncer leur incurie», explique-t-il. Sur le sujet de la pénurie de médecins, Gérard Meunier est intarissable pour dénoncer une stratégie visant à réduire l'offre de soins afin de combler le trou de la Sécu – politique qui remonterait selon lui à l'instauration, en 1988, d'un mécanisme d'incitation à la cessation anticipée d'activité (MICA) permettant aux médecins âgés de 57 ans de cesser leur fonction libérale en échange d'une indemnité financière.

Monique n'est pas la seule patiente que le retraité accompagne médicalement. Il est arrivé à Gérard Meunier de délivrer des ordonnances à des membres de sa famille et à des proches. Ses voisins, à Montsecret, le village où il habite, peuvent aussi compter sur lui. «En cas de pépin, ils savent que ma porte est ouverte, à toute heure de la journée ou de la nuit, confie-t-il. Le savoir médical est une compétence comme une autre. Il se doit d'être partagé à des fins de solidarité.»